INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 361 - MAI 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 361

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - L'offre réduite maintient les cours des femelles
    - L'inflation ralentit mais la consommation reste en retrait
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les cours de JB européens se tiennent bien
- Femelles
  - Europe
    - Remontée saisonnière des cours des vaches
- Maigre
  - L'offre réduite de broutards ne permet pas d'exporter davantage chez les partenaires européens
- Veaux de boucherie
  - Amorce de la baisse saisonnière des cours
- Veaux laitiers
  - Forte hausse des cours

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Collecte stoppée dans sa dynamique et exportations en hausse
- Consommation
  - Signes d'amélioration en bio dans une consommation de produits laitiers dynamique
- Marché des produits laitiers
  - CETA : où en est-on après plus de 6 ans ?
  - Dynamiques divergentes pour les cours du beurre et de la poudre maigre

Viande ovine
- France
  - La pénurie d'agneaux fait grimper les cours
- UE et monde
  - Le cours britannique reste élevé malgré l'afflux de viande océanienne

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Dynamiques régionales contrastées pour la collecte de lait de chèvre
- Viande caprine
  - Plus de chevreaux, plus légers, sur le premier trimestre 2024

Les matières premières repartent à la hausse

Ralentissement de la décapitalisation sur un an

Dernière révision le 22 mai 2024

Les cours des vaches en Europe se sont maintenus à un niveau élevé en mars, soutenus par la baisse de l'offre et une demande qui reste ferme. Sur un an, la décapitalisation marque le pas en France, tant en vaches allaitantes que laitières. Les prix des jeunes bovins finis en France poursuivent leur baisse saisonnière, tandis qu'ils restent élevés en Italie et en Espagne.

Côté Broutards, compte tenu de l'offre restreinte et des besoins en engraissement du marché national et des importateurs, les prix continuent leur ascension. Les exportations sont en recul vers l'Espagne et l'Italie.

Le recul des naissances, et la forte demande espagnole, tirent le prix des jeunes veaux laitiers à un niveau élevé début mai. La baisse saisonnière des cours du veau de boucherie a débuté en France et aux Pays-Bas. Mais si la production néerlandaise est dynamique avec des abattages en hausse, elle est légèrement en retrait début mai en France.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

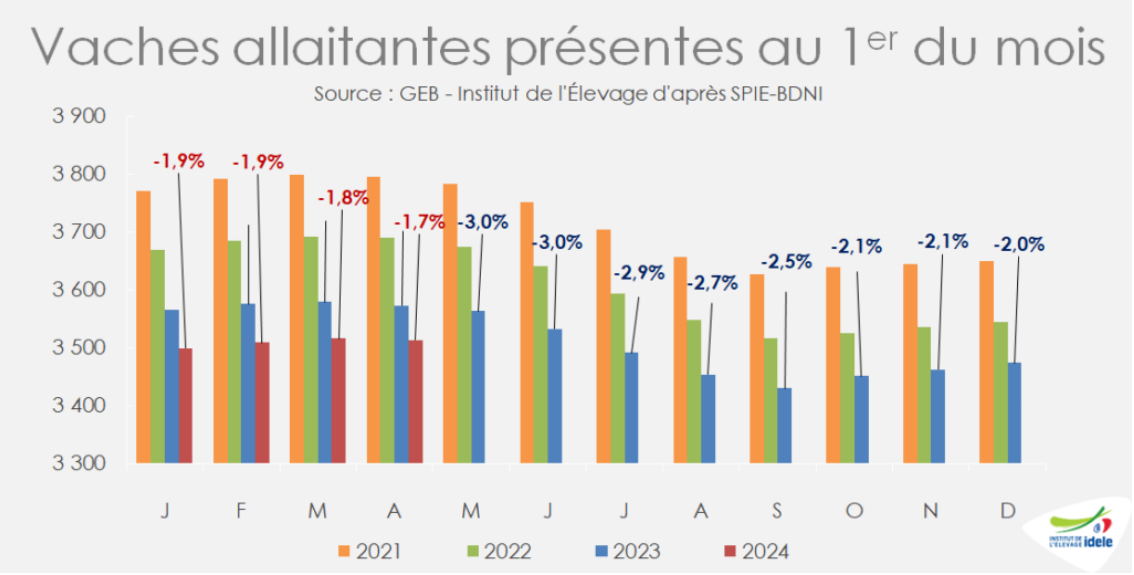
L'offre réduite maintient les cours des femelles

Dernière révision le 22 mai 2024

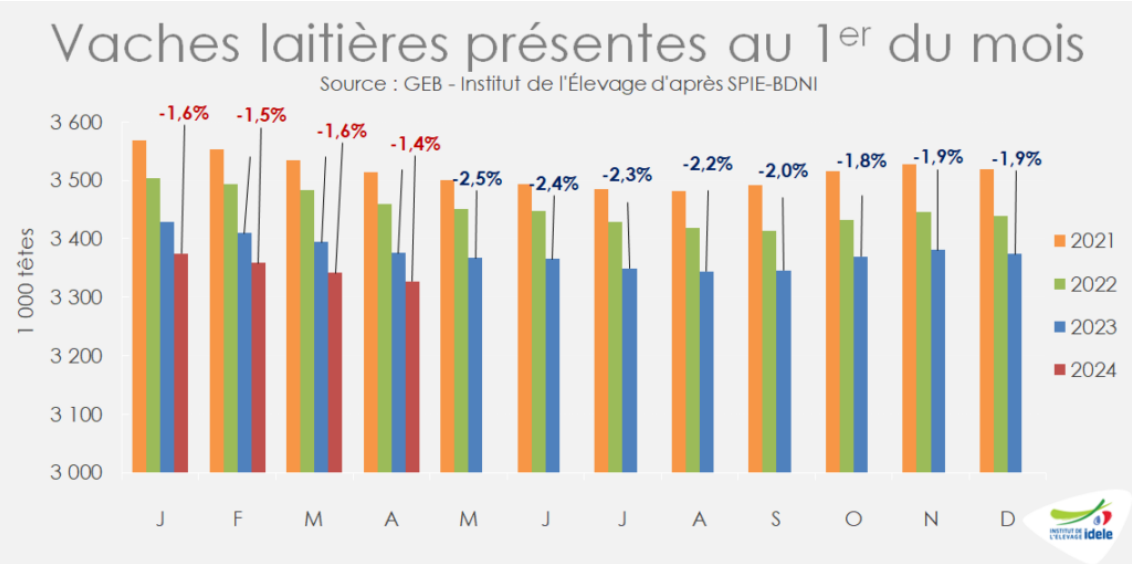
La décapitalisation ralentit. Le faible nombre de réformes est compensé par davantage de sorties d'animaux jeunes. Les cotations des vaches sont bien orientées, celles des JB poursuivent leur baisse saisonnière.

La décapitalisation ralentit

Au 1er avril, le **nombre de vaches allaitantes** présentes en France enregistrait un recul moindre qu'au 1er mars (-1,7% /2023 contre -1,8% au 1er mars). La décapitalisation a fortement ralenti en 1 an : elle était encore de -3,2% au 1er avril 2023 /2022.



Du côté laitier, la baisse du nombre de vaches se poursuit (-1,4% au 1er avril 2024 /2023) mais est également moins rapide que ce qu'elle était il y a un an (-2,5%). Depuis le 1er avril 2017, la France a perdu 582 000 vaches allaitantes et 381 000 vaches laitières.

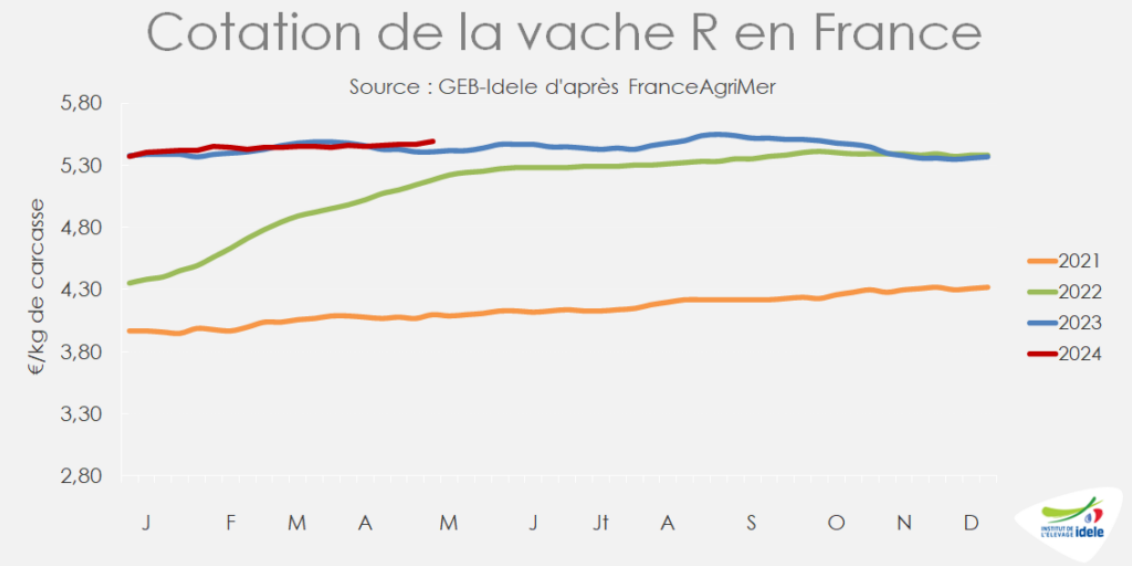


Abattages : toujours moins de vaches et plus de jeunes animaux

Sur les semaines 14 à 18 (incluant la semaine de Pâques en 2024 et 2023), les **abattages de gros bovins** étaient en **baisse de -2%** /2023 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Les abattages de **vaches** étaient toujours ralentis (**-7% en type viande et -4% en type lait**), en lien avec le ralentissement de la décapitalisation. A l'inverse, la relocalisation de l'engraissement en France a permis d'augmenter les sorties d'animaux jeunes : Les **jeunes bovins laitiers étaient à +5%**, les **jeunes bovins de races à viande à +2%**, de même que les **génisses**. Les **bœufs** étaient à **+3%**.

Les cotations des vaches allaitantes soutenues par le manque d'offre

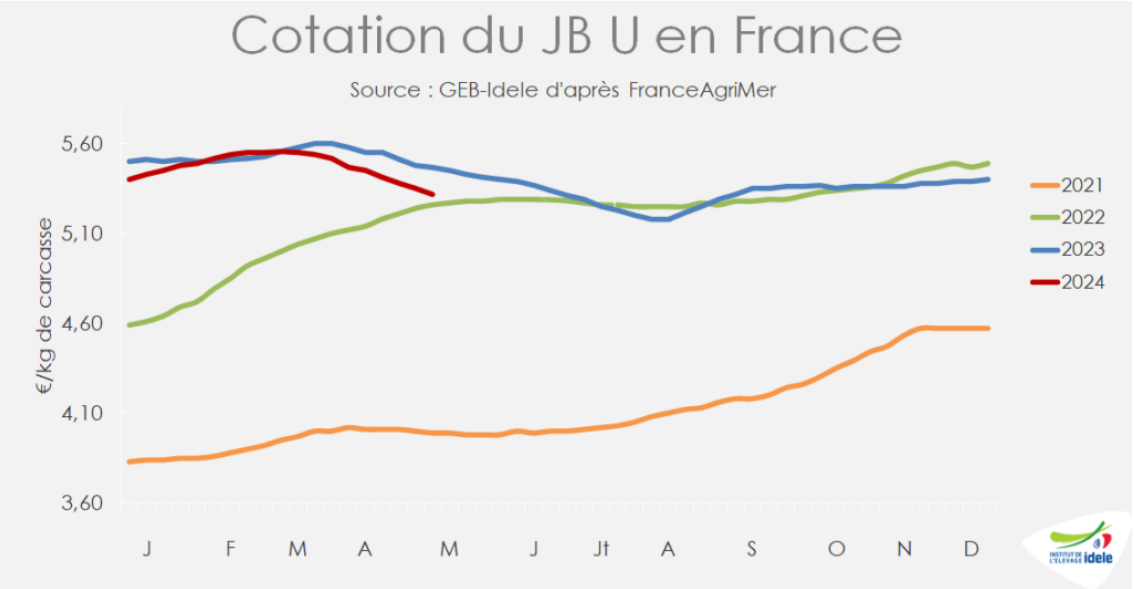
La forte baisse de l'offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches de race à viande. La **cotation** de la **vache U** poursuit sa lente ascension. Elle a atteint **5,99 €/kg de carcasse** en semaine 19 (+3% /2023). Celle de la **vache R** est elle aussi orientée à la hausse, à **5,49 €/kg de carcasse** (+1% /2023).



Les cotations des vaches laitières poursuivent leur hausse mais restent inférieures à leur niveau des années passées. Celle de la **vache O** a gagné 10 centimes en 3 semaines, pour atteindre **4,63 €/kg** en semaine 19 (-5% /2023) et celle de la **vache P** 8 centimes, à **4,30 €/kg** (-7% /2023).

Baisse saisonnière prononcée pour les cours des jeunes bovins

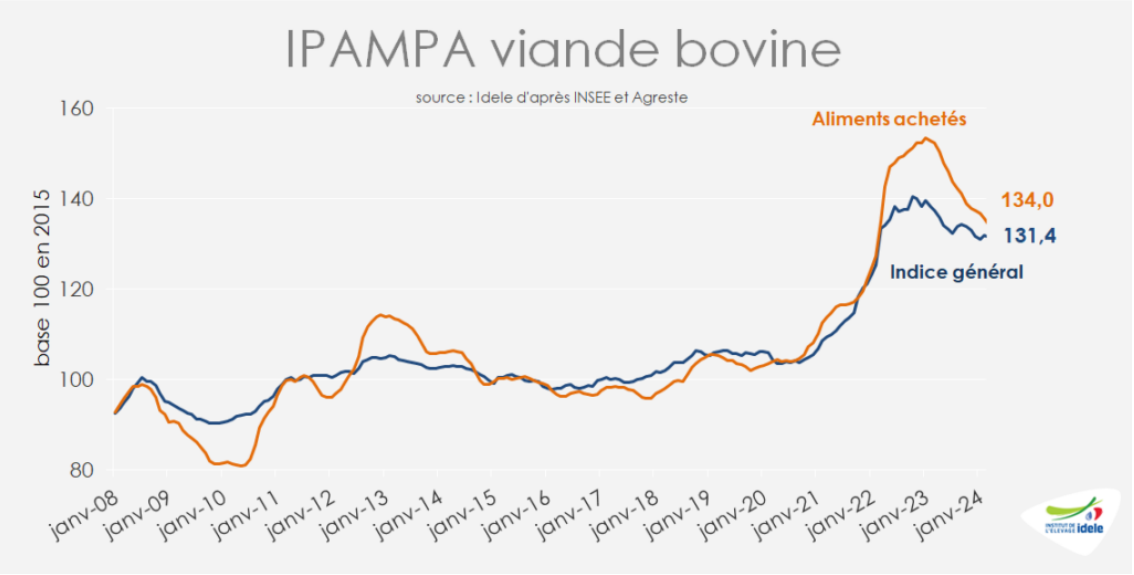
Alors que les prix à la production se tiennent particulièrement bien en Italie et ont cessé de baisser en Allemagne, les cotations françaises des jeunes bovins poursuivent leur baisse saisonnière. Le retour de l'offre de jeunes bovins en France grâce à la renationalisation partielle de l'engraissement semble peser sur les prix.



La cotation du **JB U** a perdu 13 centimes en 4 semaine pour tomber à **5,32 €/kg de carcasse** en semaine 19 (-2% /2023). Celle du **JB R** a perdu 7 centimes en un mois, à **5,20 €/kg** en semaine 19 (-3% /2023). La cotation du **JB O** est en revanche repartie à la hausse dans le sillage de celle des vaches laitières : elle est remontée à **4,77 €/kg** (-7% /2023).

L'IPAMPA stable sur un mois

En mars, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) est resté stable par rapport à février. Il était en baisse par rapport aux deux années précédentes (-4% / 2023 et -2% /2022), mais restait bien plus élevé qu'avant de le déclenchement de la guerre en Ukraine (+20% / mars 2021). Par ailleurs, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas pris en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2023. A noter que pour les engraisseurs spécialisés, le prix du broutard représente également une hausse importante de charge.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

L'inflation ralentit mais la consommation reste en retrait

Dernière révision le 22 mai 2024

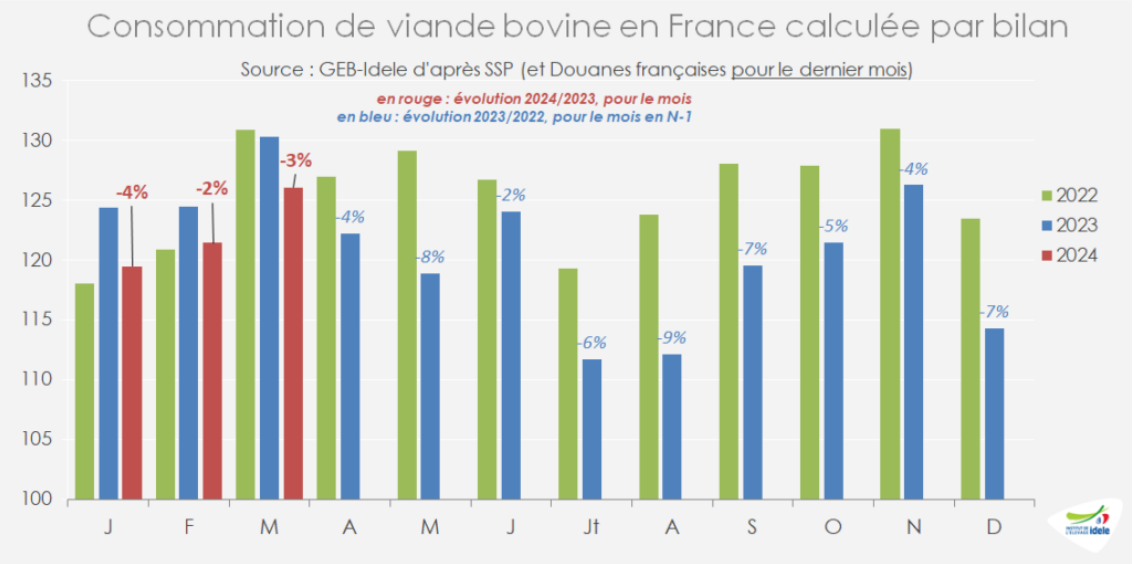
L'inflation alimentaire a poursuivi son ralentissement en avril comme depuis le début de l'année, mais la hausse du prix des services et de l'énergie affecte le pouvoir d'achat des ménages. En mars, les importations de viande bovine comme la consommation calculée par bilan ont reculé.

L'inflation ralentit encore son rythme en avril

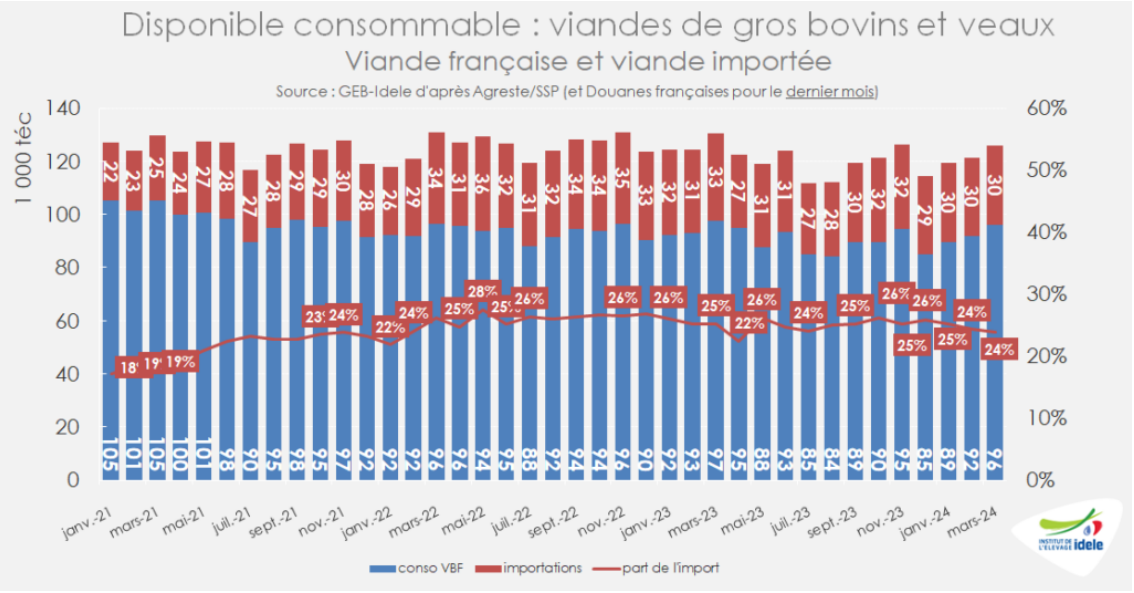
L'inflation en France poursuit son ralentissement en avril 2024. D'après l'INSEE, le rythme de progression de l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) recule à nouveau en avril, à **+2,2% sur un an** (contre +2,3% en mars sur un an et +3,0% en février). **L'inflation alimentaire ralentit nettement, à +1,2% sur un an en avril** (contre +1,7% en mars, +3,6% en février et +5,8% en janvier). Ce sont maintenant les prix des services (+3,0% sur un an) et de l'énergie (+3,8% contre +3% un mois plus tôt,) qui soutiennent l'inflation.

La consommation calculée par bilan en repli depuis un an

Dans le sillage de 2023, le disponible consommable en mars 2024 était en retrait sur an pour le douzième mois consécutif. D'après Agreste, pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur, le disponible s'est établi à 126 000 téc (-3% /2023 et -4% /2022).



En mars 2024, avec le recul des volumes importés, **la part de l'import** dans le disponible consommable en France **était en léger retrait** (24% contre 25% un an auparavant).



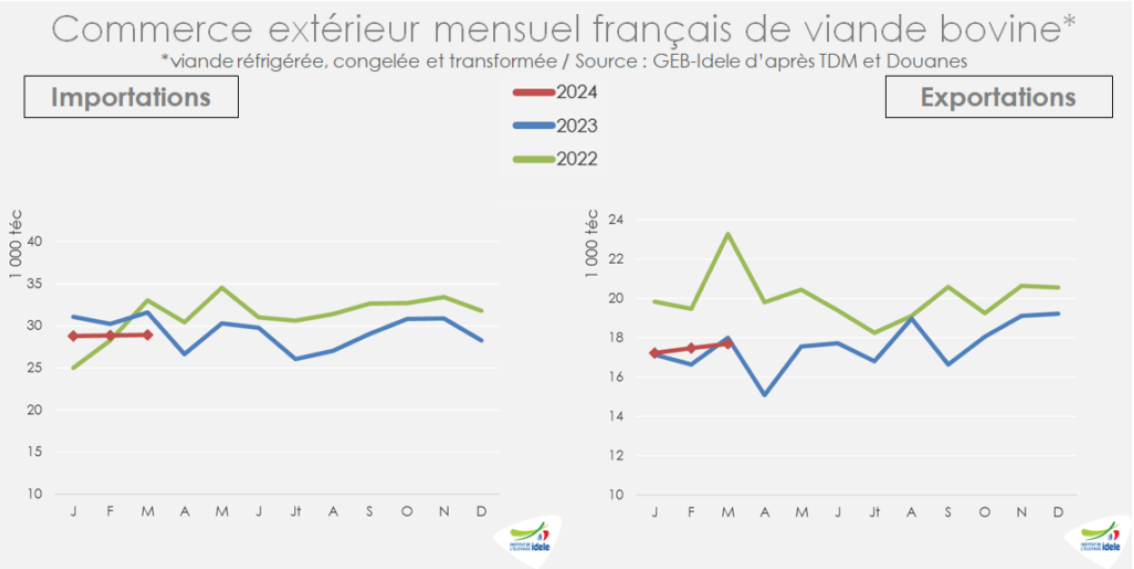
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas pris en compte ici.

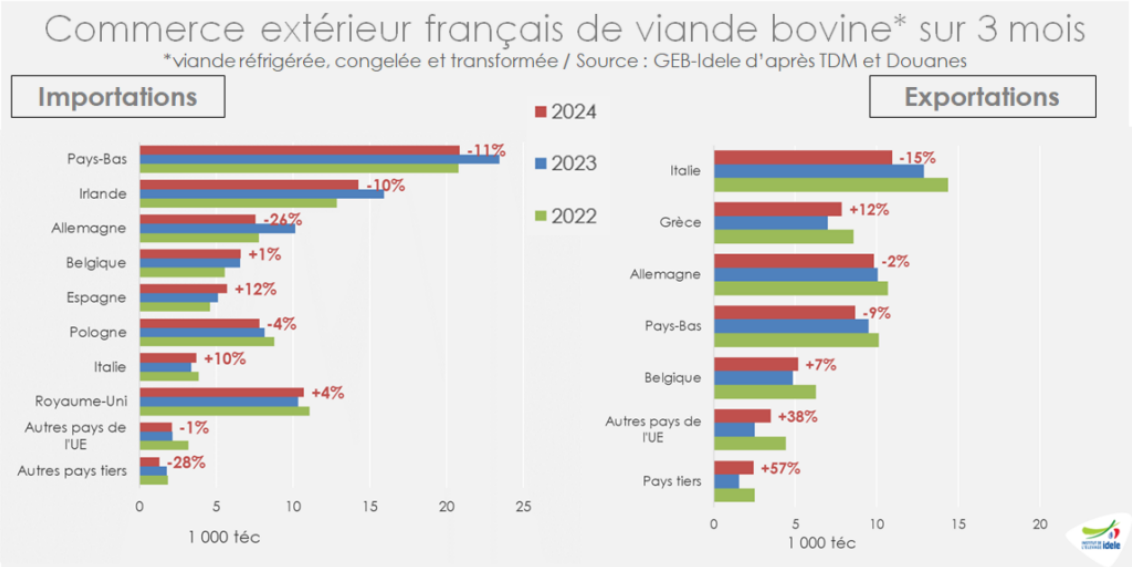
En mars, les imports en fort recul

En mars 2024 selon les Douanes françaises, **les importations étaient en net retrait sur un an,** à 28 900 téc (-8% /2023 et -12% /2022). Ce recul des imports est apparu il y a un an déjà et pourrait être lié à la baisse de la demande avec le recul du pouvoir d'achat des ménages français.

Contrairement au mois passé, **les exportations françaises de viande bovine étaient légèrement inférieures au niveau de mars 2023.** Elles ont atteint 17 700 téc (-2% /2023 et même -24% /2022).



Sur les 3 premiers mois de l'année, les importations reculaient depuis de nombreuses destinations : les Pays-Bas (-11% /2023 à 21 000 téc), l'Irlande (-10% à 14 000 téc), l'Allemagne (-26% à 7 500 téc) et la Pologne (-4% à 8 000 téc). Elles ont progressé depuis le Royaume-Uni (+4% à 10 500 téc) et l'Espagne (+12% à 5 500 téc).



Les exportations au 1er trimestre ont reculé vers l'Italie (-15% /2023 à 11 000 téc), **l'Allemagne** (-2% à 9 000 téc) **et les Pays-Bas** (-9% à 8 500 téc). Elles étaient en hausse en revanche vers la Grèce par rapport à un bas niveau un an plus tôt (+12% /2023 à 8 000 téc), la Belgique (+7% à 5 000 téc), les autres pays de l'UE (+38% /2023 à 3 500 téc) et enfin vers les pays tiers (+57% /2023 à 2 500 téc, dont 1 100 téc vers l'Algérie).

Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

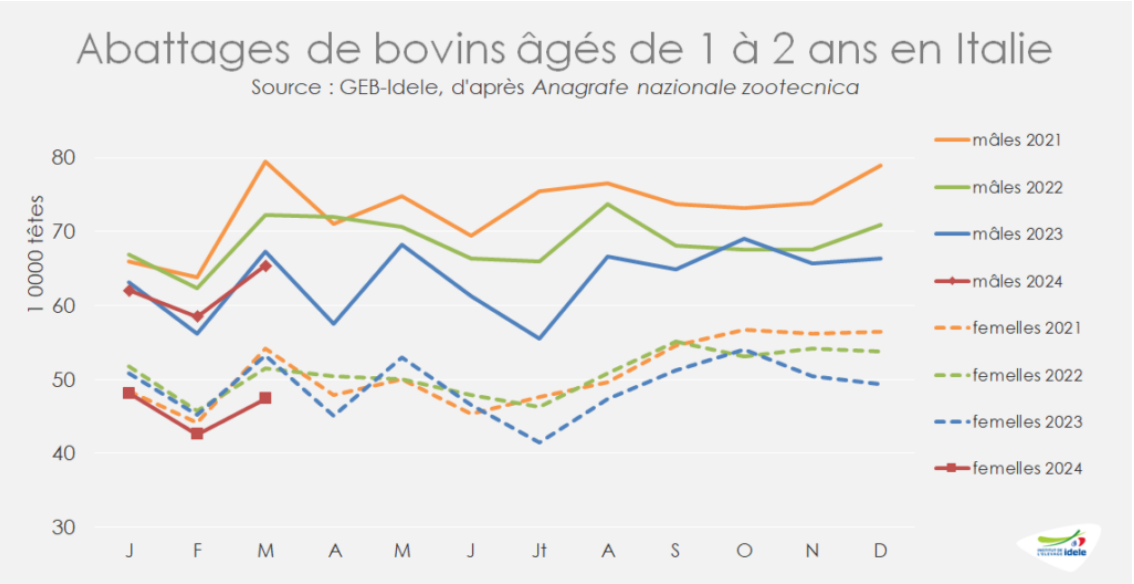
Les cours de JB européens se tiennent bien

Dernière révision le 22 mai 2024

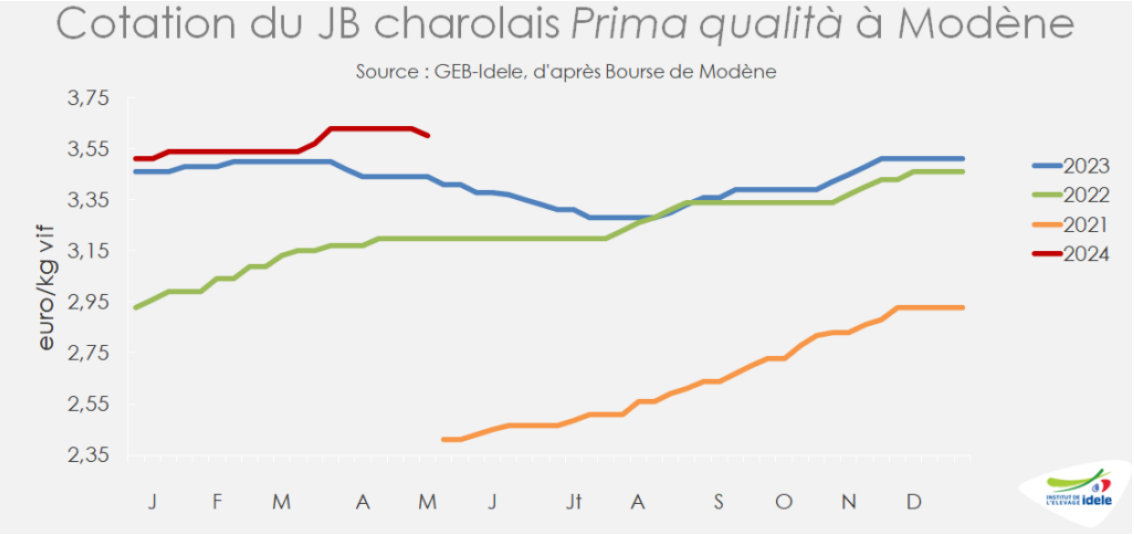
La baisse de l'offre en Europe et la demande toujours dynamique sur les marchés méditerranéens ont continué à maintenir les prix des jeunes bovins en Italie et en Espagne. Les abattages en net recul en Allemagne ont permis un maintien des cours jusque mi-mai. En Pologne, les abattages sont très dynamiques pour répondre à la demande turque, sans permettre de maintenir les prix.

Italie : la baisse de l'offre soutient les cours

En **Italie**, **les sorties de jeunes bovins restent modérées**. Sur les trois premiers mois de l'année, 324 000 jeunes bovins mâles et femelles ont été abattus d'après l'Anagrafe Zootecnica (-4% / 2023 et -8% /2022), dont 186 000 mâles (= / 2023) et 138 000 femelles (-7% /2022).



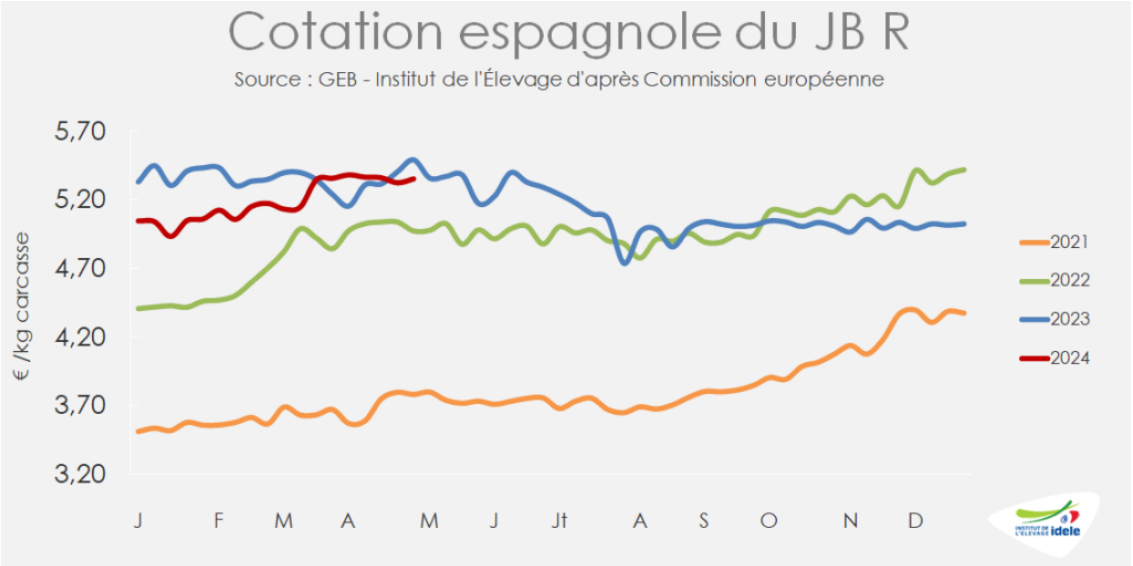
La baisse des disponibilités en broutards français a en effet réduit les mises à l'engraissement en Italie. **Ceci permet de maintenir les prix à la production des animaux finis** à des niveaux historiquement hauts. En semaine 19, le mâle charolais « *Prima qualità* » cotait 3,60 €/kg vif à la bourse de Modène, soit + 6% /2023 et +15% /2022. Le JB limousin « Extra » de 600-650 kg cotait 3,84 €/kg vif (+3% /2023 et +15% /2022), la femelle limousine 3,75 €/kg vif (+2% / 2023 et +10% /2022 et la femelles charolaise 3,54 €/kg (+3% /2023 et +10% /2022).



Espagne : bon maintien des prix

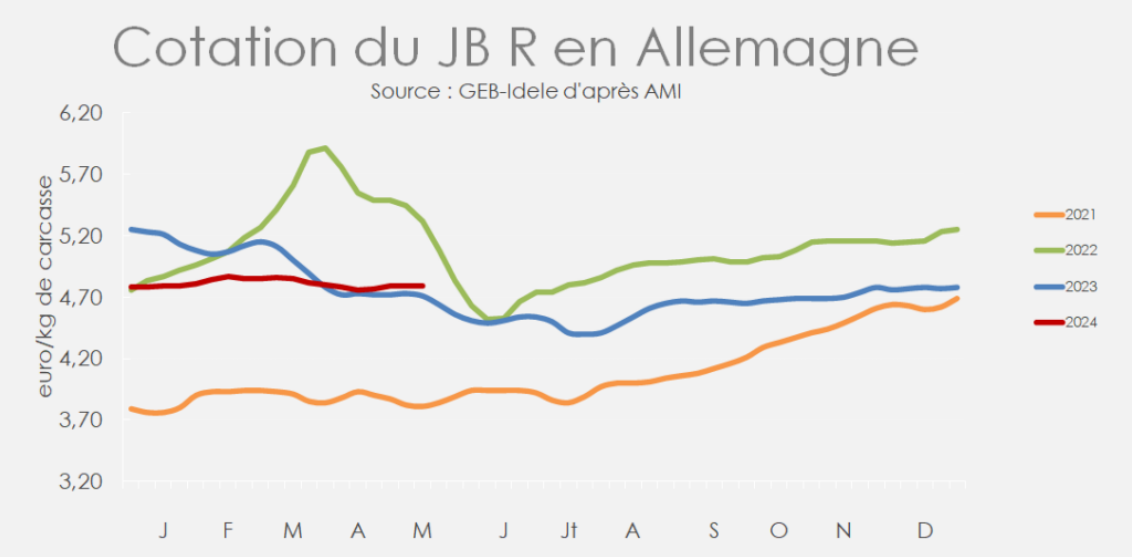
En **Espagne**, l'euphorie est retombée après la fin du Ramadan, qui avait conduit à des exportations très dynamiques vers l'Algérie, et après les fêtes de Pâques. Toutefois les sorties avaient été légèrement anticipées pour faire face à la forte demande et l'offre actuellement prête à sortir n'est pas pléthorique. Par ailleurs, l'Algérie reste aux achats, même si les commandes se font sur de plus petits volumes que durant le Ramadan.

Dans ce contexte de marché équilibré, **les cours se tiennent bien** et n'affichent pas de baisse saisonnière. Le JB U espagnol cotait 5,52 €/kg de carcasse (= /2023 et + 9% /2022), le JB R 5,35 €/kg (-3% /2022 mais +8% /2022) et le JB O 5,09 €/kg (-4% / 2023 mais +3% /2022).



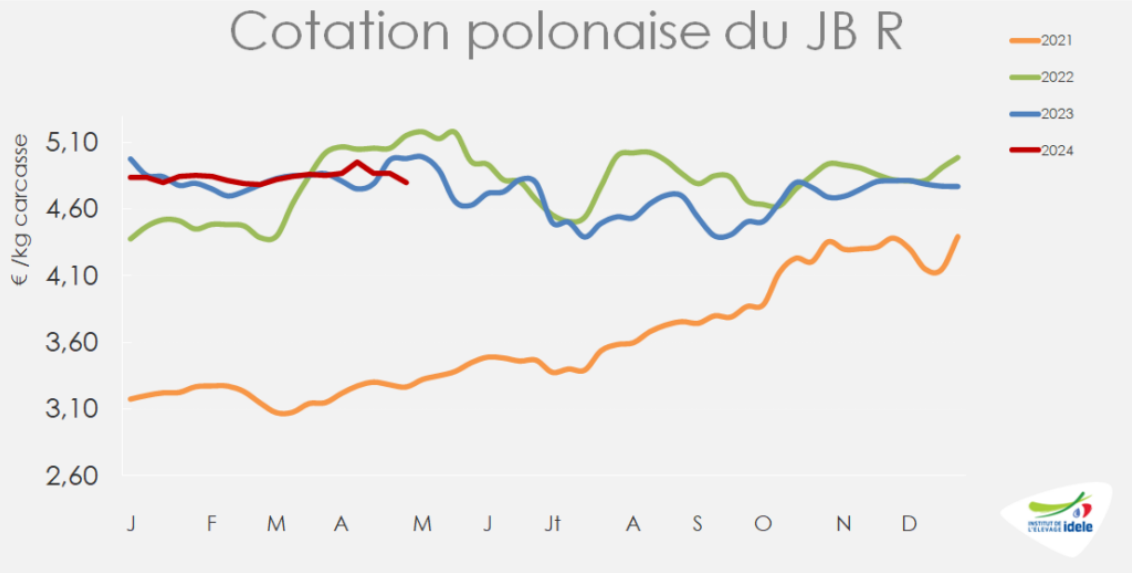
Allemagne : prix stables, marché tendu

En **Allemagne**, les prix des jeunes bovins sont stables, mais pourraient augmenter dans les prochaines semaines d'après les experts allemands, en raison d'une offre à peine suffisante pour satisfaire la demande. En semaine 19, le JB U allemand cotait 4,83 €/kg de carcasse (+1% /2023 mais toujours -10% /2022), le JB R 4,79 €/kg (+2% / 2023 ; -10% /2022) et le JB O 4,50 €/kg (= /2023 et -10% /2022).



Pologne : les cours perdent quelques centimes

En **Pologne**, les **cours des jeunes bovins ont amorcé une baisse mi-avril**. La cotation du JB R a perdu 15 centimes en trois semaines pour tomber à 4,80 €/kg de carcasse (-4% /2023 et -7% /2022) et celle du JB O a perdu 13 centimes à 4,64 €/kg (-3% /2023 et -6% /2022).



Viandes bovines » Femelles » Europe »

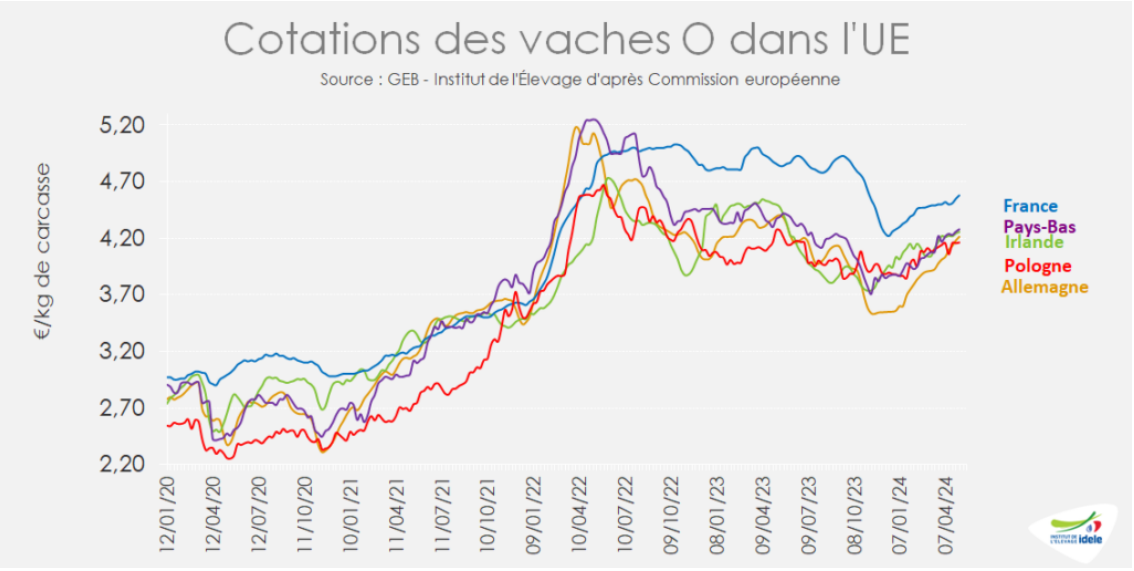
Remontée saisonnière des cours des vaches

Dernière révision le 22 mai 2024

Les cotations des réformes poursuivent leur hausse saisonnière, soutenue par la baisse de l'offre et une demande qui reste ferme pour la viande de transformation. Elles restent toutefois inférieures à leurs niveaux de 2022 et 2023 qui avaient été exceptionnellement élevés.

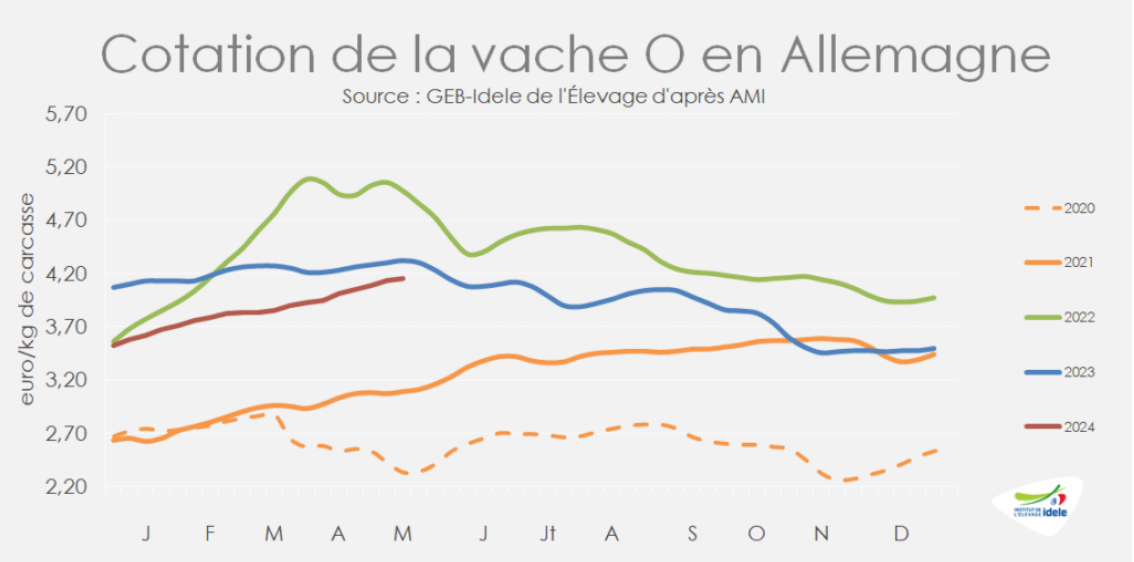
Hausse saisonnière des cours des vaches partout en Europe

Les cours des vaches O poursuivent leur hausse saisonnière dans l'ensemble des Etats membres de l'UE, le printemps étant une saison de faible disponibilité en vaches de réforme. La demande pour la viande de transformation est par ailleurs relativement dynamique, soutenant l'intérêt des abatteurs pour les vaches de réforme. Les cotations restent toutefois sous leurs niveaux des deux années précédentes, des niveaux qui avaient été particulièrement élevés.

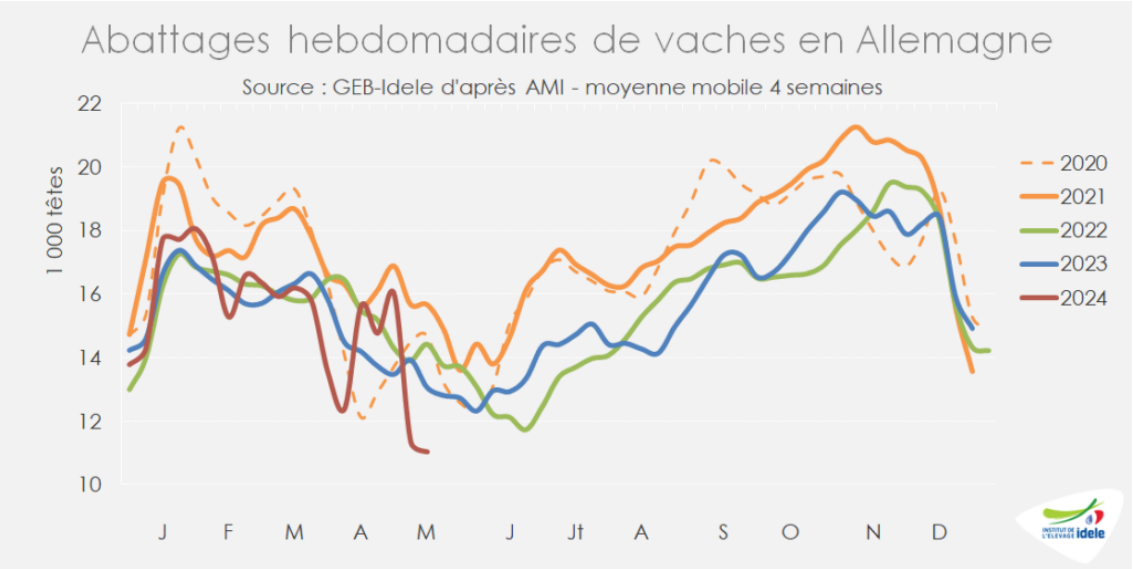


ALLEMAGNE : hausse linéaire des cours

En Allemagne, les cours des vaches de réforme poursuivent leur progression et pourraient prochainement rattraper leur niveau de 2023. Les experts allemands témoignent d'une offre qui peine à satisfaire la demande et prévoient donc que la hausse se poursuivra. En semaine 19, la cotation de la vache O était remontée à 4,15 €/kg de carcasse (-4% /2023 et -16% /2022).

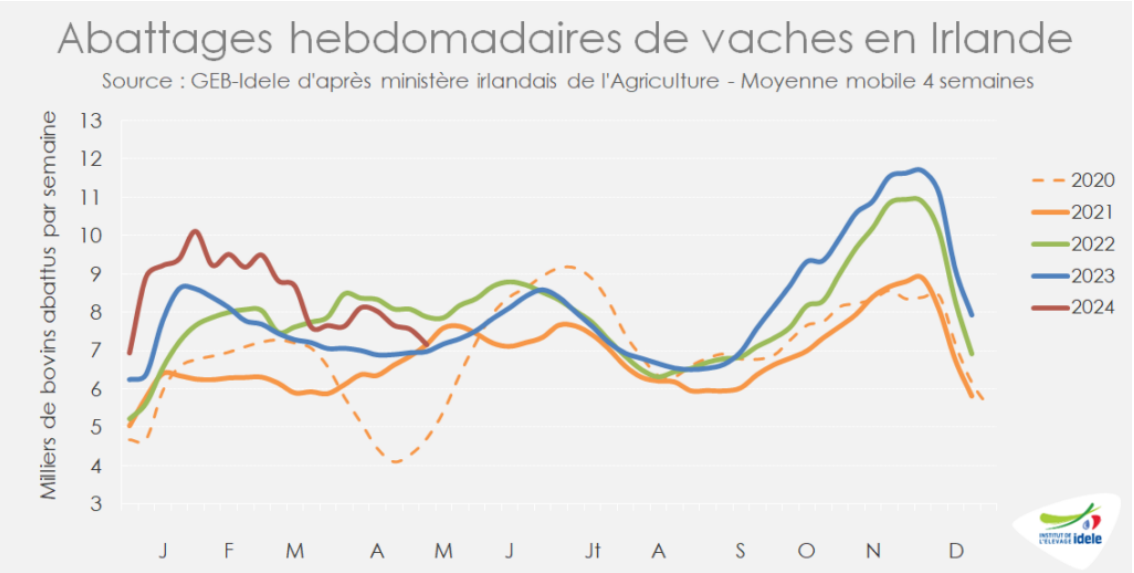


Les réformes sont en effet particulièrement réduites. Entre les semaines 12 et 19, les abattages de vaches restaient en baisse significative par rapport aux deux années passées, de -3% /2023 et -9% /2022 d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI.

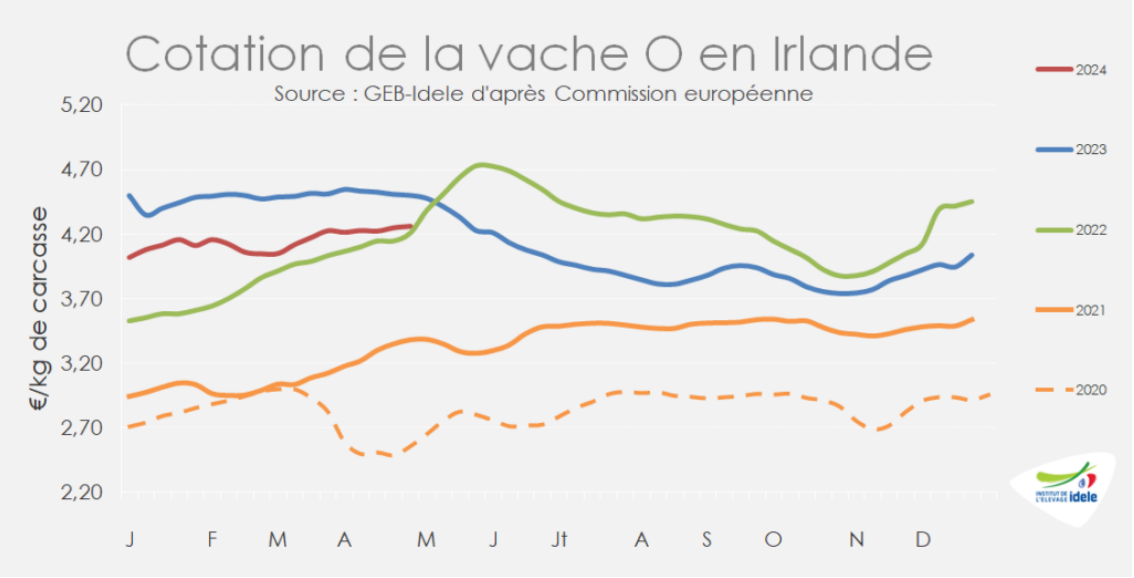


IRLANDE : l'afflux de réformes est terminé

En Irlande, les abattages de vaches ont été très élevés en début d'année, du fait d'un hiver et début de printemps trop pluvieux, ayant compliqué les sorties au pâturage. Fin mars, l'afflux de réforme a commencé à se calmer et **fin avril, les abattages ont retrouvé une normalité.** D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches sur les semaines 16 à 19 étaient à un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédente (+9% /2023 et -6% /2022).

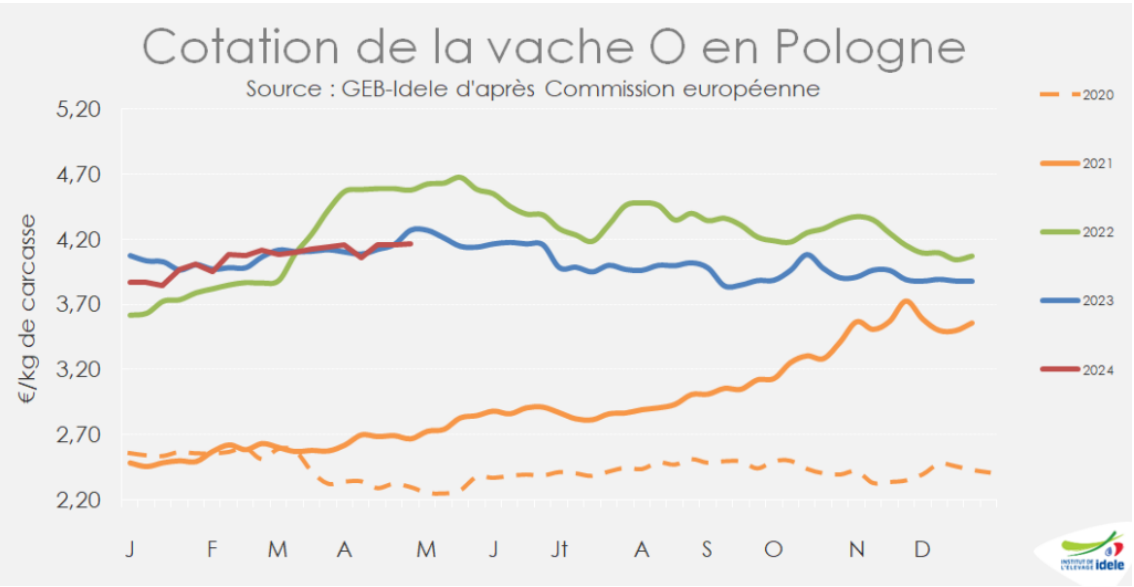


La cotation de la vache O a regagné quelques centimes mais, à 4,26 €/kg de carcasse en semaine 18, **elle reste inférieure à son niveau de 2023 (-5% /**2023 mais +1% /2022).



POLOGNE : cours relativement stables

En Pologne, les cours des réformes sont plutôt stables depuis un mois. La vache O cotait 4,16 €/kg de carcasse en semaine 18 (-3% /2023 et -9% /2022) et la vache P 3,30 €/kg (-13% /2023 et -19% /2022).



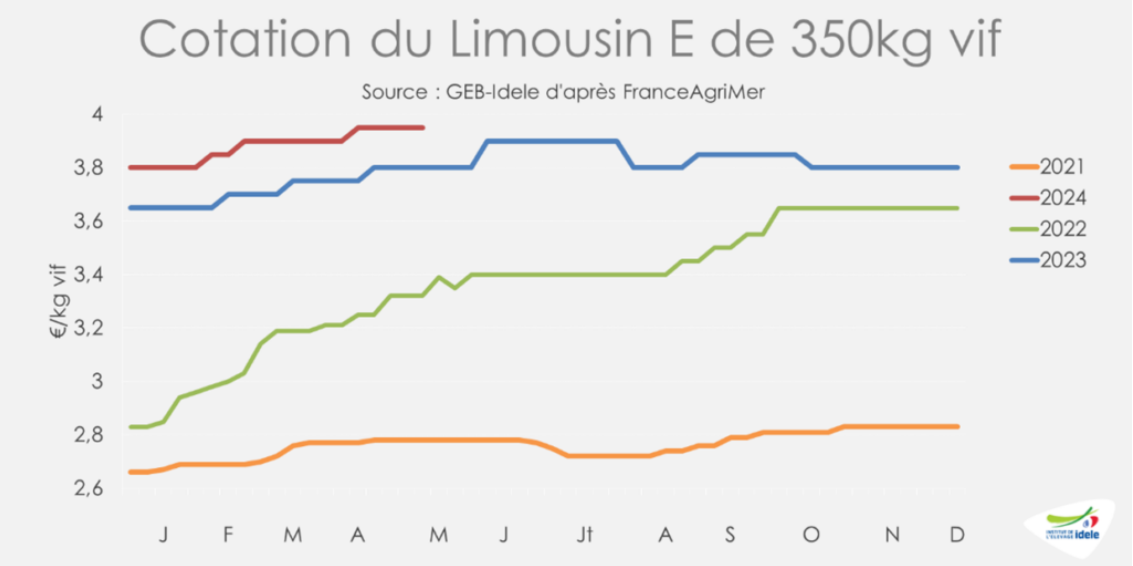
L'offre réduite de broutards ne permet pas d'exporter davantage chez les partenaires européens

Dernière révision le 22 mai 2024

L'offre de broutards toujours réduite, conduit à une baisse des exportations vers l'Italie et l'Espagne. Les prix se maintiennent à des niveaux élevés en raison de l'offre limitée.

Des prix toujours en croissance pour les Charolais

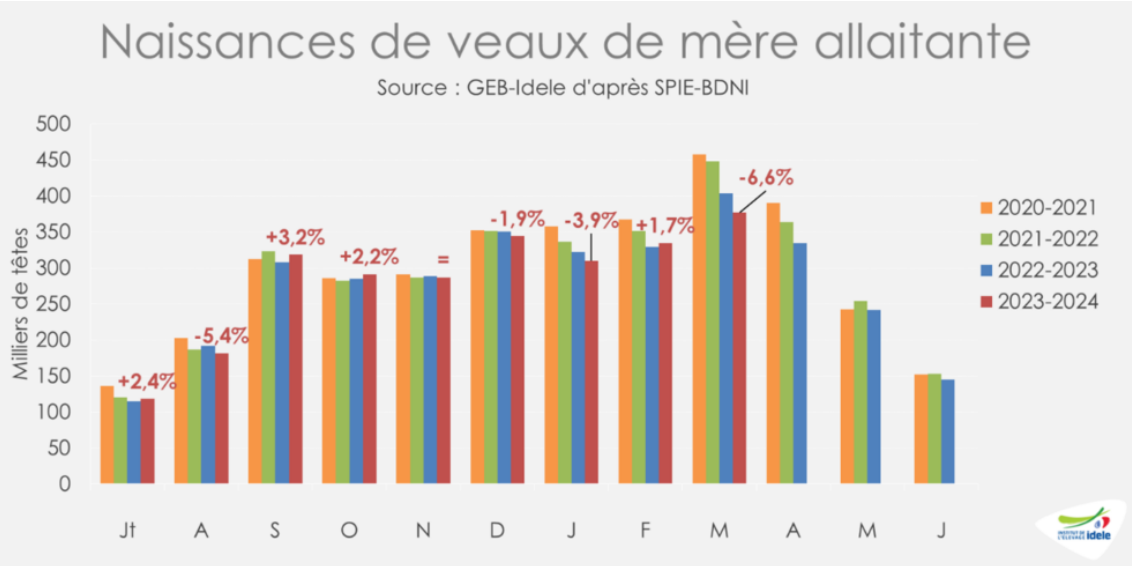
Compte tenu de l'offre restreinte et des besoins en engraissement du marché national et des importateurs, les prix continuent leur ascension. Les cotations des Charolais sont en hausse : le broutard **charolais U de 350 kg** était à 3,78€/kg en semaine 19 (+9 cts en 4 semaines, +21 cts/2023 soit +6%), et le broutard **charolais U de 450 kg** à 3,58€/kg (+5 en 4 semaines, +9 cts/2023 soit +1%). Le broutard **croisé R de 300 kg et le limousin E de 350 kg** se sont stabilisés depuis 4 semaines. Le **limousin E de 350 kg** restait à 3,95€/kg soit 15 cts au-dessus des valeurs de 2023. **Le croisé R** maintenait un grand écart avec les valeurs de l'année passée à 3,45 (+27 cts/2023).



La cotation des **femelles limousines E de 270 kg** se maintient depuis mars à un niveau élevé de 3,60€/kg (+20 cts/2023, soit +6%). Celle de la **Charolaise U de 400 kg** a décru de 2 centimes ces 4 dernières semaines mais restait tout de même, à 3,18€/kg, 13 centimes au-dessus des valeurs de 2023 (soit +4%/2023, et +7%/2022).

Baisse des naissances dans la continuité de la décapitalisation

En mars, les naissances de bovins allaitants ont affiché un recul marqué par rapport à 2023 (-6,6% et 16% /2022). Le cumul de janvier à mars 2024 est lui aussi en repli (-3,2%/2023 et -10,1%/2022). En cumul pour la campagne 2023-2024 qui commence en juillet, les naissances ont enregistré une baisse moindre (-1,3% /2022-2023) de 32 000 têtes avec 2 563 000 naissances.

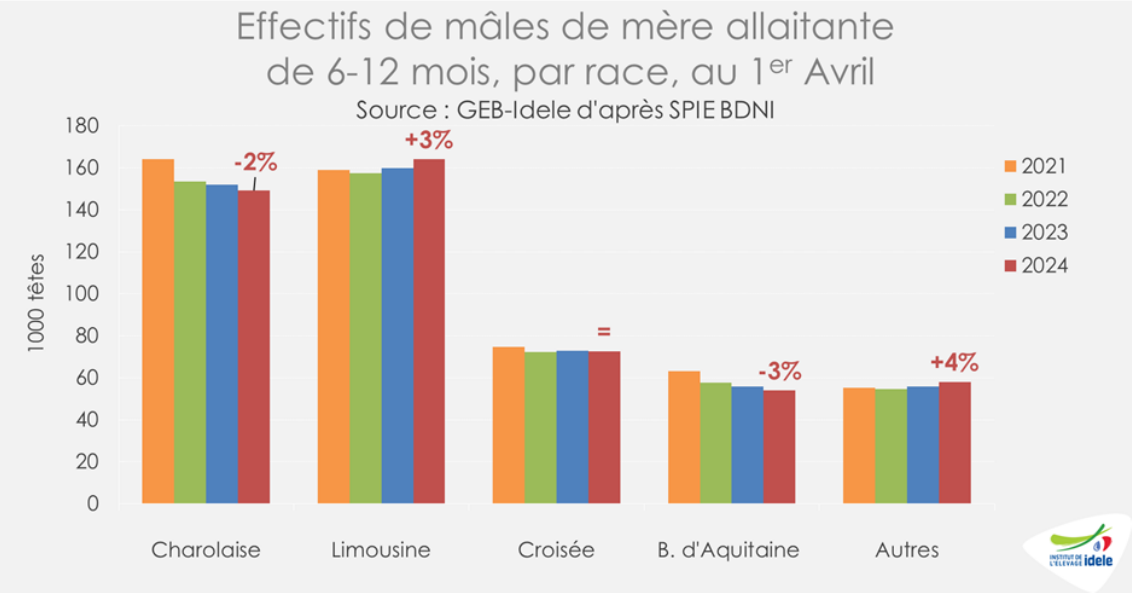


Effectifs de broutards en baisse

Au 1er avril 2024, les effectifs de **mâles de moins de 6 mois** étaient réduits : on en comptait 904 000, soit -2%/2023 et -5%/2022. Toutes les races sont en baisse, tout particulièrement les blonds d'Aquitaine qui, comme en mars, connaissent une baisse plus prononcée (-8%/2023).

Pour les **broutards âgés de 6-12 mois**, les effectifs sont stables grâce aux naissances dynamiques de l'automne 2023. On comptait 498 000 individus au 1er avril, chiffre équivalent à celui de 2023 et en légère croissance de +1% par rapport à 2022.

Les broutards limousins de 6-12 mois tirent la moyenne vers le haut, avec une hausse de +3%/2023 tandis que les charolais et blonds d'Aquitaine sont moins nombreux (respectivement -2% et -3%).



Exportations en recul vers l'Italie et l'Espagne

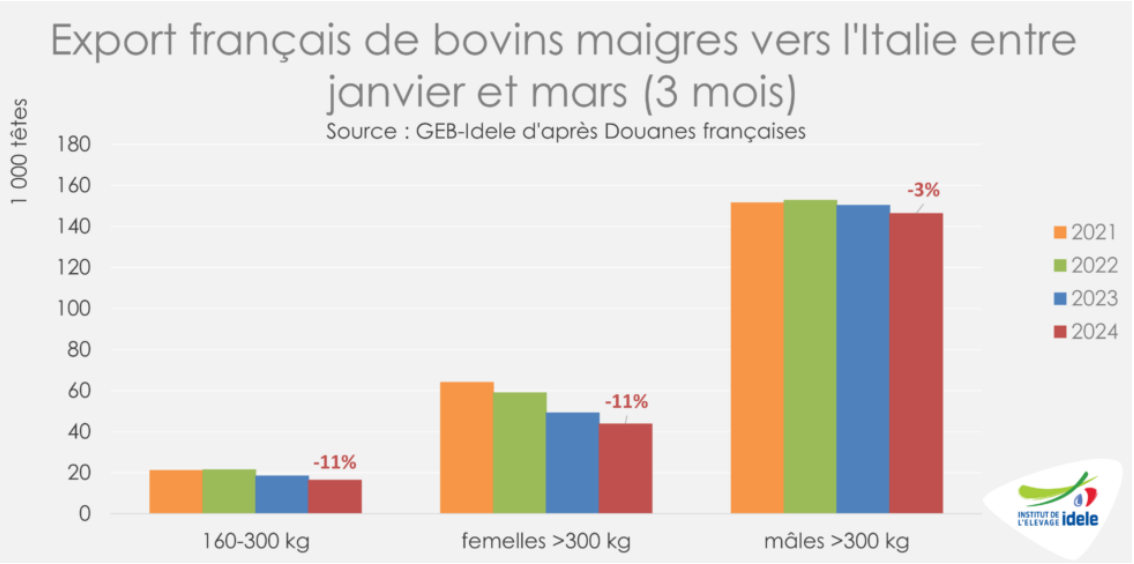
D'après les **données SPIE-BDNI**, 244 000 bovins de type viande de 4 à 16 mois ont été expédiés sur les 13 premières semaines de l'année, soit -10%/2023 ou -26 000 têtes.

Les exports de mâles charolais ont reculé de -8% /2023, tandis que les exports de Limousins reculaient de seulement -4%. Le dynamisme de la demande intérieure à l'engraissement entraîne le report des Charolais vers le marché national, en plus de la décapitalisation qui touche plus fortement les effectifs des broutard charolais.

Selon les **Douanes**, au premier trimestre, les envois de broutards mâles et femelles **vers l'Italie** étaient en baisse par rapport à 2023. 206 000 broutards ont été envoyés en Italie soit 11 000 de moins qu'en 2023 (soit -5%/2023). Les femelles et les broutards légers ont reculé de –11% (respectivement –5 000 têtes et –2 000 têtes). Les mâles lourds sont en recul de 3% sur le premier trimestre soit –4 000 têtes).

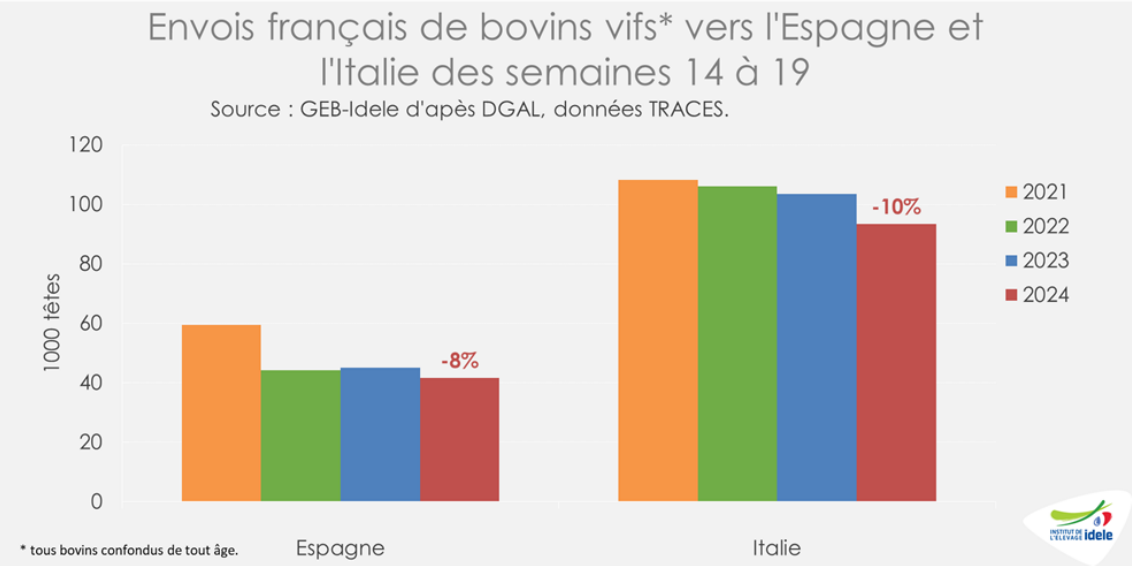
Selon les **Douanes**, les exportations **vers l'Espagne** au 1er semestre, se sont également réduites : 26 000 broutards ont été expédiés (-1 000 têtes soit -4% /2023). Les broutards lourds de plus de 300 kg sont en légère baisse avec 10 000 têtes importées (-3%/2023). Les envois de broutards de moins de 300 kg sont en net recul : -11% entre janvier et mars soit 14 000 têtes expédiées. L'Espagne qui historiquement importait beaucoup d'individus légers, importe désormais presque autant de broutards lourds que de broutards légers.

Davantage de broutards français sont captés par la demande nationale ce qui réduit les disponibilités exportables. La demande est pourtant toujours présente et la raréfaction de la marchandise soutient les prix.



D'après les **données TRACES**, les exportations de tous bovins vifs étaient toujours ralenties jusqu'à mi-mai. Les exportations **vers l'Italie** ont reculé de -10% /2023 entre les semaines 14 à 19 (du 01/04 au 12/05) avec 93 000 têtes envoyées soit 10 000 de moins qu'en 2023 à la même période.

De même **vers l'Espagne**, les exportations ont décru de -8% par rapport à 2023. 42 000 têtes ont été exportées, soit 4 000 de moins qu'en 2023.



La Tunisie toujours aux achats

En février, la Tunisie avait importé 1 000 broutards, et ce flux s'est maintenu en mars avec 1 000 broutards de plus envoyés. Malgré cela, les envois vers les pays tiers restent en baisse de 74% par rapport à 2023 (9 000 têtes envoyés) en raison de la fermeture du marché algérien liée à la MHE toujours présente sur le territoire français.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

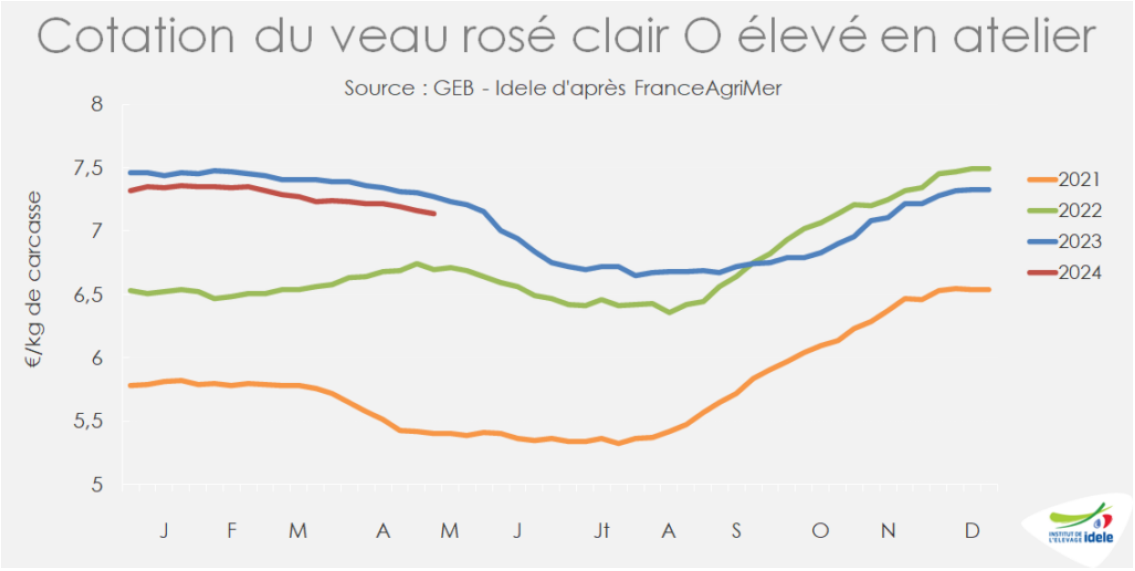
Amorce de la baisse saisonnière des cours

Dernière révision le 22 mai 2024

Début mai, les cours des veaux de boucherie ont amorcé leur baisse saisonnière dans toute l'Europe. Les abattages étaient en hausse aux Pays-Bas, confirmant le dynamisme de filière veau néerlandaise, alors que les sorties reculaient à nouveau en France.

Cours légèrement baissiers

Les cours des veaux de boucherie étaient légèrement en baisse début mai, suivant leur courbe saisonnière habituelle. En semaine 19, le **veau rosé clair R élevé en atelier** cotait ainsi 7,40 €/kgéc, en léger recul (-6 cts) sur quatre semaines et proche de la cotation de 2023 (-18 cts ou -2%). Le **veau rosé clair O élevé en atelier** suivait une tendance similaire, à 7,14 €/kgéc (-8 cts en quatre semaines, -13 cts ou -2% /2023).

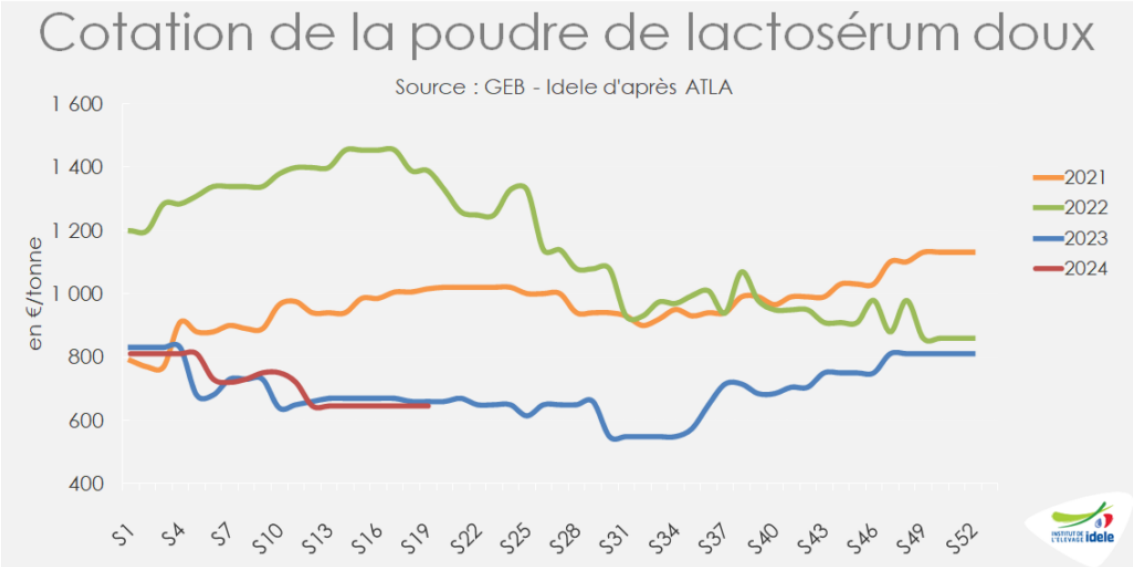


La cotation du **veau rosé clair U élevé au pis** poursuivait également sa baisse saisonnière, à 9,57 €/kgéc en moyenne sur les semaines 16 à 19 (+5% ou +43 cts/2023), soit une baisse -15 cts en quatre semaines.

Les aliments restent bon marché

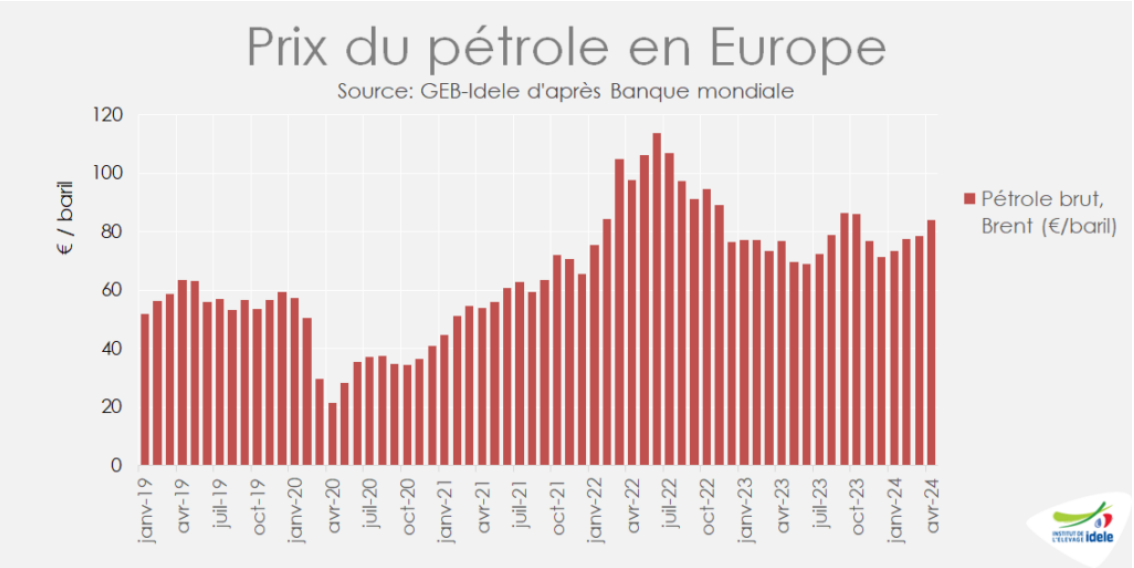
Les prix des aliments des veaux restaient stables début 2024. En mars, l'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** en base 100 en 2015 s'établissait ainsi à 139 points, un niveau inférieur aux deux années précédentes (-8% /2023 et -12% /2022). L'**IPAMPA autres aliments pour veaux** atteignait 133 points, en baisse sur un an (-14% /2023).

Les ingrédients lactés étaient pour leur part stables à leur niveau historique. En semaine 19, la **poudre de lait écrémée** cotait 2 430 €/t d'après ATLA, avec une évolution très proche de l'année dernière (-1% /2023). La cotation de la **poudre de lactosérum doux** s'établissait à 645 €/t, stable également sur un an (-2% /2023).



L'énergie toujours chère

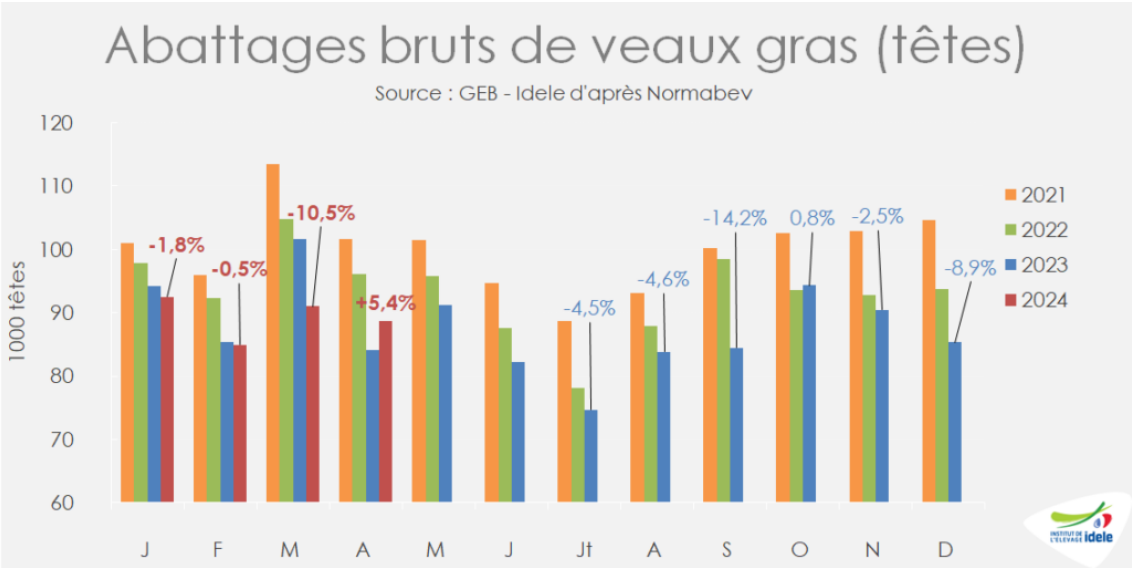
Alors que les cours des aliments se sont nettement assagis depuis un an, les prix de l'énergie sont restés à un niveau élevé après le pic de 2022. Ainsi, en avril, le **pétrole *Brent* de mer du Nord**, dont est en partie issu le propane utilisé dans les élevages, cotait 84 €/baril, en hausse de +1% sur un mois et supérieur à l'année dernière (+9% /2023).



Outre l'aliment et l'énergie, la forte hausse des **prix des jeunes veaux laitiers** depuis début 2024 pèse sur les intégrateurs et sur les mises en place pour les abattages de l'automne.

Abattages en recul en France

Le caractère bissextile de 2024 (21 jours ouvrés en février) puis le faible nombre de jours ouvrés en mars (21 jours) compliquent la lecture mois par mois des abattages de veaux. **En cumul sur quatre mois, 357 000 veaux ont été abattus** en France, en baisse de -8 000 têtes (-2,2%) /2023.

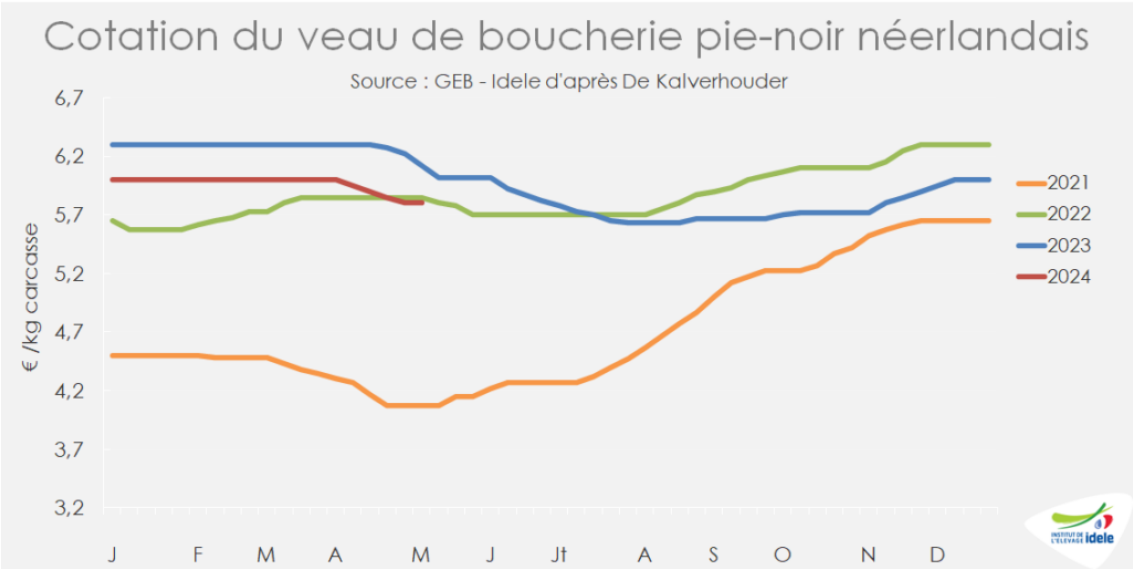


Les **poids carcasse** des veaux abattus en France étaient en recul en début d'année. En avril, ils étaient en moyenne de 145,3 kgéc, soit -1,9 kg /2023. En moyenne sur quatre mois cependant, les veaux abattus pesaient 143,4 kg, en légère hausse (+0,4 kg) /2023 du fait de l'alourdissement des animaux en janvier. L'**âge à l'abattage** était également en baisse, à 185,4 j, soit -1,2 j /2023.

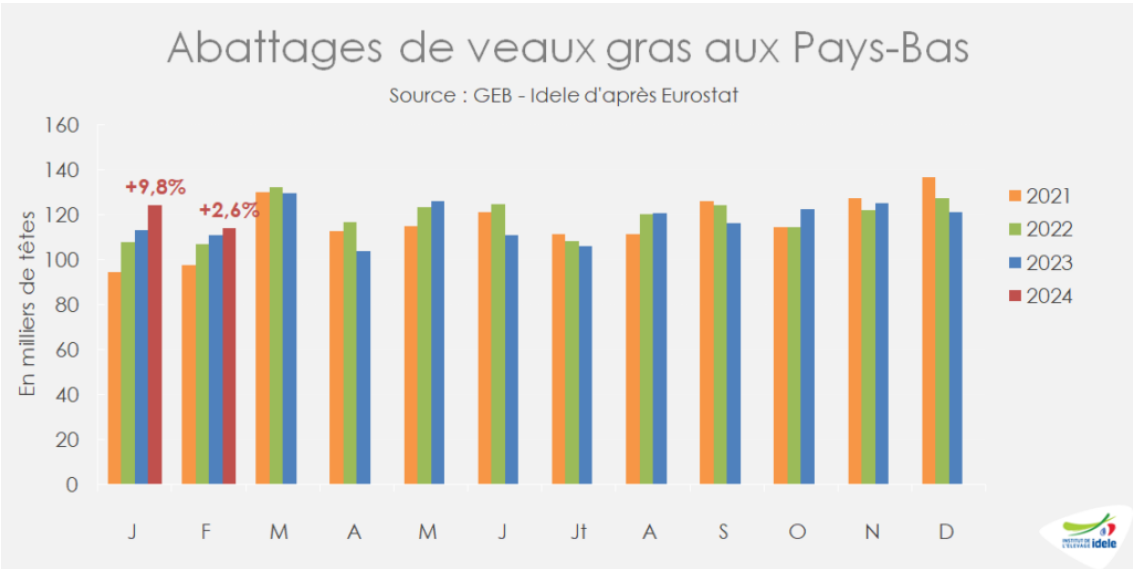
Conséquence de la baisse des effectifs abattus, la **production de veau entre janvier et avril s'est élevée à 51 000 téc**, en recul de -2% /2023 (ou -1 000 téc) et de -11% /2022.

Baisse des cours et abattages dynamiques aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, les cours de la viande de veau ont amorcé leur baisse saisonnière. Ainsi, en semaine 19, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 5,80 €/kgéc, en baisse de -15 cts sur quatre semaines et de -32 cts par rapport à l'année dernière (-5%).



Les abattages néerlandais restaient dynamiques en début d'année. En **cumul sur deux mois, 238 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas**, en nette hausse sur un an (+6% /2023 ou +14 000 têtes). Du fait de l'alourdissement des carcasses (+3,7 kgéc /2023), la hausse est plus importante encore en tonnage : 36 000 téc, soit +9% /2023 (ou +3 000 téc).



Un **accord de coalition** a été conclu mi-mai comme suite aux élections législatives de l'automne. Le BBB (parti paysan citoyen) est membre de la coalition et souhaite faire des sujets agricoles une priorité du nouveau gouvernement. En particulier, le compromis de coalition prévoit que les Pays-Bas demandent une nouvelle dérogation à la directive nitrate au-delà de 2025 et l'arrêt de la surtransposition des normes européennes. Mais à ce stade, le compromis de coalition ne remet pas en cause le plan de rachat volontaire d'élevages introduit par le précédent gouvernement.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

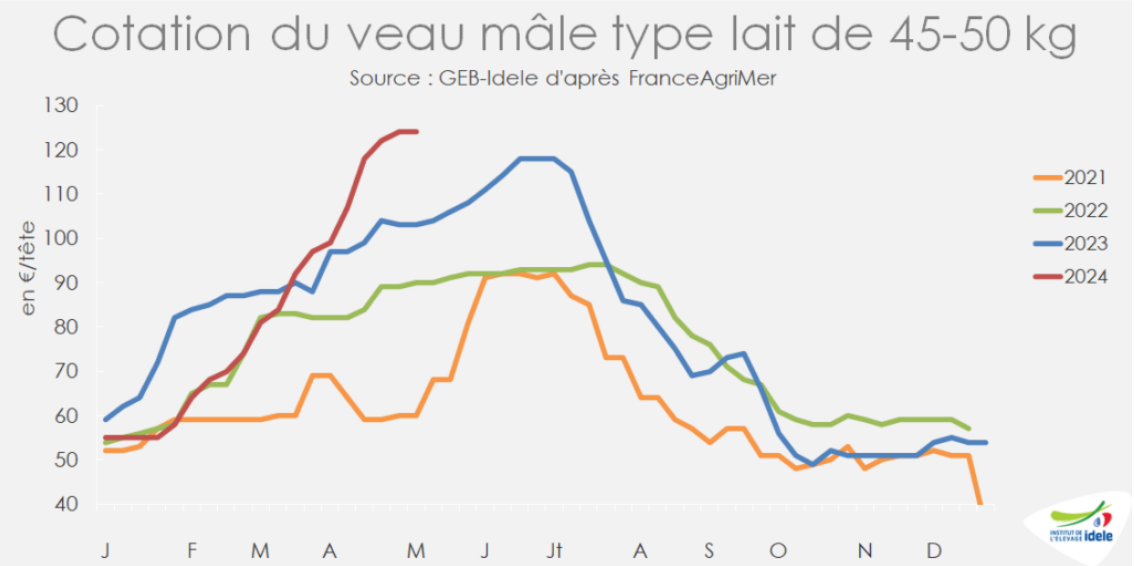
Forte hausse des cours

Dernière révision le 22 mai 2024

Les cours des veaux laitiers on atteint un niveau très élevé début mai, conséquence de la baisse des naissances et de la forte demande espagnole en veaux laitiers français. Les cours retrouvent ainsi leur schéma historique d'avant Covid-19, déjà esquissé l'année dernière.

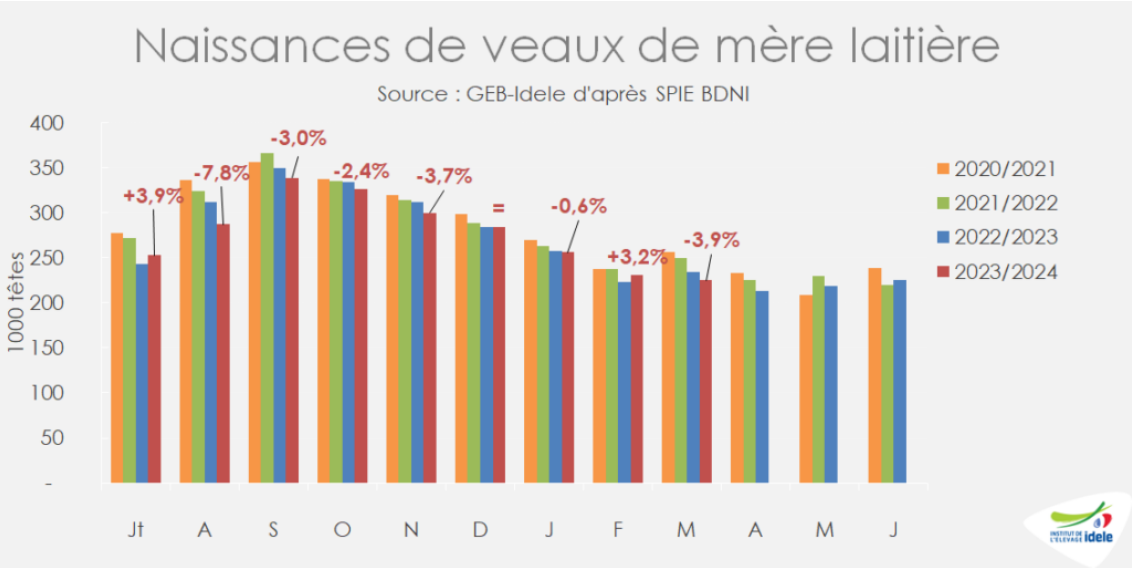
Poursuite effrénée de la hausse saisonnière

Les prix des veaux laitiers destinés à l'engraissement ont poursuivi leur hausse entamée en février, atteignant un niveau élevé début mai. Ainsi, en semaine 19, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait 124 €/tête, en nette hausse (+17 €) sur quatre semaines et largement au-dessus des cotations de 2022 (+34 €) et 2023 (+21 €). Le **veau mâle laitier de 50-60 kg** suivait la même tendance à 143 €/tête (+15 € en quatre semaines et +15 €/2023).



Ralentissement de la décapitalisation et de la baisse des naissances

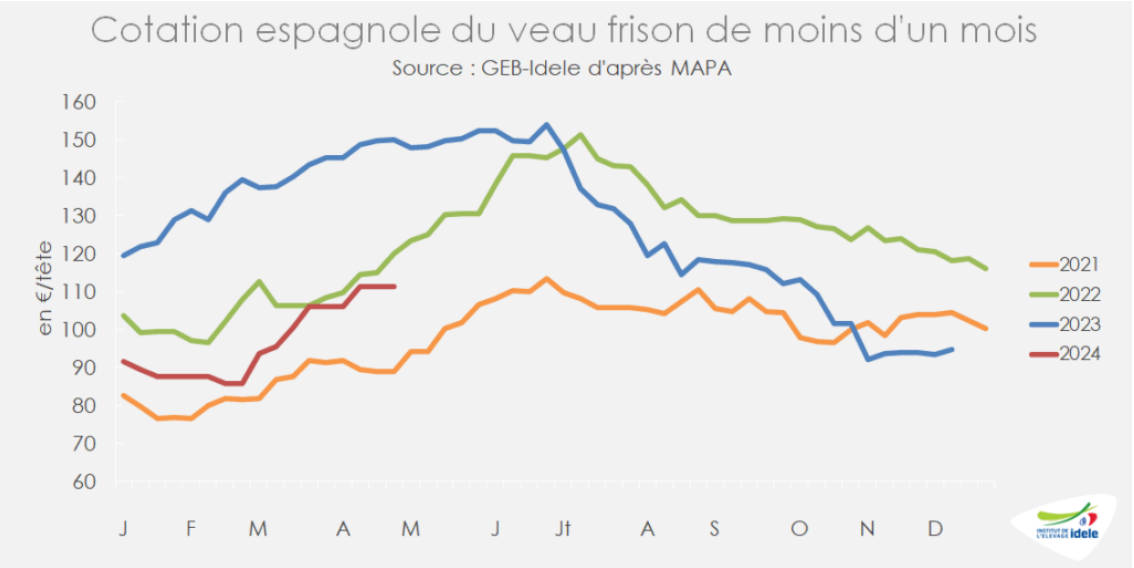
Au 1er avril 2024, **3,329 millions de vaches laitières** étaient présentes dans les élevages, en baisse de -1,4% /2023. Ce ralentissement de la décapitalisation est également visible dans les naissances. Ainsi, **2 500 000 veaux sont nés pendant la campagne 2023-2024** (juillet à mars), en baisse de -1,9% par rapport à la campagne 2022-2023 et de -5,6% par rapport à la précédente. **Sur trois mois entre janvier et mars, 712 000 veaux** sont nés de mère laitière, un nombre égal à l'année dernière (attention toutefois, février comptait 29 jours en 2024). De manière similaire aux années précédentes, les naissances du mois de mars étaient cependant en net recul de -3,9% /2023, à 225 000 têtes.



Les **naissances de veaux disponibles pour l'engraissement** (veaux mâles laitiers et croisés lait-viande et femelles croisées lait-viande) étaient également en baisse à 137 000 têtes en mars, soit -3,3% /2023. En **cumul sur trois mois**, le recul était plus fort que les naissances totales du fait du ralentissement de la décapitalisation (moindre recours au croisement) et atteignait -1% /2023 avec 428 000 têtes. Ce léger resserrement des disponibilités après déjà plusieurs années de décapitalisation couplée à la demande dynamique en Espagne est un facteur explicatif de la hausse rapide des cours des veaux laitiers.

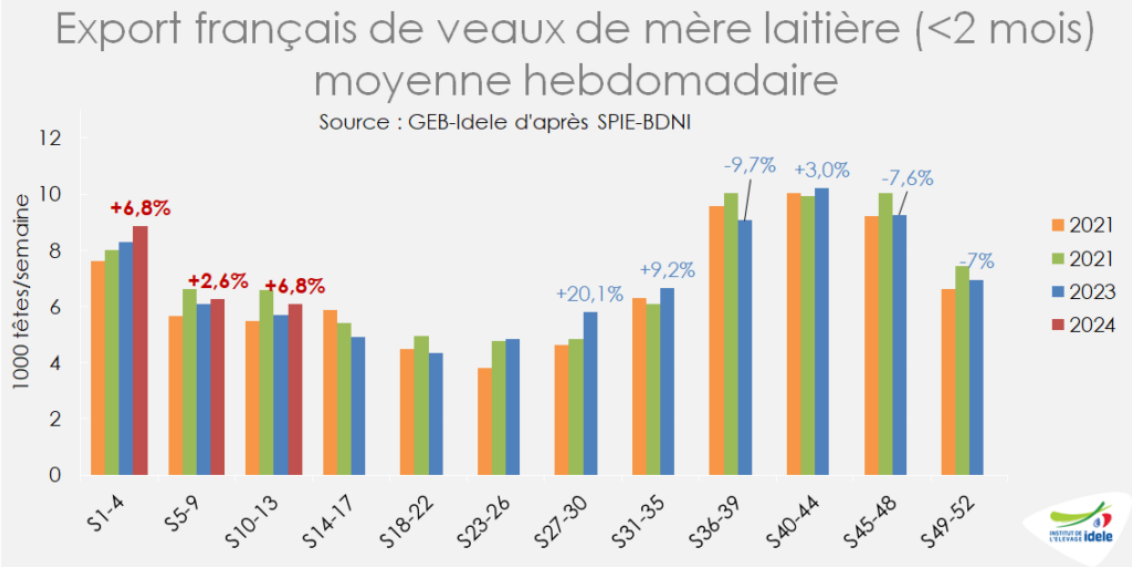
Hausse des cours espagnols

Les prix des veaux laitiers espagnols poursuivaient leur hausse en mai, à un niveau proche de celui de 2022 et nettement en-dessous des prix très élevés constatés début 2023. Ainsi, en semaine 17, le **veau frison de moins d'un mois** cotait 111 €/tête, en hausse de +5,5 € sur quatre semaines, un niveau nettement inférieur à 2023 (-39 €/tête) et proche de 2022 (-9 €/tête).



Exports de veaux français toujours dynamiques

Les **envois de veaux laitiers de moins d'un mois** sont restés dynamiques début 2024. En mars (semaines 10 à 13), 24 000 têtes ont été exportées, soit une hausse de +6,8% (+1 500 têtes) /2023. **En cumul sur trois mois, ce sont 110 000 veaux** qui ont été expédiés, en hausse là aussi de +4,3% /2023.



L'attrait des engraisseurs espagnols pour les veaux laitiers français ne semble pas se tarir. L'**Espagne** représente en effet la destination de plus de 90% des veaux laitiers exportés.

Coup d'arrêt pour la collecte française après un début de redressement

Dernière révision le 22 mai 2024

Après un début d'année 2024 en hausse, la dynamique de collecte française semble marquer le pas, affectée par une météo défavorable. Jusque-là, les performances à l'export de la filière française ont affiché une nette hausse en volume.

Sur le marché mondial, les cours des ingrédients laitiers connaissent des trajectoires divergentes : les cours mondiaux du beurre sont orientés à la hausse quand ceux de la poudre maigre patinent.

Collecte stoppée dans sa dynamique et exportations en hausse

Dernière révision le 22 mai 2024

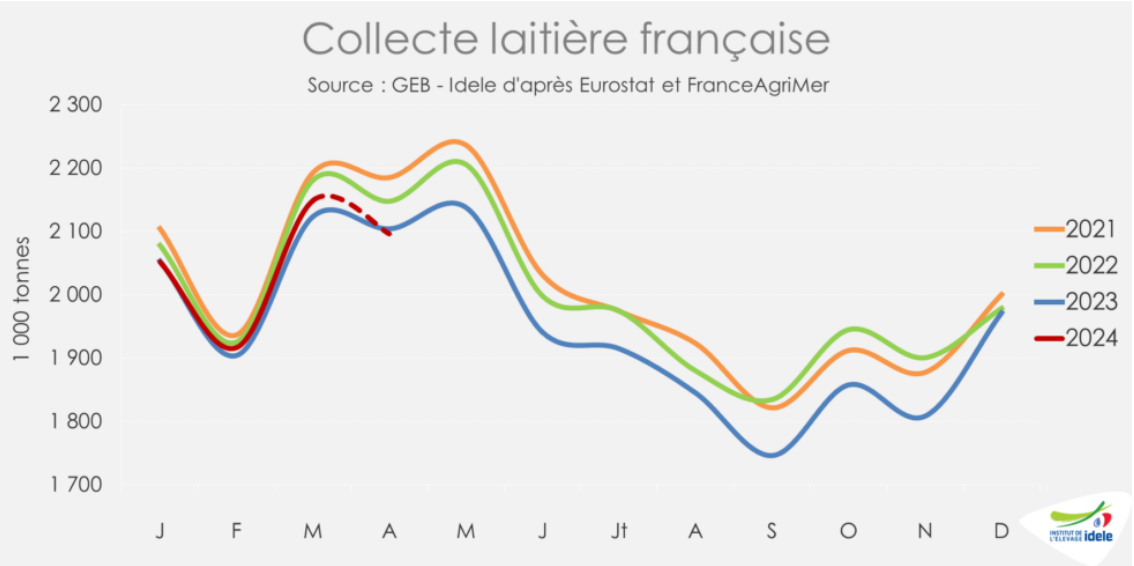
Après un 1er trimestre en progression, la collecte a entamé un repli, affectée par une météo très pluvieuse. Le prix du lait a été stable sur ce 1er trimestre, proche des 450 €/1 000 l, et devrait se maintenir à ce niveau dans les mois à venir.

Les exportations de produits laitiers affichent une belle augmentation en volume, particulièrement en crème, lait vrac et yaourts.

Une embellie de la collecte écourtée par une météo pluvieuse

Le mois de mars a affiché une bonne dynamique de collecte (+1,1% /2023) suivant la tendance engagée depuis décembre. En cumul sur le 1er trimestre, la collecte a progressé de +0,5% /2023, effet année bissextile neutralisé. Ramenée en MSU, la collecte a augmenté de +0,6% /2023, grâce à l'amélioration des taux en matière protéique. Cette hausse de collecte est à mettre sur le compte de la très bonne qualité des maïs ensilages récoltés en 2023. Cependant, **cette embellie s'annonce de courte durée**, en raison d'une météo très pluvieuse. Les fortes pluies quasi continues depuis le début d'année ont deux conséquences majeures. Tout d'abord, la mise à l'herbe des vaches a été fortement retardée. Bien que les vaches soient désormais presque toutes sorties, elles peuvent retourner en bâtiment si la météo est mauvaise ou pour être complémentées à l'auge. En effet, les conditions de pâturage ne sont pas bonnes, les portances dégradées et une herbe trop avancée en stade entraine une forte inappétence. La montée de lait par vache ne s'est souvent pas faite. La 2ème conséquence concerne les ensilages d'herbe. Ils sont souvent réalisés sur une herbe très haute en tige. La qualité de ces ensilages influencera la production laitière à partir de cet été, à l'ouverture des silos.

Ainsi, pour avril, on estime un recul de la collecte de -0,5% /2023, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer.

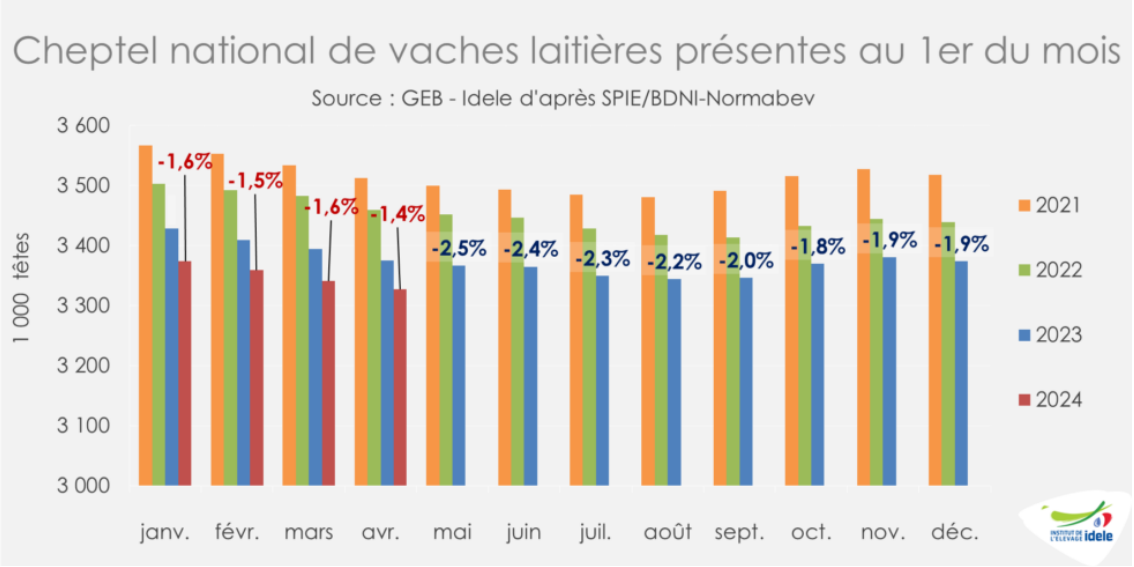


Dans les prochains mois, la collecte laitière pourrait être perturbée par la reprise de la maladie hémorragique épizootique (MHE) avec le retour du printemps. De nouveaux cas d'animaux malades de la MHE pourraient être signalés à partir de juin selon GDS France.

Également, la période de forte chaleur de septembre 2023, au-delà de réduire la productivité des vaches en septembre, aurait affecté leur fertilité, entraînant potentiellement un décalage dans les vêlages. A voir quelles seront les conséquences sur la collecte de lait à l'automne 2024.

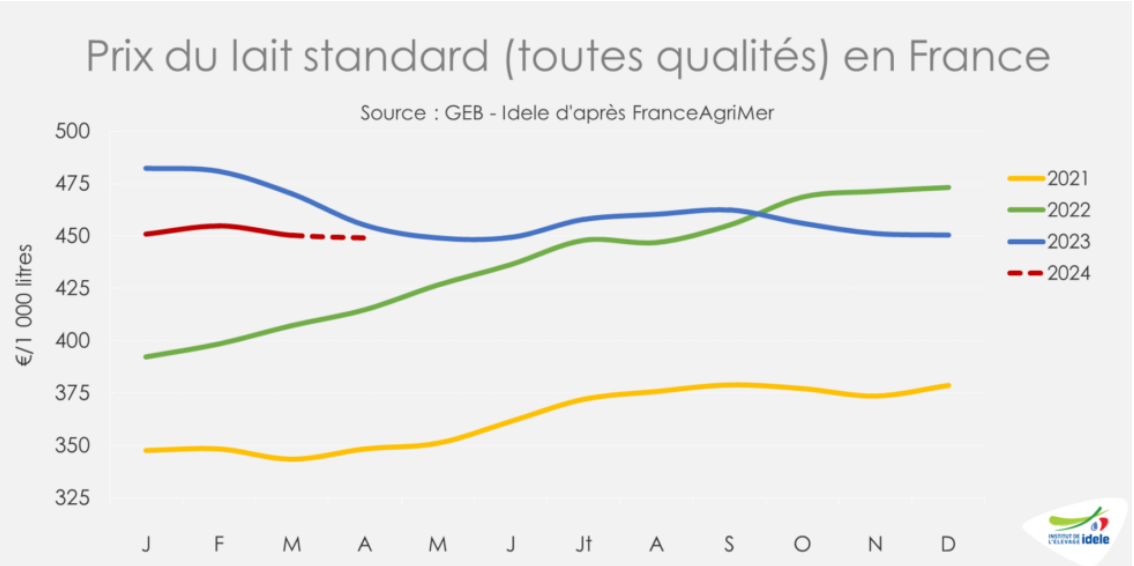
Un recul plus modéré du cheptel

Le recul de la baisse du cheptel laitier se poursuit. Au 1er avril 2024, le cheptel de vaches laitières s'est replié de -1,4% /2023.



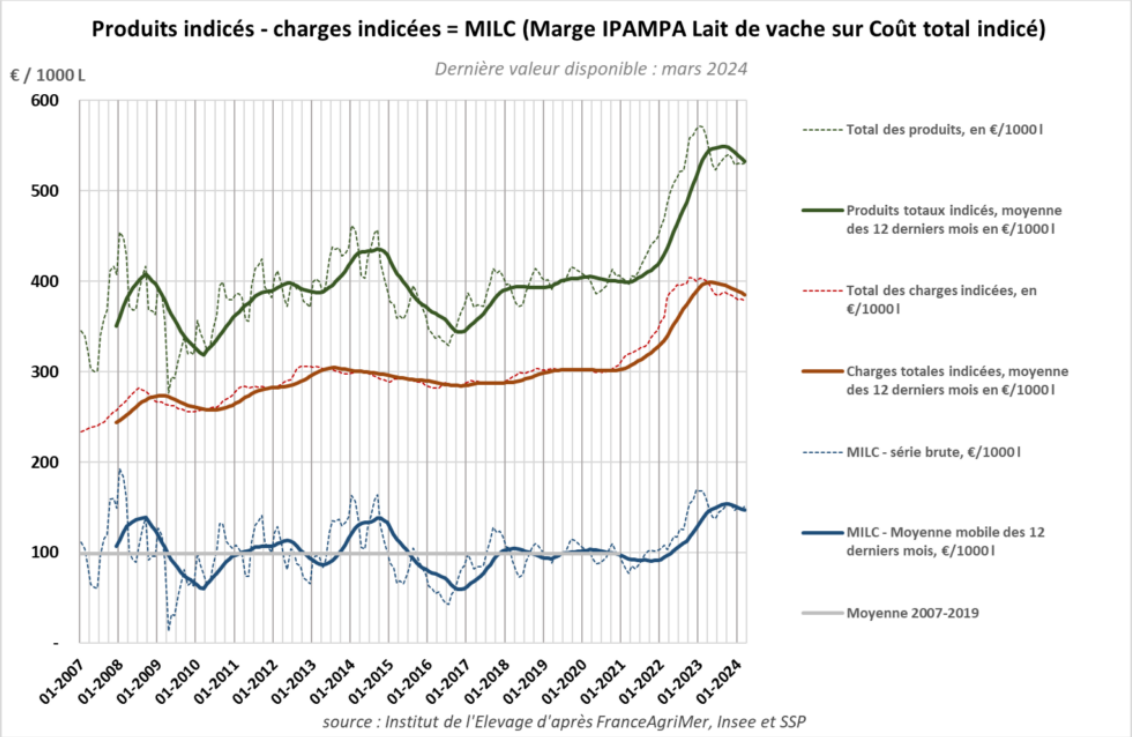
Prix du lait, charges et marges globalement stables sur ce début d'année

En mars 2024, le prix du lait standard (toutes qualités) en France a atteint 450 €/1 000 l, dans la lignée des mois précédents. En revanche, ce prix est inférieur de 20€ à celui de mars 2023 (-4,2%). **Ces niveaux de prix devraient se maintenir dans les mois à venir.**



Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **ont été quasi stables** en mars 2024 d'un mois sur l'autre (-0,4%) et en recul de -5,5% /mars 2023. Le recul des charges alimentaires et des engrais se poursuit.

La marge MILC, estimée à 151 €/1 000 l en mars, a augmenté de +2,5 € d'un mois sur l'autre sous l'effet d'un léger recul du produit lait, d'une amélioration du produit de la vente des animaux (hausse des cotations) et d'un léger recul des charges. La MILC a reculé de -9 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a baissé de -24 €, ainsi que les co-produits viande (-8 €), mais les charges se sont aussi réduites (-22 €).



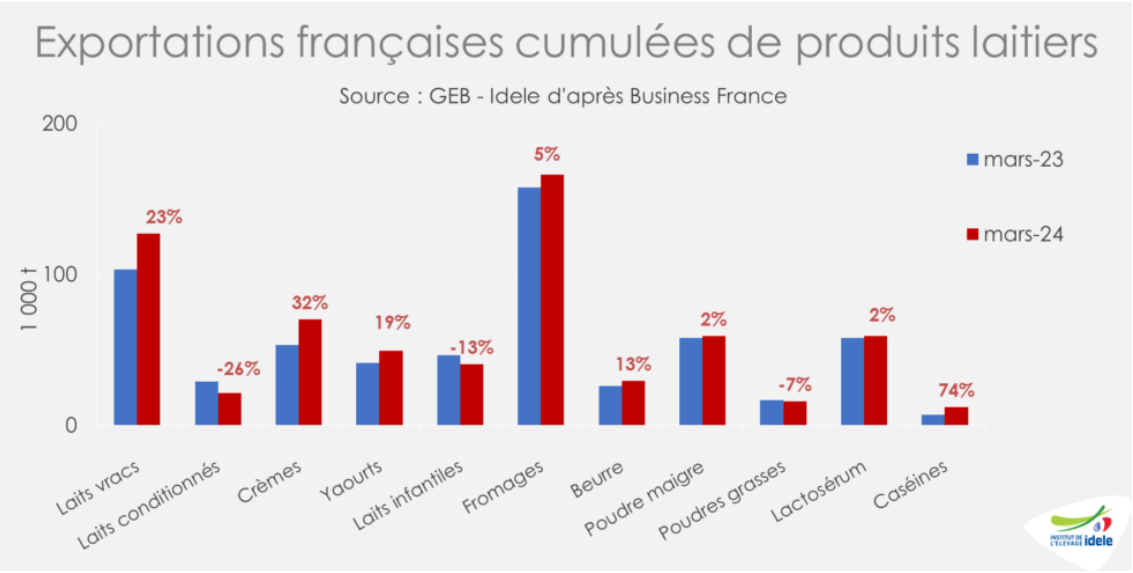
Des exportations en nette hausse en volume

Au 1er trimestre 2024, les exportations de produits laitiers ont progressé de +13% /2023 en équivalent lait. La hausse de collecte a permis de répondre à des exportations plus dynamiques sur ce début d'année.

En premier lieu, les exports de **crème** ont augmenté de +32% /2023, poursuivant la tendance observée en 2022. Les expéditions vers la Belgique, 1er client avec 42% de part de marché, ont augmenté de +57%. La hausse a aussi été très marquée vers la Chine (+42%), 2ème client, et spectaculaire vers les Pays Bas (+138%), 3ème client. Les exportations de **lait vrac** ont aussi été soutenues (+23% /2023), particulièrement vers la Belgique en hausse de +41% (37% de part de marché) et vers l'Italie, où les envois ont doublé. Les exportations de **lait concentré** ont progressé de moitié, en forte hausse vers les Pays Bas, la Grèce, l'Allemagne ou encore la Pologne. Les envois de **yaourts préparés** ont aussi connu une belle progression (+26% /2023) tout comme ceux de **beurre** (+13%).

En revanche, le **recul des exportations** est très marqué en **lait conditionné** (-26% /2023), particulièrement vers l'Italie (-52%). Également, le repli est appuyé en lait infantile (-13%), notamment vers la Chine (-59%), le 1er client.

Les importations ont, quant à elles, légèrement reculé en équivalent lait sur le 1er trimestre (-1,3% /2023). Par conséquent, le solde commercial a nettement progressé en équivalent lait (+63%). En valeur, il s'est établi à 842 millions d'€. Il n'a augmenté que faiblement, de +2% /2023, en lien avec le recul des prix des produits laitiers.



Lait de vache » Consommation »

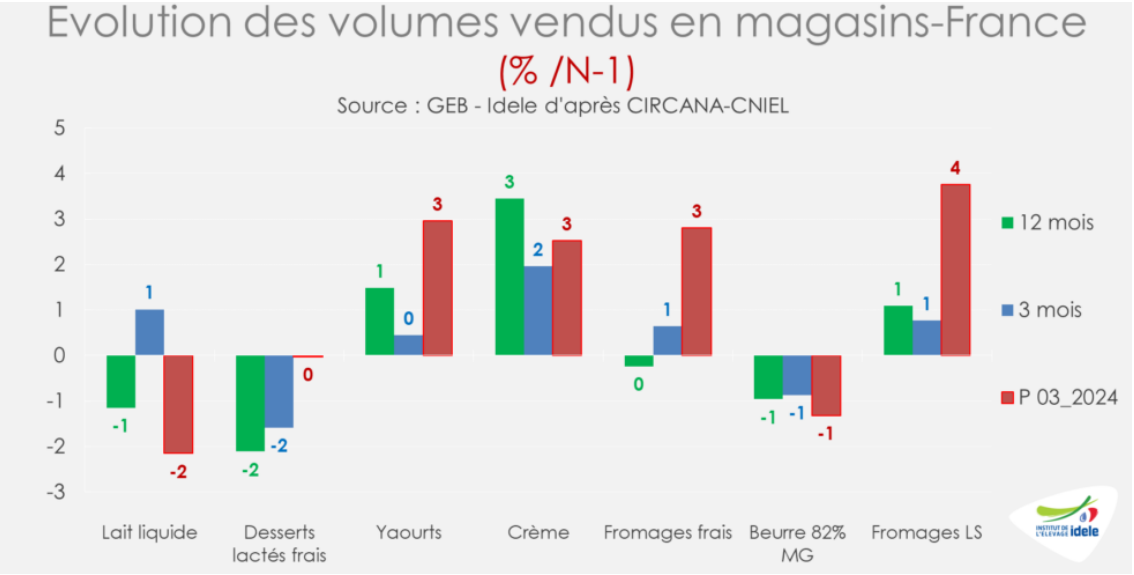
Signes d'amélioration en bio dans une consommation de produits laitiers dynamique

En ce début d'année, les ventes en magasins de produits laitiers connaissent des progressions pour la plupart des catégories. Les marques de distributeur s'imposent progressivement dans les ventes. Les ventes de produits laitiers bio demeurent en difficulté bien que le recul semble s'atténuer. Une reprise de la consommation parait s'amorcer pour les yaourts bio.

Une consommation encourageante de produits laitiers

Stables en 2023, **les ventes en magasins de produits laitiers ont légèrement progressé en équivalent lait sur le 1er trimestre 2024** (+0,2% /2023 – source CIRCANA). En période P3 (du 25/02/2024 au 24/03/2024), la hausse des ventes a atteint +1,3% /2023.

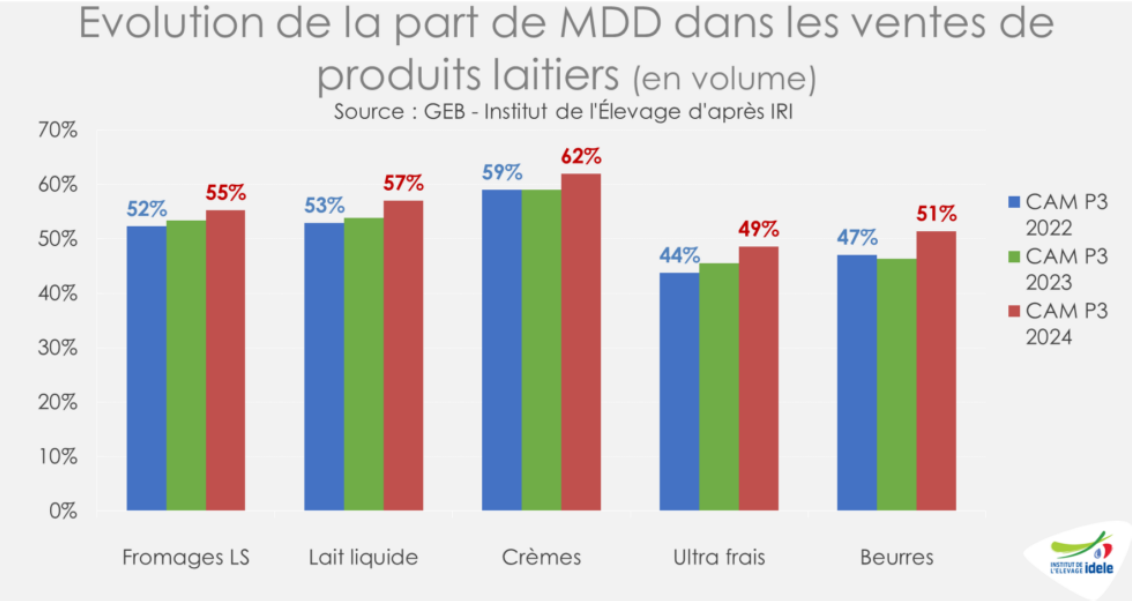
A l'exception du beurre et des desserts lactés, les ventes en volume des autres produits laitiers se sont nettement améliorées sur le 1er trimestre 2024. Les ventes de yaourts, de crèmes conditionnées et de fromages frais ont progressé de +3% /2023 en période 3 et ont même atteint +4% pour les fromages en libre-service. Bien que les ventes de lait conditionné aient reculé de -2,1% /2023, celles de lait entier, très prisé en cuisine, ont progressé de +1,5%. En 2023, les ventes de crèmes avaient augmenté de +3,2% /2022 et sont restées très soutenues en ce début d'année. Les ventes en crème extra légère, moins riches en matière grasse et donc moins couteuses, sont particulièrement dynamiques. En période 3, elles ont bondi de +27% /2023 pour la crème fraiche extra légère et de +7,8% pour la crème UHT extra légère. Les fromages continuent de bénéficier d'une bonne dynamique de vente bien que la consommation varie selon les fromages : -2,3% en P3 /2023 pour les pâtes molles en libre-service, +4% pour les pâtes pressées cuites, stables pour les pâtes pressées non cuites et +3,2% pour les pâtes persillées.



Après une augmentation en 2023 de +14,8% /2022, les prix des produits laitiers en magasins ont continué de progresser plus modérément sur le 1er trimestre 2024, de +2,9% /2023.

Les marques de distributeur gagnent du terrain

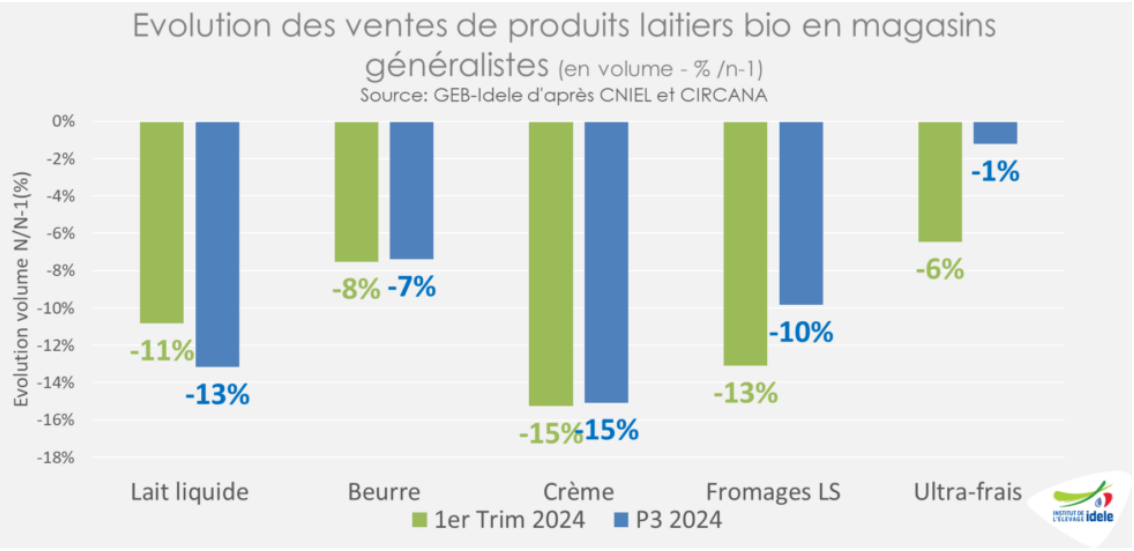
Les marques de distributeur (MDD) sont très représentées dans les ventes de produits laitiers en magasins. En 2 ans, **leur part de marché a progressé de 3 à 5 points** selon les produits. L'inflation des prix alimentaires et la baisse du pouvoir d'achat ont propulsé les MDD sur le devant de la scène. Cette tendance de consommation va-t-elle s'ancrer durablement dans les arbitrages des consommateurs ? Il semblerait que la perception des MDD ait évolué, les consommateurs leur attribuant désormais une image plus valorisante qu'auparavant.



Du mieux pour les ventes de produits laitiers bio ?

En 2022 et 2023, les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes se sont effondrées. En l'espace de 2 ans, elles ont chuté de -31% /2021 en fromages libre-service, -27% en crème, -19% en beurre et ultra frais et -18% en lait conditionné. Le lait conditionné bio, qui avait atteint 13% des ventes en volume du rayon en magasins généralistes en 2020, n'en représente plus que 10% aujourd'hui.

En ce début d'année 2024, le recul des ventes de produits bio semble s'atténuer, en particulier pour le beurre (-8% sur le 1er trimestre et -7% en P3 /2023) mais surtout pour les produits ultra frais. Sur la toute dernière période, les ventes d'ultra frais n'ont diminué que de -1% /2023 et ont même progressé pour les yaourts (+2%).



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

CETA : où en est-on après plus de 6 ans ?

Dernière révision le 22 mai 2024

Le CETA conclu entre l'Union européenne et le Canada **s'applique provisoirement depuis septembre 2017**, au moins pour sa partie commerciale. Cet accord doit encore faire l'objet d'une ratification par dix États membres (Belgique, Bulgarie, Chypre, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Pologne et Slovénie). Avant un éventuel vote à l'Assemblée Nationale, cet article propose de revenir sur les flux de produits de ruminants issus de la mise en œuvre provisoire de l'accord.

Le CETA (ou AECG en français pour accord économique et commercial global) n'entrera définitivement en vigueur qu'après la ratification de tous les États membres. Pour le moment, le Parlement chypriote a refusé la ratification. Et le processus de validation en France se complique. Le projet d'accord a en effet été rejeté par les sénateurs français fin mars dernier, plus de quatre ans après son adoption par l'Assemblée nationale à l'été 2019. Le gouvernement français a choisi à nouveau d'attendre avant de continuer le processus en décidant de ne pas transmettre ce texte à l'Assemblée avant les élections européennes afin d'éviter un nouveau vote négatif.

Mais bénéficiant d'une possibilité de le mettre à l'ordre du jour, les députés communistes pourrait demander un vote de l'Assemblée le 30 mai prochain. Le gouvernement penche cependant pour un vote au mieux en fin d'année. Il pourrait pour cela repousser la transmission du texte à l'Assemblée Nationale.

Des concessions obtenues par l'UE sur les fromages

Dans l'accord, l'UE a obtenu un accès amélioré au marché canadien pour ses fromages. Avant application, l'UE détenait déjà un accès pour 13 472 tonnes sur le total de 20 400 tonnes du contingent tarifaire de fromages avec un droit de douane intra contingentaire de 33,2 CA$/tonne accordé par le Canada dans le cadre de l'OMC. La mise en œuvre provisoire de la partie commerciale du CETA en 2017 a entraîné la réaffectation de 800 tonnes de ce contingent OMC à l'UE et la suppression du droit de douane sur la totalité du volume. Deux nouveaux contingents tarifaires ont également été mis en place progressivement. Un premier de 16 000 tonnes de fromages, principalement affinés et un second de 1 700 tonnes de fromages dits industriels. Ces contingents sont désormais pleinement effectifs. De plus, les concentrés de matières protéiques du lait peuvent entrer à droit nul sur le marché canadien.

Contingents de fromages du CETA : volume et progressivité d'accès pour l'UE

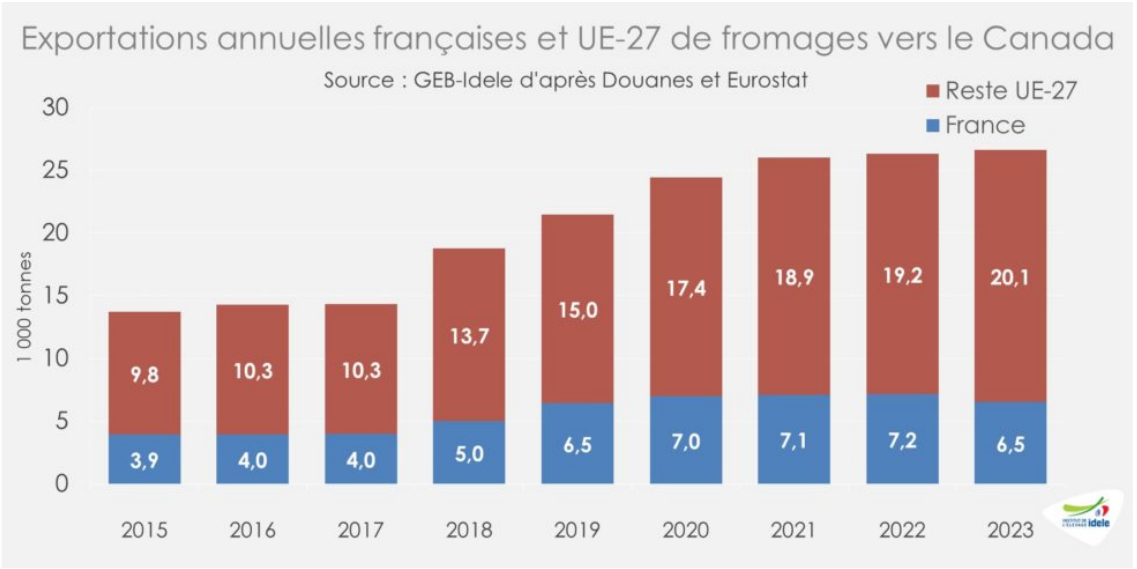
Source : GEB-Idele d'après Commission européenne

En tonnes	2016	2017	2018	…	2022 et +
Part UE du contingent OMC de fromages à droits nuls	0	14 242	14 242	…	14 242
Fromages	0	2 667	5 333	…	16 000
Fromages à usage industriel	0	283	567	…	1 700
Total accès à droit nul	**0**	**17 192**	**20 142**	**…**	**31 942**
Part UE du contingent OMC de fromages à droits non nuls	13 472	0	0	…	0
Total accès 33,2 CA$/t de droits de douane	**13 472**	**0**	**0**	**…**	**0**

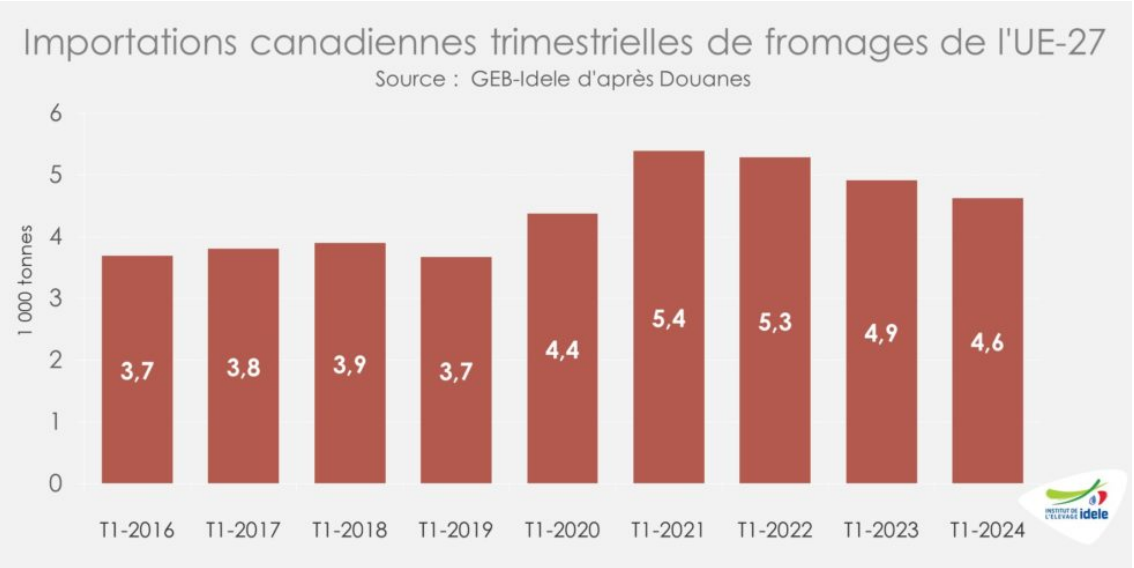
Mais les négociateurs européens ont également fait des concessions au Canada sur certains produits agricoles dont notamment la viande bovine. Au total, ce sont plus de 65 000 tonnes équivalent carcasse (téc) à droit de douane nul qui peuvent être désormais importés par les entreprises européennes depuis le Canada.

Les flux de fromages européens à destination du Canada ont progressé, mais pas que…

Depuis l'entrée en vigueur provisoire du CETA le 21 septembre 2017 et l'ouverture progressive des contingents gérés par un système de licences d'importation parfois contraignant, **les exportations européennes de fromages ont sensiblement progressé**. Entre 2016 et 2023, les envois de fromages depuis l'UE-27 à destination du Canada ont été quasiment multipliés par deux, à plus de 26 600 tonnes (+87% /2016). Même constat pour les expéditions depuis la France qui ont dépassé les 6 500 tonnes en 2023 (+66% /2016), malgré le recul entre 2022 et 2023 (-9%). En moyenne depuis 2020, la France était à l'origine de plus du quart des exportations (26%).

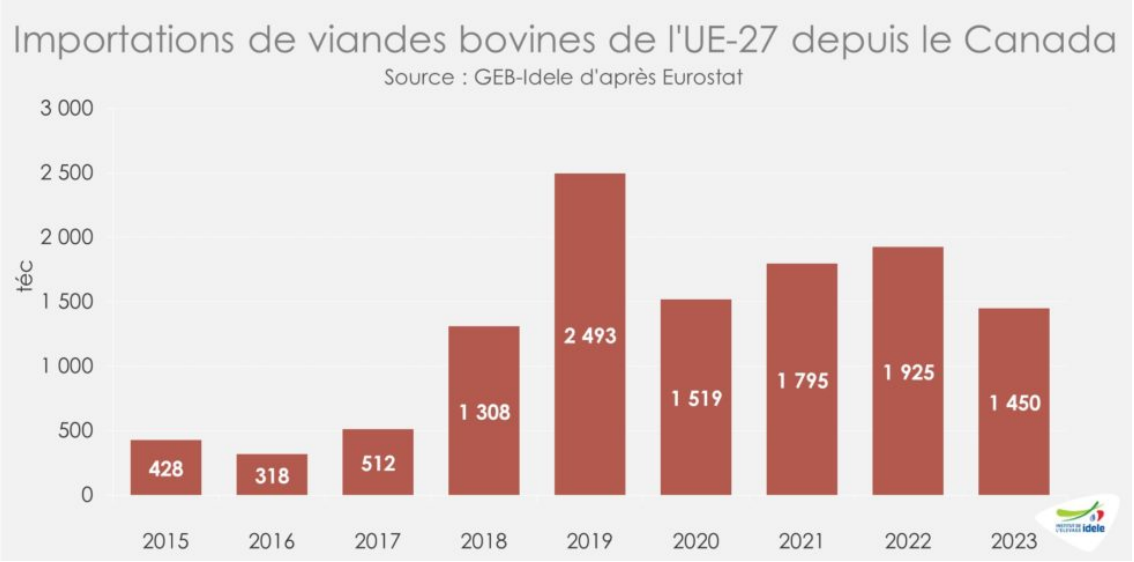


Depuis le début de 2024, les flux semblent avoir cependant légèrement ralenti. Sur le 1er trimestre 2024, 4 600 tonnes de fromages européens ont ainsi été expédiées, en léger retrait par rapport aux années précédentes (-6% /2023, -12% /2022 et -14% /2021).



Les concessions de l'UE sur la viande bovine

En parallèle, d'autres produits de ruminants ont fait l'objet de concessions de la part des négociateurs européens. C'est le cas de la **viande bovine**. Un contingent de 65 000 téc sans droits de douanes a été octroyé par l'UE à la viande canadienne. Les volumes expédiés restent toutefois limités pour le moment. Après un pic à un peu moins de 2 500 téc en 2019, les volumes importées par l'UE ont oscillé entre 1 500 et 2 000 téc depuis. **Les industriels canadiens n'ont exporté que 1 450 téc en 2023 (-25% /2022 et -42% /2019), soit à peine plus de 2% du contingent accordé par l'UE.**



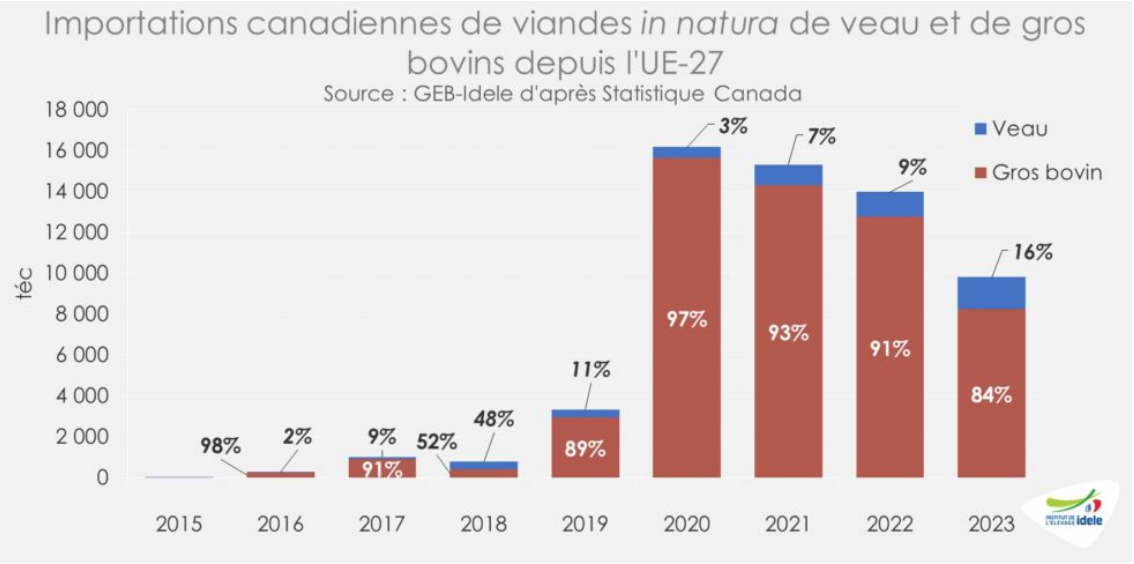
En France, les importations de viande canadienne restent à l'étiage, à moins de 100 téc par an depuis 2020. En France comme dans le reste de l'UE, deux facteurs principaux expliquent ces flux limités :

- **L'interdiction des hormones de croissance pour les viandes exportées vers l'UE**. Or, les deux principaux industriels (l'étasunien Cargill et le brésilien JBS) qui concentrent plus de 85% des abattages canadiens de bovins ne produisent pas de bovins sans hormones pour le moment,
- **L'interdiction par l'UE du « douchage » à des fins sanitaires des carcasses à l'acide péroxyacétique (APA)**. Seul le traitement à l'acide lactique est autorisé par l'UE. Or, l'APA est la molécule très majoritairement utilisée au sein des abattoirs canadiens.

Ce sont plutôt les flux de viandes bovines originaires de l'UE qui se sont développés à destination du Canada. En effet, les droits de douane canadiens ont été supprimés pour ce secteur jugé comme non sensible par les Canadiens.

Un pic de 16 000 téc a été atteint en 2020. Depuis, les envois ont reculé pendant la pandémie de covid puis dans le sillage de la baisse des disponibilités en UE, mais ils se tiennent néanmoins. Outre la disparition des droits de douane, d'autres facteurs expliquent ces flux :

- La **demande en viande bovine « sans hormones »** est croissante au Canada et dépasse l'offre canadienne.
- **La non-distinction des viandes de veau et de gros bovins dans la nomenclature douanière à 8 chiffres** (nomenclature combinée à 8 chiffres ou NC8). Or, le veau est produit en Ontario et surtout au Québec dans de petites filières de qualité (sans hormones) avec des coûts de production plus élevés qu'en UE et notamment qu'au Pays-Bas. Plus de 1 500 téc de veau ont ainsi été exportées depuis l'UE vers le Canada en 2023, soit 16% des envois européens.



Ce déséquilibre dans les flux de viande bovines *in natura* (non transformée) pourrait n'être cependant que transitoire. En effet, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), soutenue par de nombreuses organisations professionnelles canadiennes, a soumis en juin 2022 un dossier à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour évaluer l'utilisation de l'APA. Et les exportateurs canadiens ont conscience de la décapitalisation en UE et lorgnent désormais sur le marché européen à moyen terme. Ils pourraient se tourner vers le « sans hormones » pour répondre à la demande domestique comme à la demande export. Le ministère canadien de l'agriculture (Agriculture et Agroalimentaire Canada) affirme que le gouvernement fédéral « *demeure déterminé à accroître la capacité immédiate d'exporter plus de produits de bœuf et de veau admissibles au marché de l'UE afin d'utiliser les contingents tarifaires à court terme* ».

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Dynamiques divergentes pour les cours du beurre et de la poudre maigre

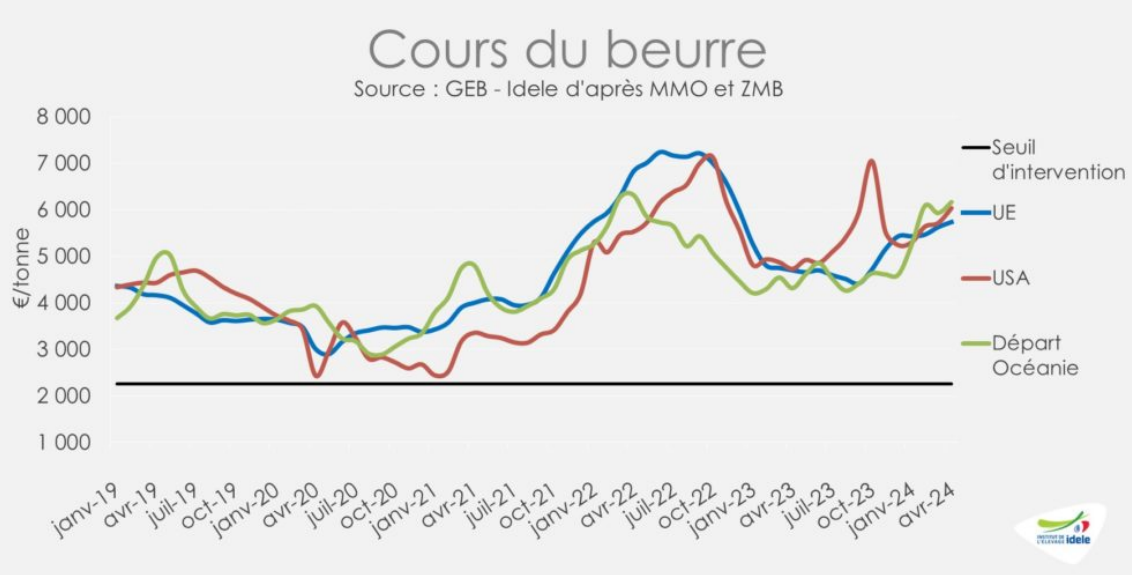
Dernière révision le 22 mai 2024

Les cotations des ingrédients laitiers connaissent des trajectoires différentes depuis le début de l'année 2024. Portés par une demande étasunienne en progression, les cours mondiaux du beurre sont orientés à la hausse. A l'inverse, le recul de la demande (notamment chinoise) de poudre maigre pèse sur les prix qui poursuivent leur mouvement de repli.

Les cours mondiaux du beurre orientés à la hausse

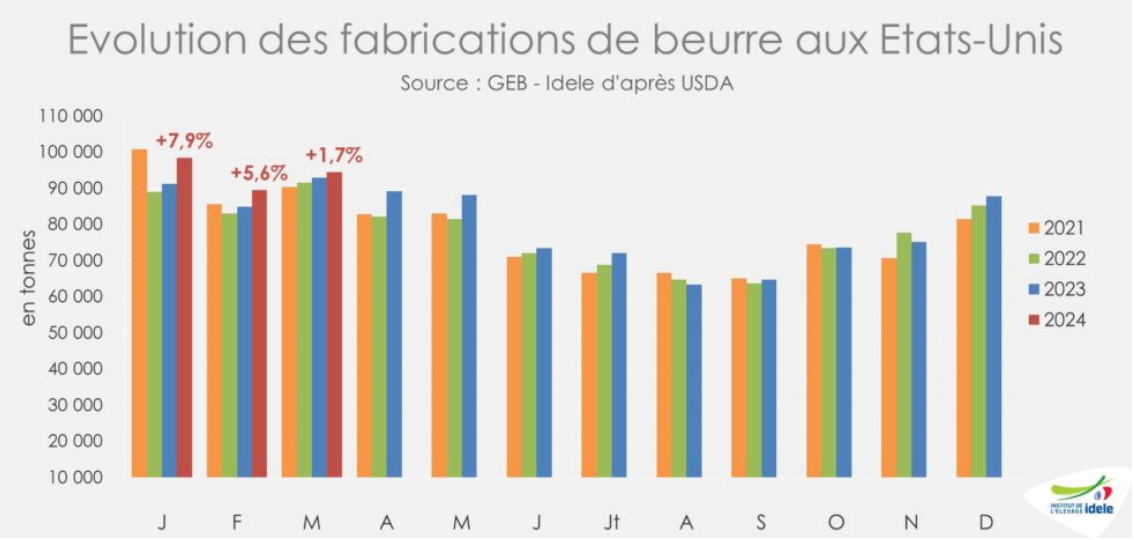
Depuis le début d'année 2024, les **prix du beurre** sont globalement orientés **à la hausse** aussi bien dans l'UE-27, qu'aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande. En **avril 2024**, ils oscillaient entre 5 740 €/tonne dans l'UE (+6% /janvier 2024 et +22% /2023) jusqu'à 6 180 €/t en Océanie (+17% /janvier 2024 et +43% /2023) en passant par 6 050 €/t en Amérique du Nord (+14% /janvier 2024 et +28% /2023) d'après AMI.

Entre début janvier et début mai 2024, les enchères du *Global Dairy Trade* pour la matière grasse ont enregistré de fortes hausses en termes de prix unitaires, aussi bien pour le beurre (+20%) que pour la matière grasse anhydre (+27%).

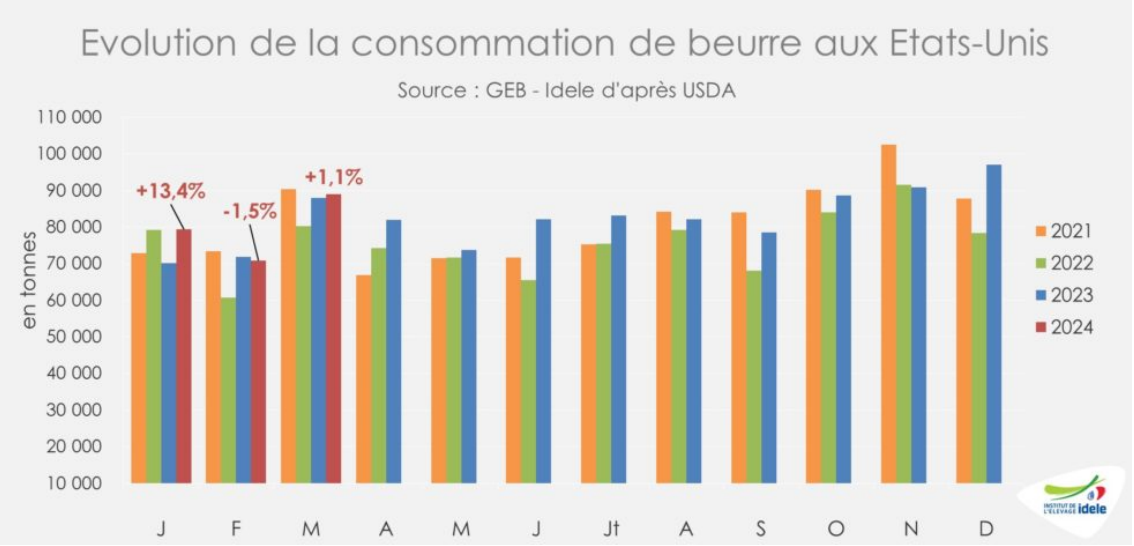


La demande mondiale de beurre portée par les États-Unis

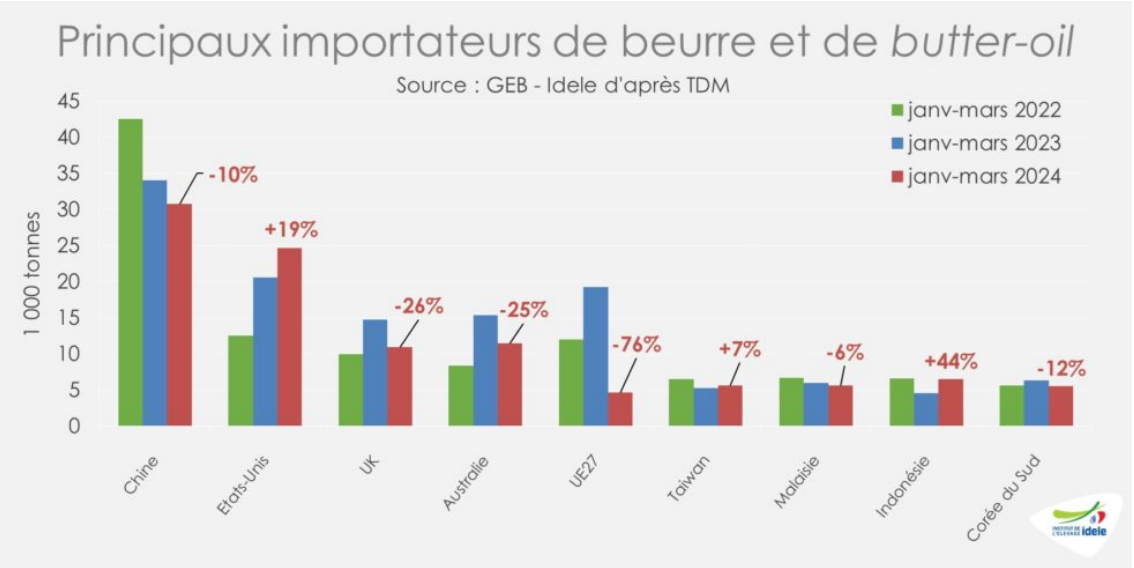
Pourtant, les **fabrications de beurre aux États-Unis ont été en hausse** sur chacun des trois premiers mois de 2024. En cumul sur le premier quart de l'année 2024, elles ont même été supérieures aux trois années précédentes (+7,2% /2022, +5,0% /2021 et +3,9% /2020). Avec près de 95 000 tonnes produites (+1,7% /2022), le total des fabrications de beurre en mars 2024 constitue même un record pour un mois de mars depuis le début de la publication de cette donnée par l'USDA en 2011.



Cette progression de la production de beurre aux États-Unis rencontre une **demande intérieure croissante**. La consommation domestique de beurre sur le 1er trimestre 2024 aux États-Unis affichait une hausse substantielle, à plus de 239 000 tonnes (+8,6% /2022, +1,0% /2021 et +9,6% /2020). D'après l'USDA, la demande de beurre au détail reste hétérogène (notamment dans le secteur de la restauration) mais orientée à la hausse. Les stocks commerciaux de beurre ont également progressé sur la période. Ils affichaient en mars 2024 une hausse sur un an de +2% /2023.

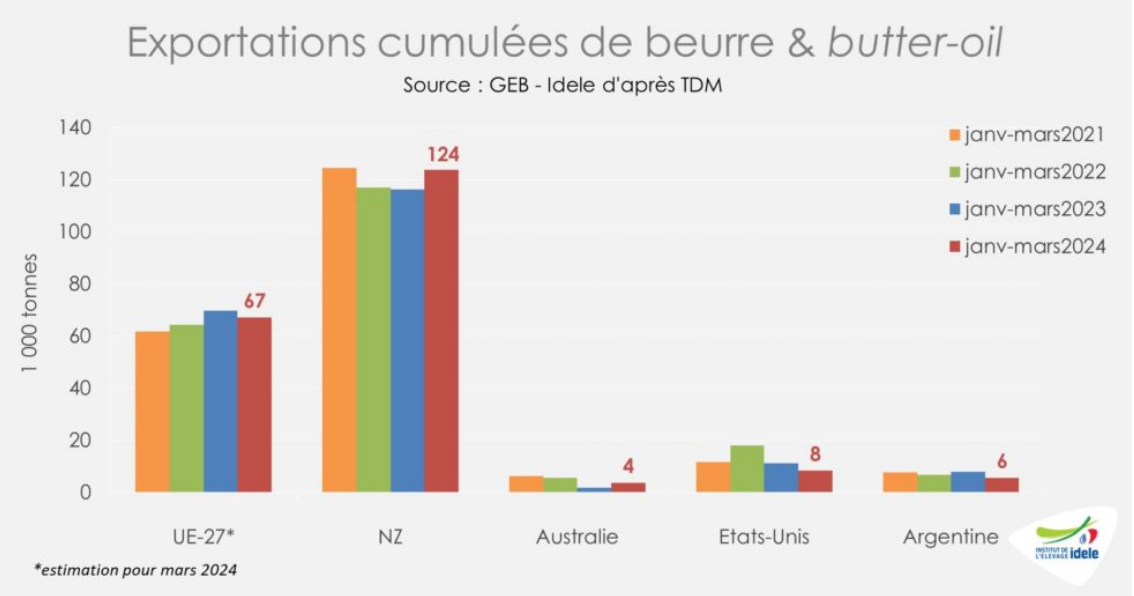


Malgré la progression de ses fabrications, la demande étasunienne en beurre et *butter-oil* participe à la progression des cours sur le marché mondial. Sur le premier trimestre 2024, **les importations des États-Unis ont affiché une nette hausse** : +4 000 t ou plus +19% /2023. Si l'Indonésie était également à l'achat (+ 2 000 t ou plus +44% /2023), les autres principaux importateurs ont été moins actifs sur le marché mondial. C'est notamment le cas de la Chine, 1er acheteur mondial mais qui connait des difficultés économiques. 107 000 tonnes ont été importées par le pays depuis le début de l'année (-10% /2023 et -28% /2022). En Australie également, les importations ont reculé de -25% à 35 000 tonnes. Même constat pour le Royaume-Uni (-26% à 36 000 t).

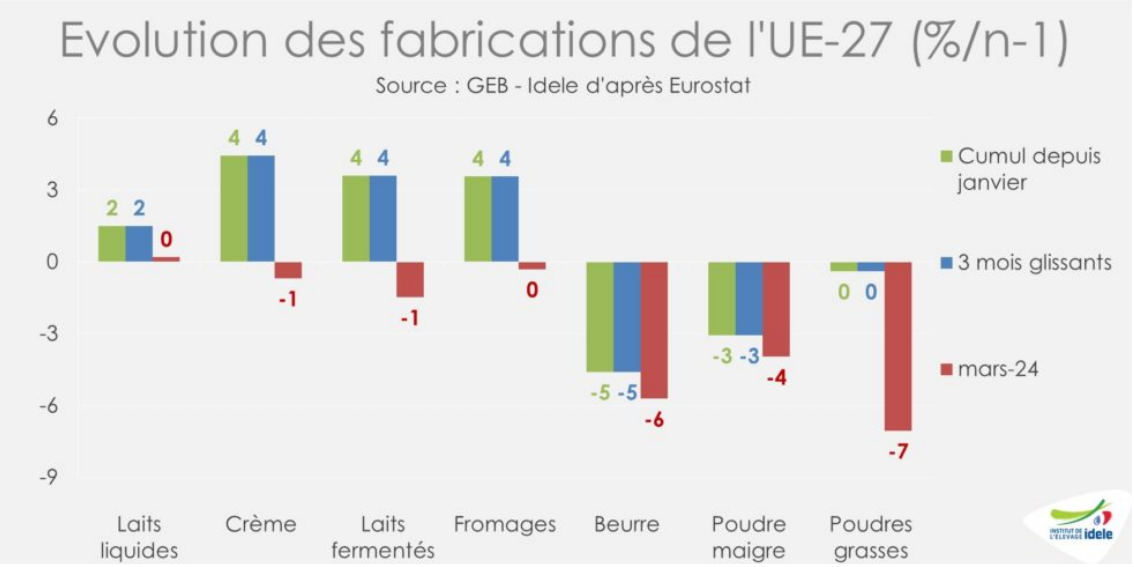


Hausse des exports de beurre en Nouvelle-Zélande, baisse en UE

Du côté des exportations de beurre et *butter-oil*, seule **la Nouvelle-Zélande a tiré son épingle du jeu** sur le premier quart de l'année 2024 avec 124 000 tonnes expédiées (+7% /2023).

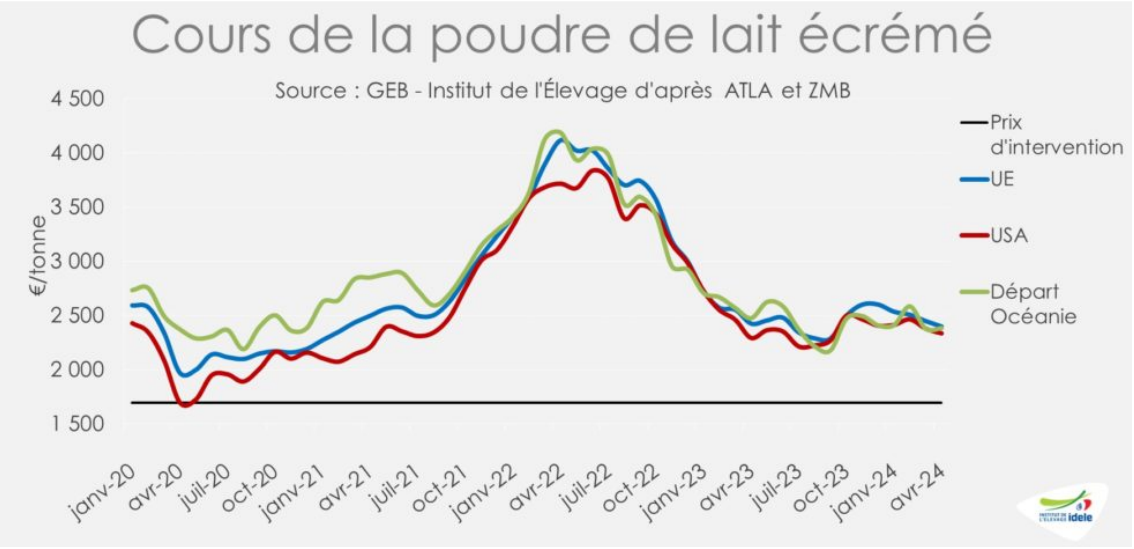


Les exportations de de beurre l'UE-27 ont reculé d'après nos estimations (-4% /2023) dans le sillage de fabrications de beurre en recul sur le 1er trimestre 2024 (-6%). Les fabrications d'autres produits laitiers affichaient également une baisse en Europe : poudre maigre (-6%), poudres grasses (-7%) et dans une moindre mesure laits fermentés et crème (-1% pour chaque). Les diminutions successives du cheptel de vaches laitières de l'UE et la collecte limitée sur les trois premiers de 2024, avec une baisse importante en Irlande (-9% /2023), ont limité les disponibilités.



La demande plus limitée en poudre maigre pèse sur les cours

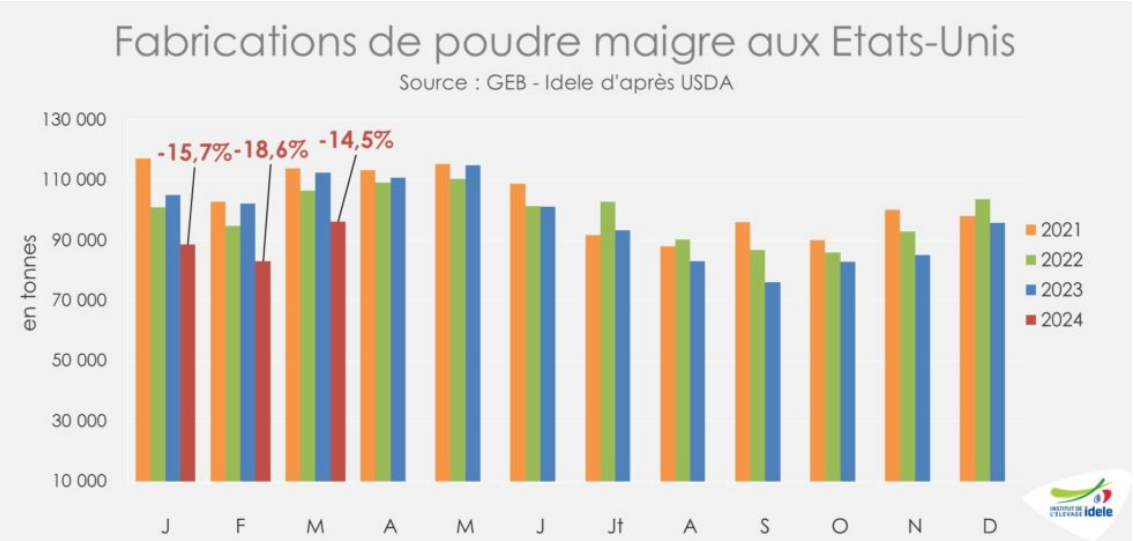
Contrairement au marché du beurre et des matières grasses, **les cours de la poudre maigre sont globalement orientés à la baisse**, bien que l'ampleur de celle-ci soit limitée cependant. Ils oscillaient entre 2 350 et 2 400 €/tonne. Entre début janvier et début mai 2024, le prix des enchères du *Global Dairy Trade* pour la poudre maigre affichait un recul contenu (-2,4%).



Cette baisse de prix est liée à un recul de la demande mondiale alors que l'offre est globalement contrainte depuis le début de l'année.

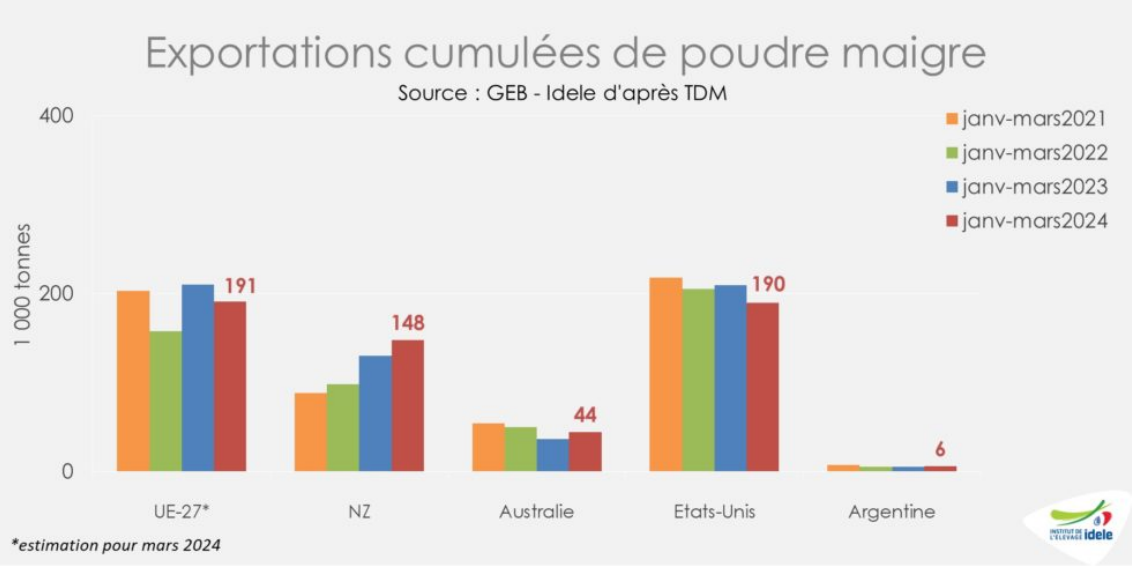
Moindres fabrications de poudre maigre dans l'hémisphère Nord, hausse des exportations au Sud

Les **fabrications de l'UE-27** ont fortement baissé au premier trimestre 2024, de -11 000 t soit -3% /2023. Aux **États-Unis**, les fabrications ont même chuté plus fortement (-16% /2023 soit -52 000 t en cumul 3 mois). Une partie du lait collecté a notamment été réorienté vers les fabrications fromagères tandis que la collecte a légèrement reculé sur le premier quart de l'année (-1,0%).



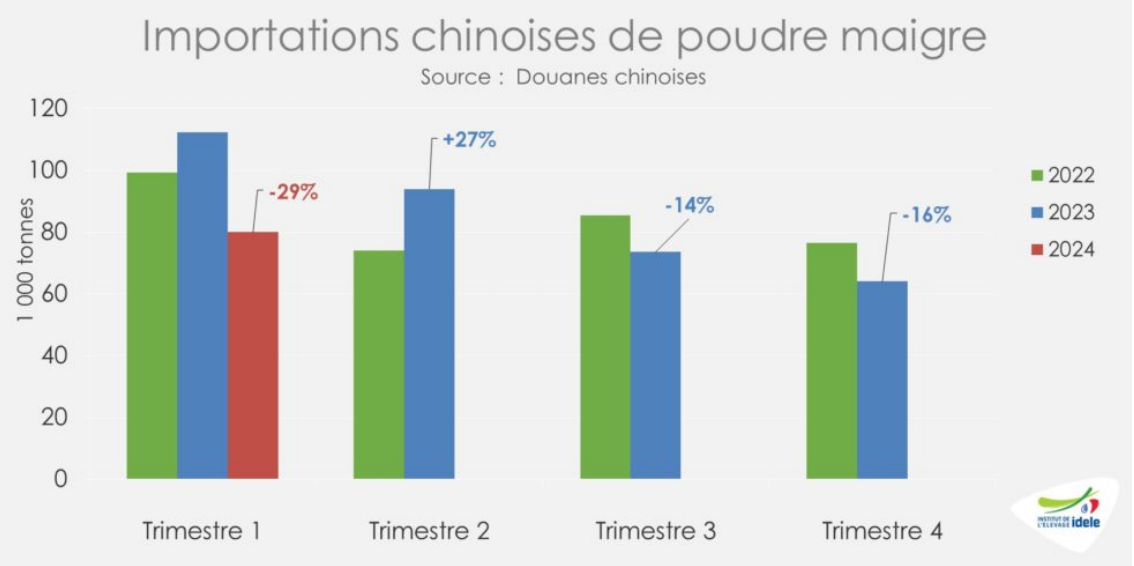
Et en **Océanie**, la fabrication de poudre maigre a été plutôt en hausse début 2024 selon l'USDA, elle serait en recul désormais dans la région, dans le sillage de la baisse des volumes de lait collectés en lien avec la fin de la saison de production.

Côté export, les dynamiques divergent. Sur le 1er trimestre 2024, la **Nouvelle-Zélande** et l'**Australi**e ont vu leurs exportations progresser (respectivement +13% /2023 à 148 kt et +21% à 44 kt). Ce n'était pas le cas en **UE** (-9% à -191 kt) d'après nos estimations ou aux **États-Unis** (-9% à 190 kt). Elle restait à l'étiage en **Argentine** où la collecte s'est effondrée depuis le début de l'année.

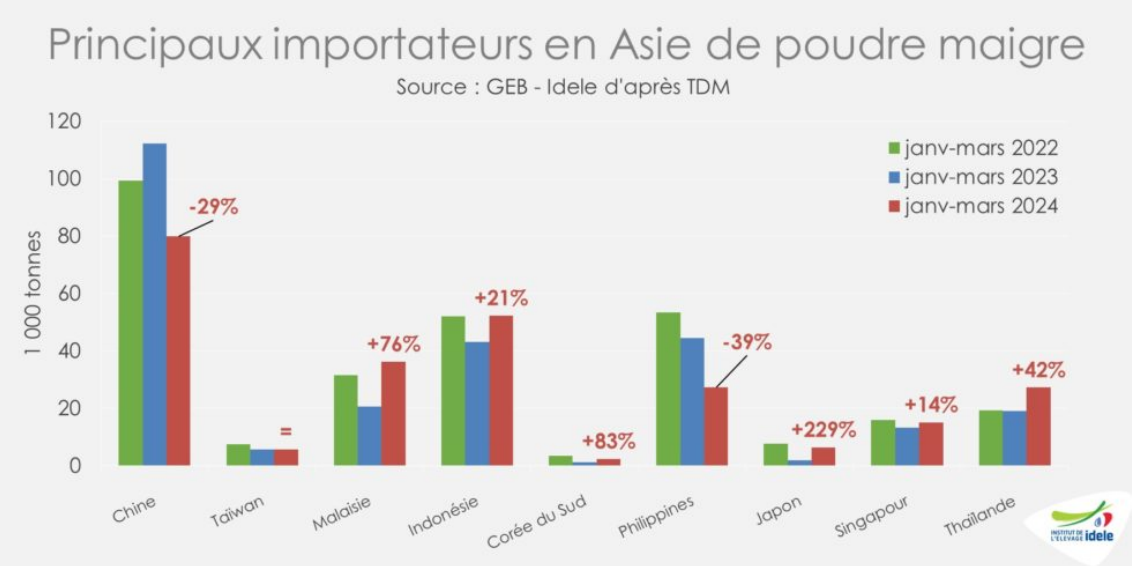


La demande en poudre maigre baisse en Chine

Plusieurs importateurs majeurs sur le marché mondial de la poudre maigre ne sont plus aux achats depuis le début de l'année. C'est le cas notamment de la **Chine**, 1er acheteur mondial. Après un deuxième semestre 2023 à la baisse, les importations de poudre maigre ont à nouveau reculé au premier trimestre 2024, à 89 000 tonnes (-29% /2023).



D'autres importateurs ont cependant été aux achats sur le premier trimestre 2024, notamment en Asie. Les importations ont augmenté en **Malaisie** (+76% /2023 à 36 kt), en **Indonésie** (+21% à 52 kt), en **Thaïlande** (+42% à 27 kt), à **Singapour** (+14% à 15 kt) ou au **Japon** (+229% à 6,5 kt).



La baisse de la demande chinoise réoriente les flux néozélandais vers l'Europe

Dernière révision le 22 mai 2024

On observe depuis le début d'année une baisse de la demande chinoise qui se traduit par une réorientation des flux de l'Asie vers l'Europe. Alors que l'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande est fraîchement entré en vigueur le 1er mai 2024, les professionnels de la filière s'inquiètent des potentiels effets d'un afflux de viande compétitive sur les prix français.

Viande ovine » France »

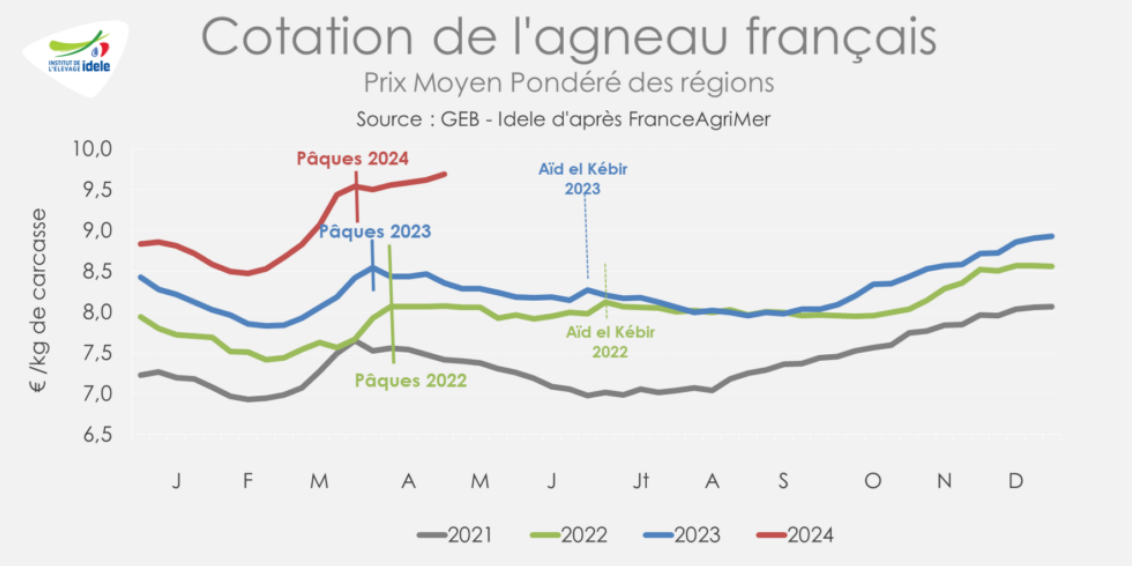
La pénurie d'agneaux fait grimper les cours

Dernière révision le 22 mai 2024

Après avoir atteint un nouveau record pour la Pâques catholique, le cours de l'agneau français a poursuivi sa hausse au lieu de baisser de façon traditionnelle sous l'effet d'un repli saisonnier de la demande, ce qui illustre encore davantage le manque d'agneaux en France.

Le cours s'envole au lieu d'entamer sa traditionnelle baisse après Pâques

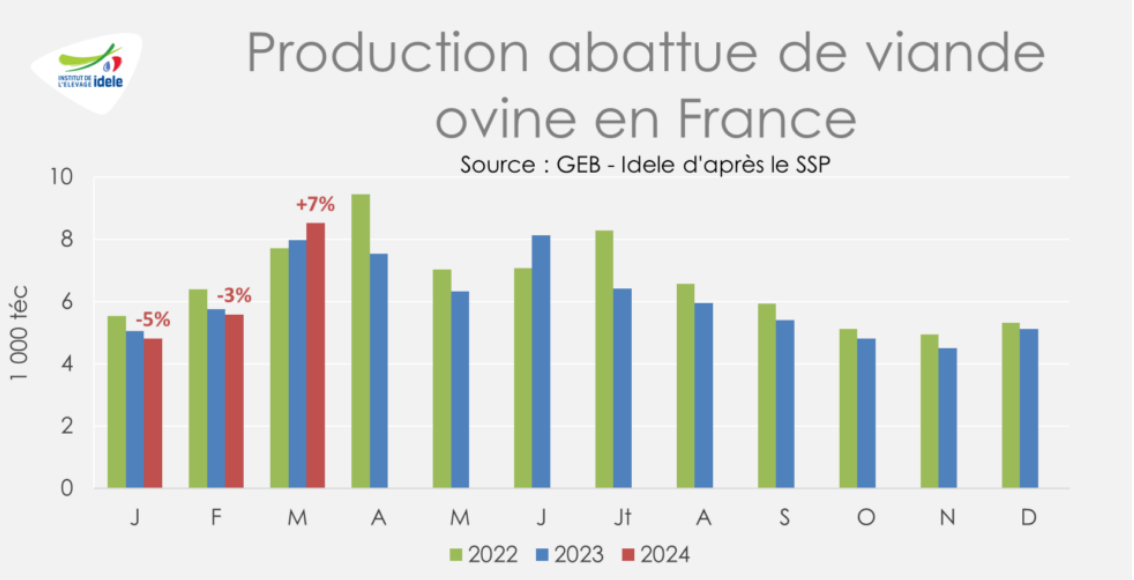
En **semaine 18 de 2024** (se terminant le 5 mai), la cotation atteignait **9,69 €/kg** soit +1,22 €/kg comparée à la même semaine en 2023 et +1,62 €/kg comparé à celle de 2022.
L'**offre modeste**, entre sorties françaises et importations de vifs en recul, mène à ce niveau de prix entrée abattoir. Le marché et les prix devraient rester sous tension au moins jusqu'en juin, avec un possible relâchement en juillet-août.



Très dépendant de l'indice des prix des carburants, **l'IPAMPA ovin viande** a poursuivi sa **légère baisse** amorcée fin 2022 et était en recul d'un mois sur l'autre en mars 2024. À 131,0, il est en repli de -5% /2023. L'indice énergie et lubrifiants diminuait de -2%/ février 2024 et de – 1% d'une année sur l'autre tandis que l'indice engrais était en repli de -1% d'un mois sur l'autre et de -25%/2023. L'indice aliments achetés reculait quant à lui de -1% d'un mois sur l'autre et de -13% /2023. Malgré ces améliorations, ils restent à des niveaux historiquement élevés.

Abattages en légère hausse au 1er trimestre

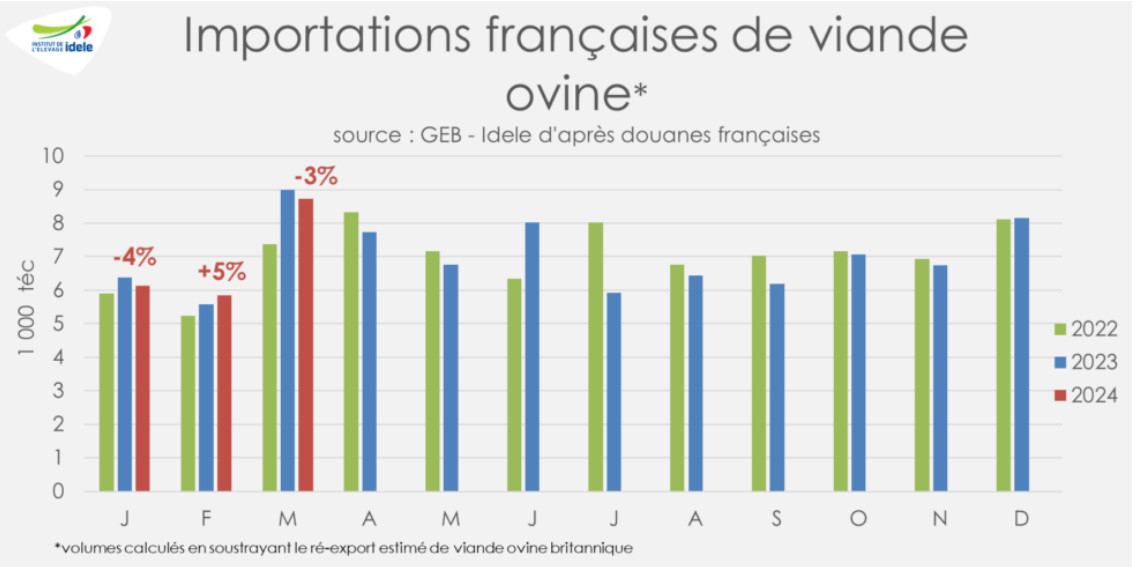
Selon *Agreste*, la **production abattue de viande ovine** était en hausse de **+1%** d'une année sur l'autre sur les **trois premiers mois de 2024**, mais en baisse de -3% comparé à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023). Les abattages de réformes ont baissé de -14% en têtes et en volumes, avec un poids moyen de carcasse à 26,4 kgéc (contre 26,2 kgéc au 1er trimestre 2023). Ceux des agneaux ont augmenté, de +5% en effectifs et +4% en volume, signe d'une baisse des poids moyens de carcasse (de 18,3 à 18,0 kgéc).
La production française se replie et maintient le marché sous tension. Les abatteurs sont en forte concurrence pour acquérir des agneaux.



Des erreurs dans les données douanières ne nous permettent pas d'apprécier de manière chiffrée l'évolution des importations d'agneaux vivants espagnols en ce début d'année 2024.

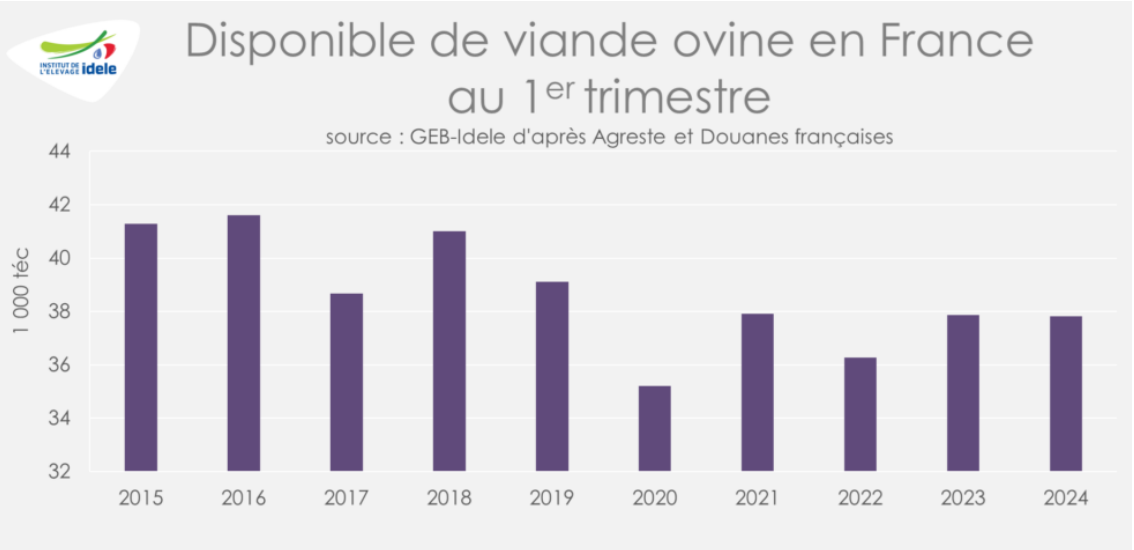
Les importations de viande ovine reculent d'une année sur l'autre en mars 2024

Au 1er trimestre 2024, les **importations françaises de viande ovine** étaient en recul de **-1%** d'une année sur l'autre, à 20 700 téc : la hausse de février (+5% /2023) a été contrebalancée par les baisses de janvier et mars. Sur la période, les importations en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Espagne progressaient toutes deux de +20% /2023. Elles reculaient d'Irlande (-9%) et du Royaume-Uni (-1%).
En mars 2024, les achats de viande espagnole, en net repli jusque-là, se sont nettement redressés (+57% /2023) et ceux de viande néozélandaise ont poursuivi sur leur tendance dynamique (+26%), avec un effet probable du décalage des dates de Pâques et du Ramadan. Ces flux reculaient par ailleurs en provenance du Royaume-Uni (-17%), stoppant une longue phase de progression. Les achats origine Irlande ont poursuivi leur baisse (-6%).



Le disponible du 1er trimestre 2024 se maintient d'une année sur l'autre

Au 1er trimestre 2024, les abattages français sont en repli d'une année sur l'autre, les importations de viande ovine baissent légèrement tandis que les exportations reculent franchement. Au final, le **disponible** français est stable comparé à 2023 sur la période. En revanche, il demeure modeste, **-6% sous la moyenne 2015-2019**.



Viande ovine » UE et monde »

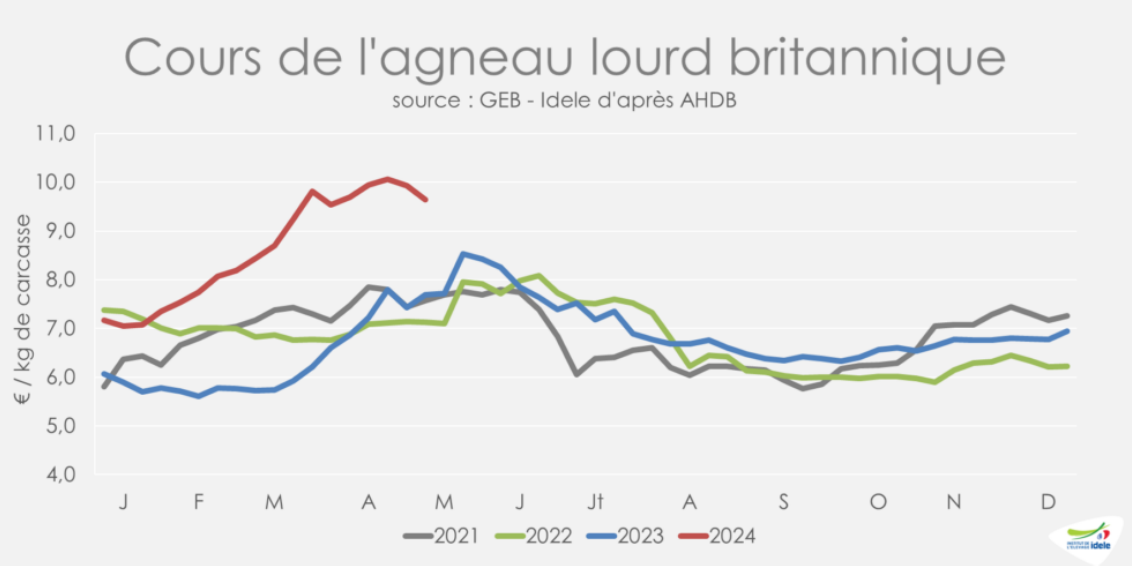
Le cours britannique reste élevé malgré l'afflux de viande océanienne

Dernière révision le 22 mai 2024

Alors même que les importations ont plus que doublé en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie entre le 1er trimestre 2023 et 2024, le cours britannique reste particulièrement élevé. Il dépassait même les 10 €/kg entrée abattoir fin avril, seuil encore jamais atteint par l'agneau français.

Royaume-Uni : la cotation entame sa baisse mais reste élevée

Le **cours** de l'agneau britannique a entamé sa baisse saisonnière : en semaine 18, il se situait à **9,65 €/kg**, soit +1,96 €/kg comparé à 2023 et +2,51 €/kg /2022.



La **production** britannique de viande ovine a totalisé 68 000 téc sur les trois premiers mois de 2024, en baisse de -5% d'une année sur l'autre. Cela s'explique par un repli de -16% des abattages de réformes (-68 000 têtes) et de -5% des abattages d'agneaux (soit -140 000 têtes). Comparée à la moyenne 2015-2019, elle recule de -1%. Malgré une fête de Pâques un mois plus tôt cette année, les abattages de mars reculent nettement d'une année sur l'autre (-16% en volume).

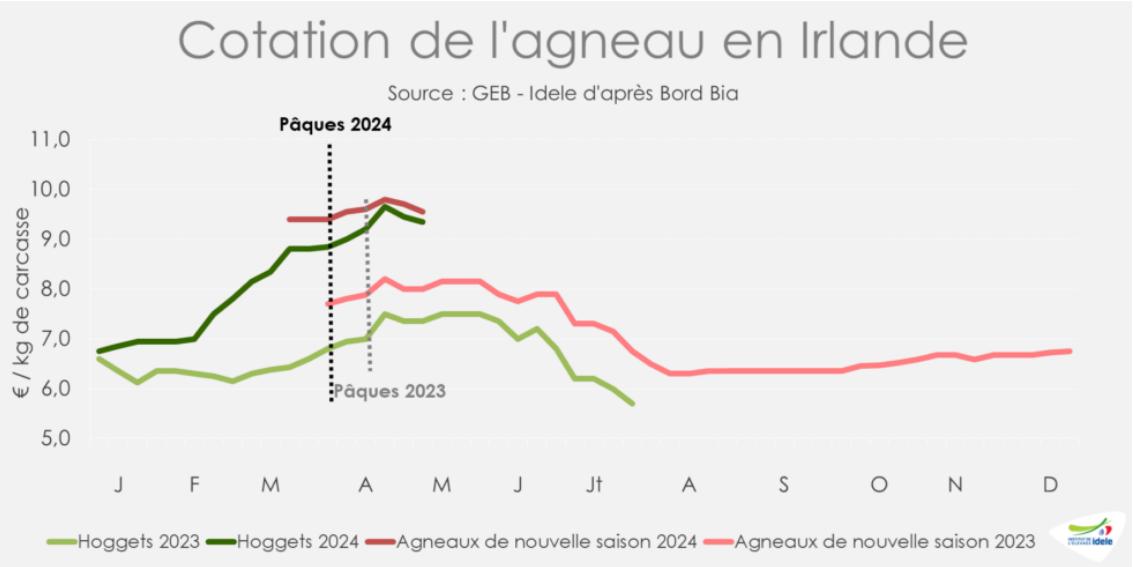
Les **importations** de viande ovine ont par ailleurs continué de croître d'une année sur l'autre, illustrant toujours la mise en place des accords commerciaux avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie (printemps 2023). Elles ont ainsi progressé de +51% /2023 sur 3 mois en 2024, doublant en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie mais reculant de -15% d'Irlande.

Malgré une production et des importations dynamiques, les **exportations** britanniques de viande ovine ont reculé de -4% sur 3 mois en 2024 /2023. Elles ont progressé de +13% vers la France mais se sont repliées de -8% vers l'Allemagne. Elles dépassaient ainsi de +1% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

En plus d'une bonne demande à l'export, des évolutions positives de **ventes d'agneau au détail** ont été enregistrées ces derniers mois au Royaume-Uni, aidées par une période de forte activité du fait des fêtes religieuses.

Irlande : baisse de l'offre et des exportations

En semaine 18 de 2024, la **cotation** du *Hogget* irlandais s'établissait à 9,35 €/kg et celle de l'**agneau de nouvelle saison** était à **9,55 €/kg** la même semaine, soit +1,55 € /2023. Comme au Royaume-Uni, le manque d'offre face à une demande dynamique explique ce niveau de prix, en plus des cotations élevées chez les principaux clients de l'Irlande (France, Royaume-Uni, …).

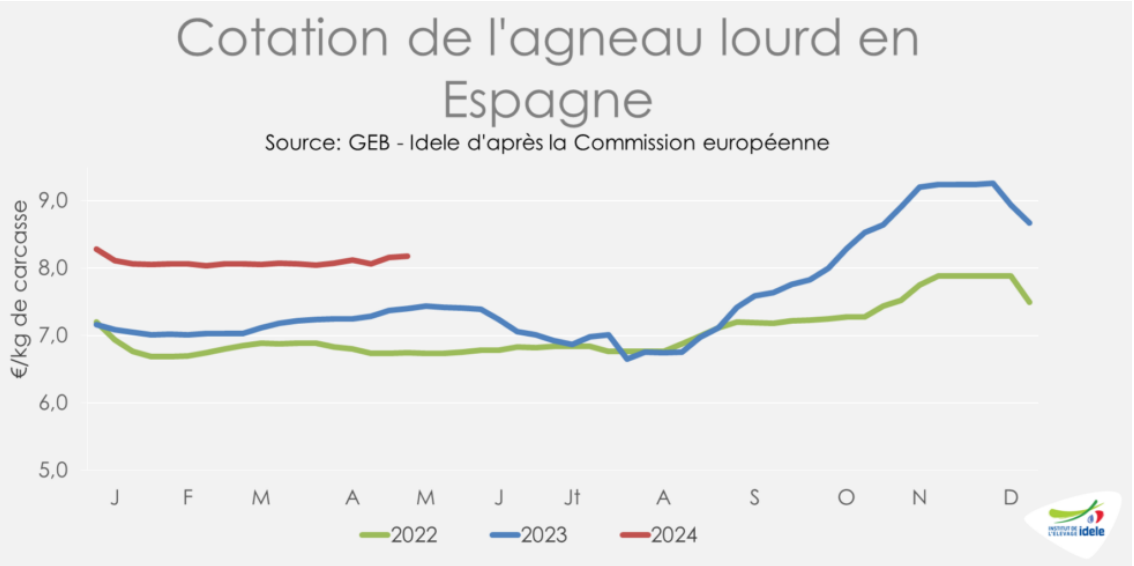


Après avoir fléchi de -1% /2022 en 2023, les **abattages** d'ovins irlandais ont perdu -2% /2023 sur les trois premiers mois de 2024. Les effectifs d'agneaux abattus ont augmenté, de +5% /2023 et ceux des réformes ont par ailleurs reculé de -8%. La production de viande ovine en volume a perdu -2%, à 16 700 téc, mais cela reste un niveau soutenu, en hausse de +10% comparé à la moyenne des cinq dernières années sur 3 mois cumulés.

Les **exportations** de viande ovine irlandaise se sont repliées en février 2024, de -20% / 2023, après un mois de janvier stable d'une année sur l'autre. Sur deux mois 2024, la baisse était de -7% à 8 100 téc dont -7% vers la France mais +11% vers le Royaume-Uni. La concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, mais aussi du Royaume-Uni, sur le marché européen, explique probablement cette baisse des envois irlandais. Les industriels stockent possiblement la viande ovine qu'ils ne parviennent pas à écouler.

Espagne : l'offre reste en repli

Le **cours** de l'agneau espagnol oscille autour des 8 €/kg depuis plusieurs semaines, après avoir légèrement diminué en début d'année. En semaine 18, il s'établissait à **8,18 €/kg**, soit + 0,78 €/kg, au-dessus de son niveau de 2023. Ce cours élevé illustre une offre toujours en repli.



Après une baisse de -11% entre 2022 et 2023, la **production** de viande ovine espagnole a poursuivi sa diminution début 2024 : sur 2 mois, à 13 000 téc, elle reculait de -16% /2023. Le nombre d'agneaux abattus baissait de -11% et celui des réformes de -28%.

Avec un disponible nettement diminué, la tendance baissière des exports de viande ovine comme de vifs se poursuit début 2024. **Sur les deux premiers mois de 2024**, les **exportations espagnoles de viande ovine** reculaient en effet de **– 21% /**2023, à 5 100 téc, principalement du fait d'un arrêt des envois vers Oman et d'une forte baisse vers les Emirats Arabe Unis (-84%) et la France (-14%).

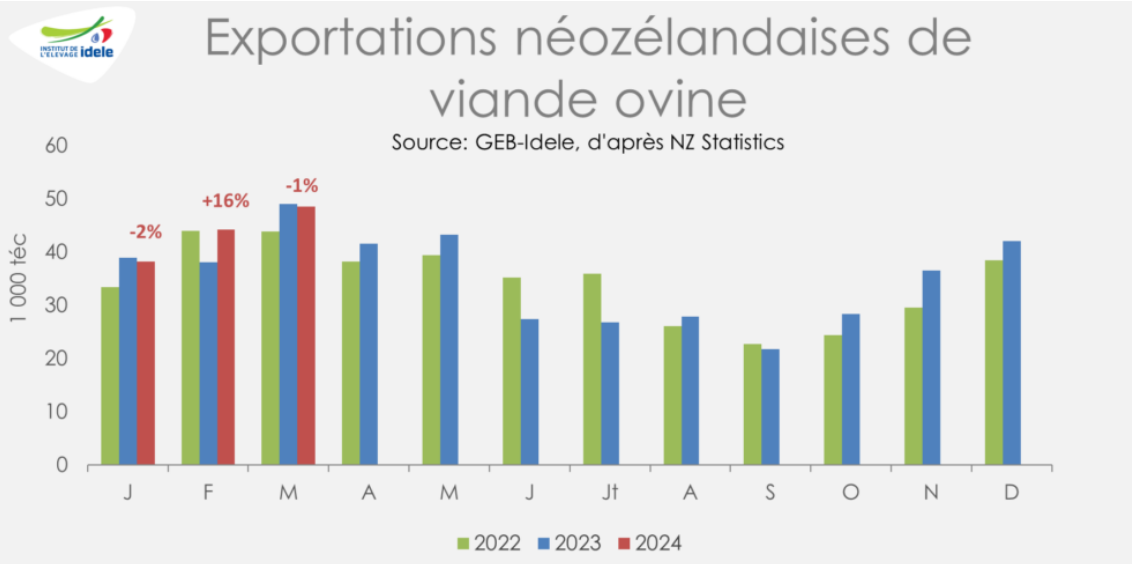
Sur la même période, les **envois d'agneaux vivants** ont nettement chuté, de **-24%** /2023 à 121 000 têtes, principalement via des fortes baisses vers le Portugal (-19 000 agneaux), la Jordanie (-14 000), la Hongrie (-13 000) et la Libye (-9 000). Parallèlement, les envois de réformes ont plus que doublé, atteignant 21 000 têtes.

Nouvelle-Zélande : baisse de la demande chinoise

Après avoir augmenté de +1% entre 2022 et 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a augmenté de **+3%** d'une année sur l'autre, à 147 000 t sur les trois premiers mois de 2024. Le nombre d'agneaux abattus a augmenté de +10%, à 6 M de têtes, tandis que celui des réformes a reculé de -21% à 1 M de têtes.

La hausse des **exportations de viande ovine** est importante : **+4%** /2023, à 131 000 téc. Au 1er trimestre 2024, la demande chinoise en agneau néozélandais recule (-18%), la Nouvelle-Zélande subissant la compétitivité de l'Australie sur ce marché. Cette dernière a donc réorienté ses envois, notamment vers le Royaume-Uni (+54%) et l'Amérique du Nord (+40% vers les USA, +35% vers le Canada et x5 vers le Mexique).

L'accord de libre-échange UE-NZ est entré en vigueur le 1er mai 2024 et prévoit l'ajout de 38 000 t de viande ovine à droits nuls au contingent de 1994, qui a lui-même été dispatché entre le Royaume-Uni et l'UE-27 après le *Brexit*. En tout, ce sont donc 126 000 t + 38 000 t soit 164 000 tonnes en provenance de Nouvelle-Zélande qui peuvent accéder sans droits de douanes au marché de l'UE.



Collecte de lait de chèvre toujours en retrait

Dernière révision le 22 mai 2024

La collecte de lait de chèvre est toujours en retrait d'environ 2% en mars par rapport à son niveau de 2023. Seuls les Pays de la Loire affichent une production en hausse. Les autres bassins laitiers, notamment la zone historique de Nouvelle-Aquitaine, sont en recul. Côté entreprises, les stocks sont toujours élevés alors que les importations sont faibles et la consommation peu dynamique même si elle reste positive.

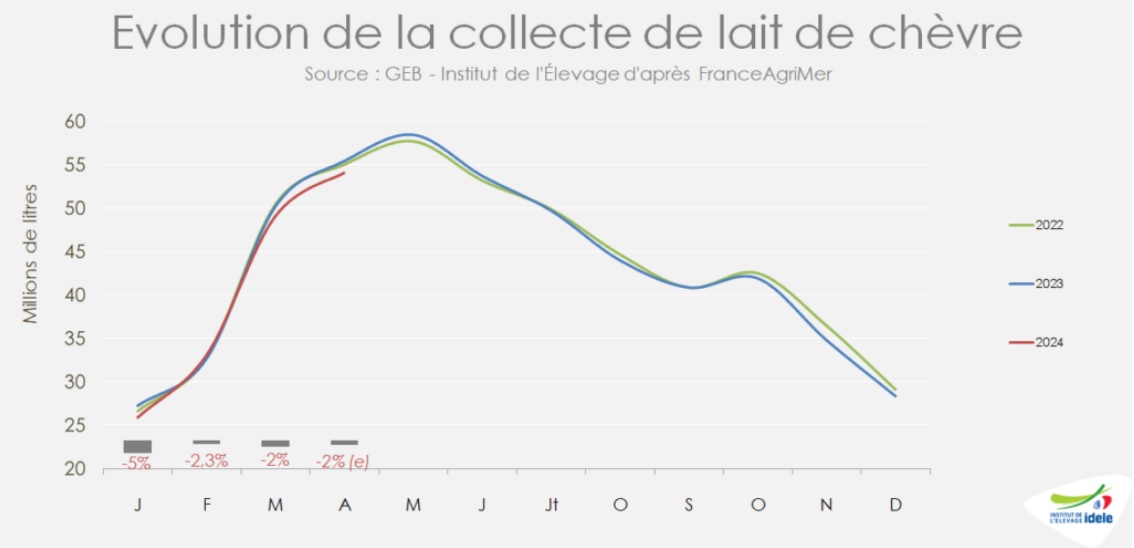
En viande caprine, l'approvisionnement en chevreaux pour les fêtes de Pâques a été assuré malgré sa date avancée dans le calendrier. Les poids carcasse ont été en conséquence un peu plus légers. Le prix du chevreau de 11kg a été légèrement inférieur à celui de 2023.

Dynamiques régionales contrastées pour la collecte de lait de chèvre

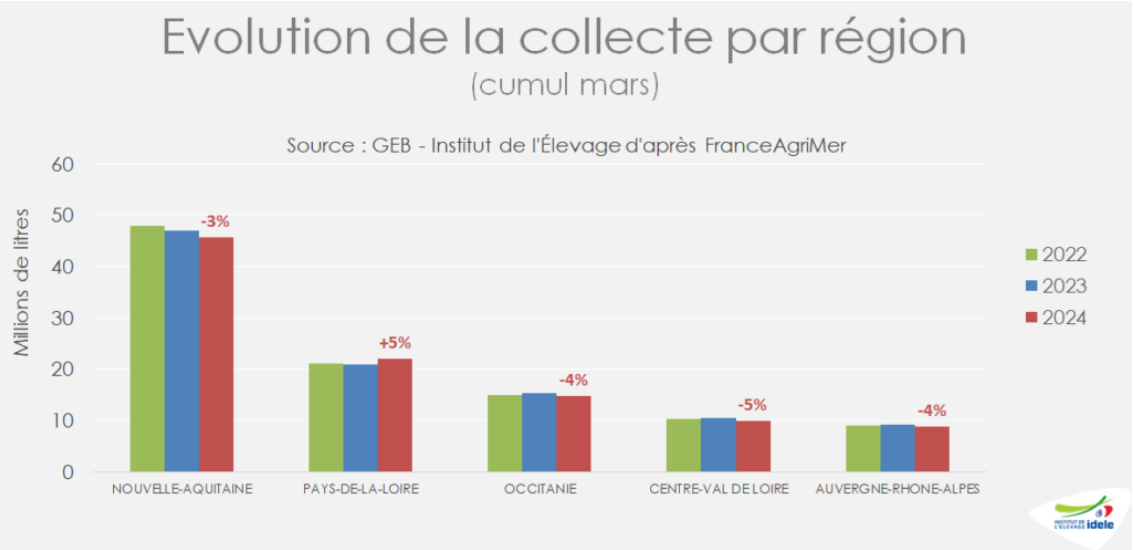
Dernière révision le 22 mai 2024

En mars, l'approvisionnement total des transformateurs en lait de chèvre s'est établi à un peu plus de 53 millions de litres, en retrait de -2,2% d'une année sur l'autre, entre une collecte en baisse et des imports en léger recul. Seule la collecte en Pays de la Loire est supérieure à son niveau de 2023. Côté fabrications, les produits ultra-frais semblent dans une bonne dynamique tandis que l'activité est plus calme pour les fromages.

La collecte de lait de chèvre toujours sous son niveau de 2023



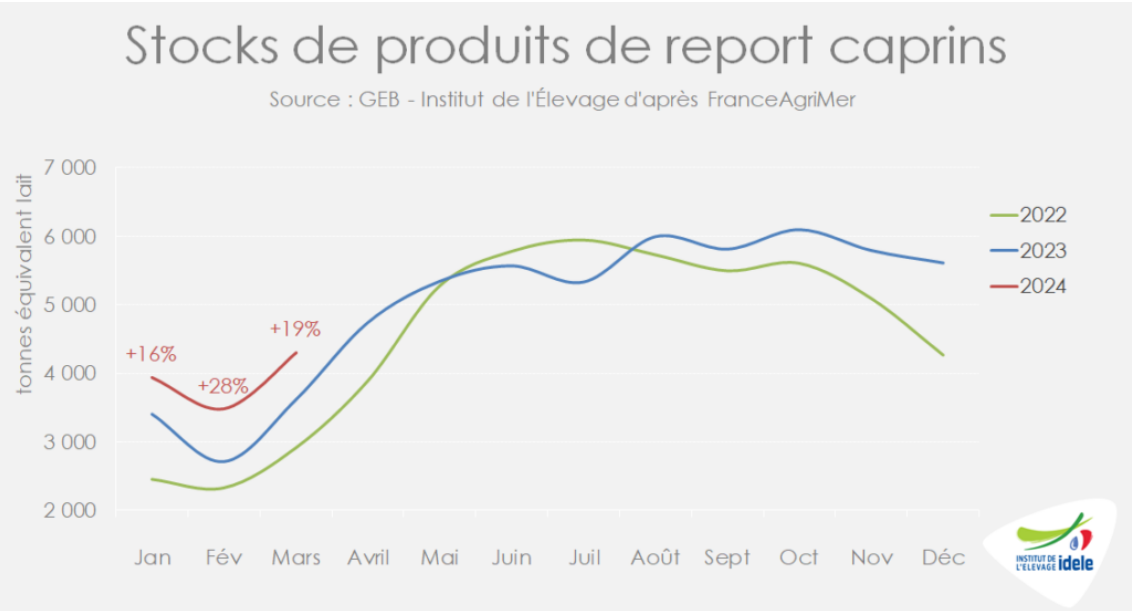
La collecte nationale a poursuivi en mars son évolution **en-deçà de son niveau de 2023**. Avec 49 millions de litres de lait collectés, elle est en **retrait de -2% /2023.** D'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la tendance se poursuit en avril, même si elle a été un peu moins marquée certaines semaines. En cumul sur les trois premiers mois de l'année, la collecte de lait de chèvre s'est élevée à **108 millions de litres (-2% /2023).** Les conditions climatiques, la qualité des fourrages et les difficultés à apporter du vert pénalisent la production laitière.



Les dynamiques sont très différentes d'une région à l'autre. En cumul sur trois mois, **la collecte a augmenté de +5% /2023 en Pays de la Loire**, tandis qu'elle est en retrait dans les autres régions : **-3% en Nouvelle-Aquitaine**, -4% et en Occitanie, -5% en Centre-Val de Loire et -4% en AURA (chiffres non corrigés de l'effet année bissextile, qui amplifie la baisse dans les régions en recul et atténue la hausse en Pays de la Loire).

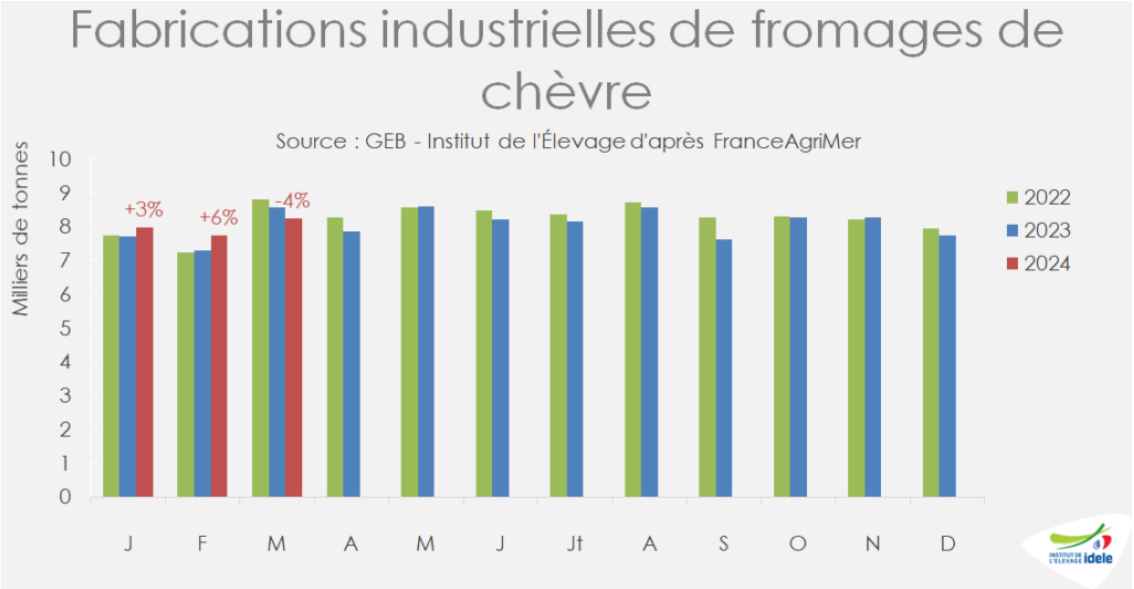
Les **importations de produits de report sont toujours en recul (-2% /2023)** à 4 350 tonnes. En cumul sur le 1er trimestre 2023, elles atteignent 12 500 t (-10% /2023). 2023 était déjà la plus basse des dix dernières années.

Au total, les **approvisionnements des transformateurs sont en recul de -2,2% en mars**, à un peu plus de 53 millions de litres. En cumul sur les trois premiers mois de 2024, ils s'élèvent à 120,5 millions de litres (-2,4% /2023).

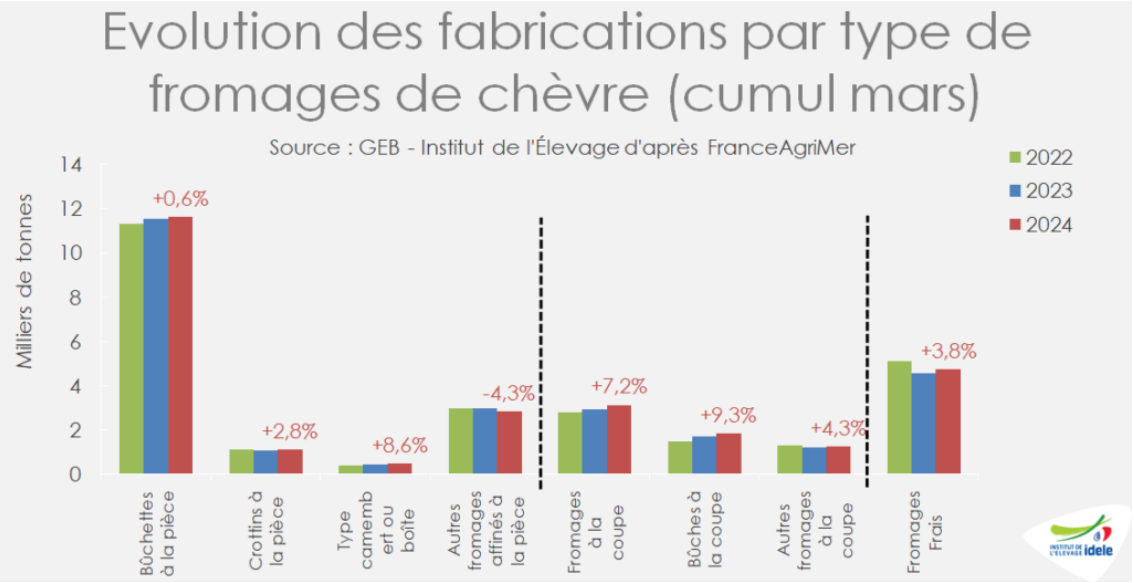


Alors que la collecte se rapproche de son pic, et dans un contexte de consommation toujours morose, les transformateurs ont des **stocks importants**. Ils s'élèveraient à **4 300 tonnes en mars** selon FranceAgriMer, soit **+19% par rapport à mars 2022, et en hausse de +24% par rapport au mois précédent**.

Fabrications de fromages en dents de scie



En mars, les **fabrications de fromages** au lait de chèvre ont reculé de **-4% /2023, à 8 244 t.** En cumul sur le 1er trimestre, elles atteignent presque 24 000 t (+1,7% /2023).



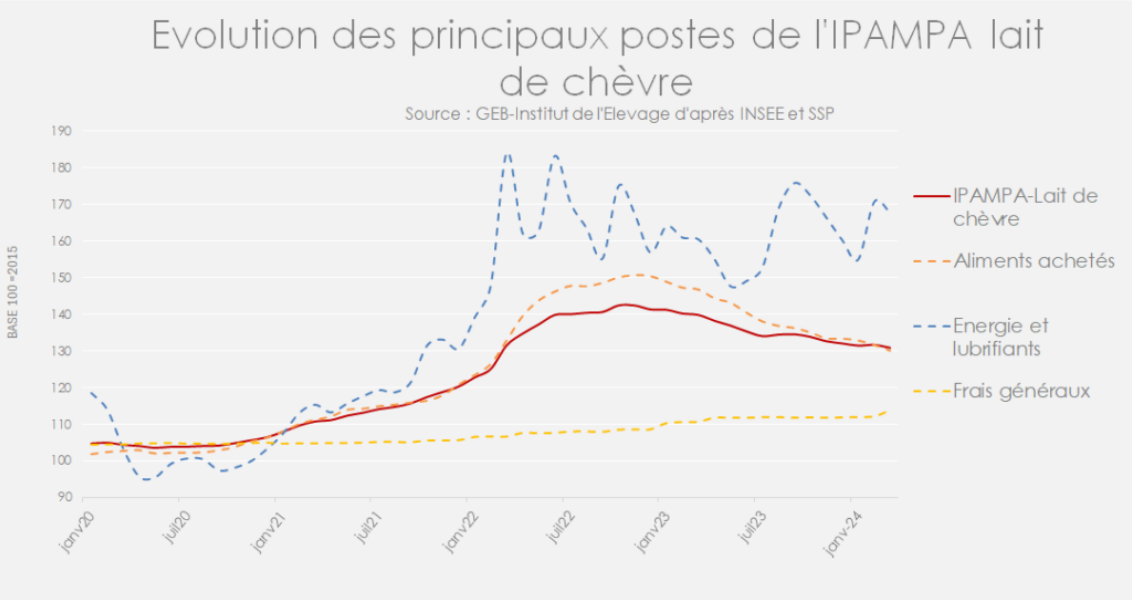
Dans le détail, les fabrications de **bûchettes à la pièce,** 49% des volumes en 2023, ont p**rogressé de +0,6% /2023** en cumul de janvier à mars 2024.

Les **bûches à la coupe** ont poursuivi leur dynamique, en hausse de **+9,3% /2023 sur trois mois.**

Les fabrications de **fromages frais**, en retrait en 2023, sont toujours en **hausse, de +3,8% /2023**. En cumul sur trois mois, toutes les catégories de fromages sont en hausse sauf les **« autres fromages affinés à la pièce », en recul de -4,3%.**

L'ultra-frais poursuit sa bonne dynamique depuis le début de l'année, avec plus de **3 700 t fabriquées sur les trois premiers mois de l'année (+6% /2023)**.

Lente décrue de l'IPAMPA lait de chèvre



À l'indice 131 en mars, soit **-0,7% sur un mois et -6,5% sur un an**, l'IPAMPA lait de chèvre poursuit sa lente décrue. Le poste **aliments achetés est à l'indice 130,1, soit -1,3% /février 2024 et -11,4% sur un an**. Le poste énergie et lubrifiant reste très volatil (-1,6% sur un mois, mais +4,6% sur un an) et les frais généraux sont en légère augmentation.

Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

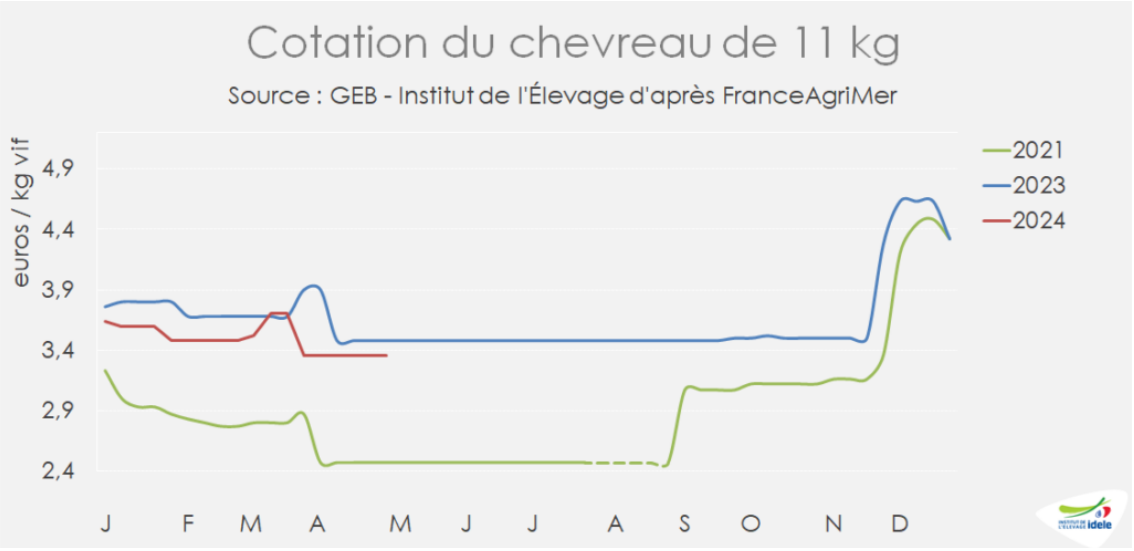
Plus de chevreaux, plus légers, sur le premier trimestre 2024

Dernière révision le 22 mai 2024

Début avril, la cotation du chevreau est retombée à son niveau d'intersaison après avoir atteint 3,71 €/kg pour les fêtes de Pâques. En nombre de têtes, les abattages ont été supérieurs sur les trois premiers mois de l'année, mais avec des poids carcasse moins élevés, en lien avec la date avancée des fêtes pascales.

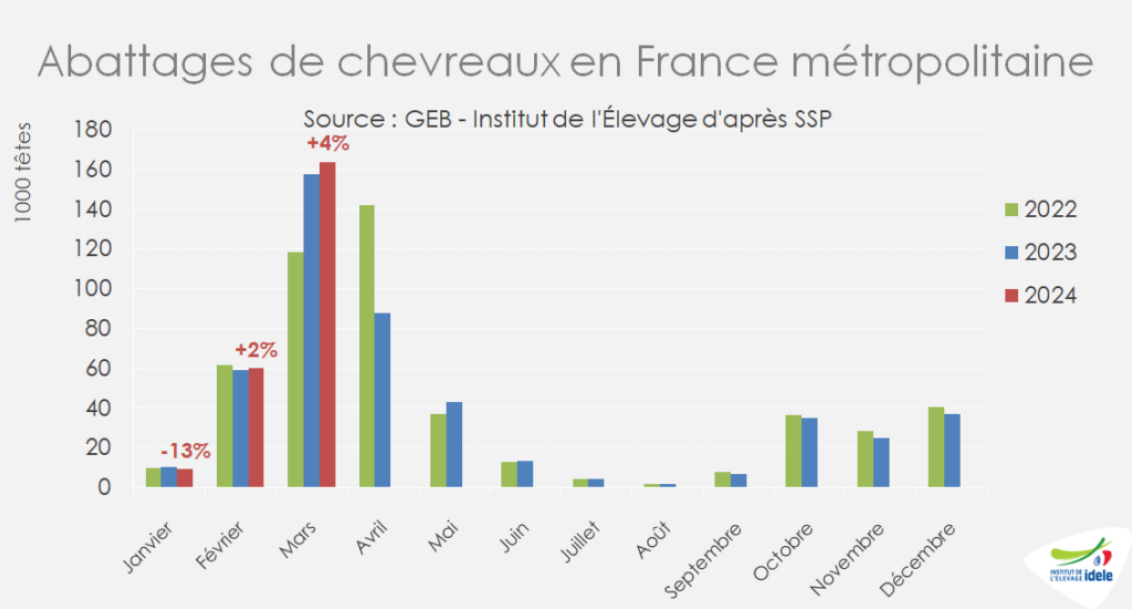
Hausse saisonnière modérée du cours du chevreau

Après avoir atteint **4,63 €/kg pour les fêtes de fin d'année 2023** (-6% /Noël 2022), la cotation du chevreau de 11 kg est descendue à 3,48 €/kg sur le début 2024 avant de remonter progressivement jusqu'à atteindre son **pic de Pâques, à 3,71 €/kg**, soit 19 centimes de moins qu'en 2023 **(-5% /2023).** Ce recul correspond à peu près à celui du coût de l'alimentation des chevreaux en atelier d'engraissement (tandis que d'autres charges ont poursuivi leur hausse).
Etant maintenant en période creuse de production et de consommation, le cours semble avoir atteint son **niveau plancher de 2024, à 3,36 €/kg** (-3% /2023).

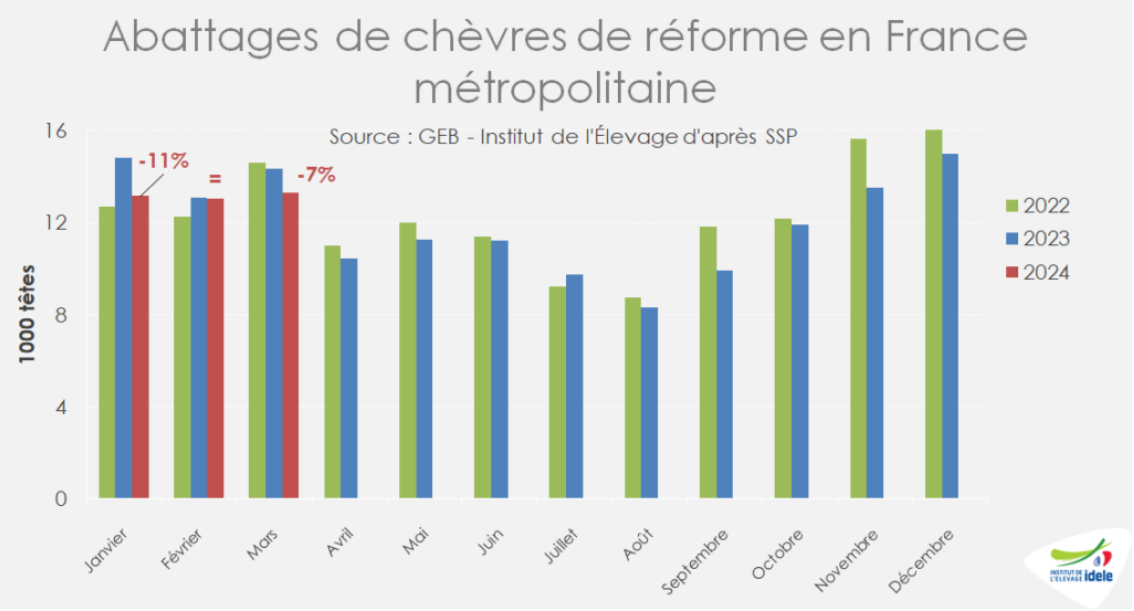


Sur le premier trimestre 2024, **les prix d'achat en ferme rapportés ont été compris entre 2 et 3 €** par chevreau en moyenne, et jusque 5 € pour des chevreaux de 8 jours sachant téter.
Les prix consommateurs relevés en catalogue la semaine avant Pâques dans deux enseignes de grandes surfaces ont montré des écarts assez importants : **14,25 €/kg pour un demi-chevreau** dans l'une et **17,90 €/kg pour un quart de chevreau** dans l'autre.

Abattages de chevreaux en hausse sur les trois premiers mois de l'année



Avec **233 000 têtes sur 3 mois**, les abattages de chevreaux sont légèrement supérieurs au premier trimestre 2023 **(+3% /2023)**. En volume en revanche un recul est observé : **1 230 t ont été abattues (-2% /2023)**. Ce recul des poids était attendu, puisque Pâques était tôt cette année : **9 jours plus tôt qu'en 2023**, et 17 jours en avance par rapport à 2022. Ainsi, le poids moyen de carcasse des chevreaux a été de **5,3 kg en mars 2024** contre 5,4 kg en 2023 et surtout 5,8 kg en 2022.
Sur la zone grand-ouest, les dates de mises-bas ont correspondu aux besoins d'entrées en atelier d'engraissement et l'échéance de fin mars n'aurait pas posé de difficulté aux opérateurs pour fournir le marché.



De janvier mars, les abattages de **réformes ont reculé de -6%** à près de 40 000 têtes pour un volume de 929 t, soit un poids de carcasse moyen en légère hausse (+3%/2023).

Les matières premières repartent à la hausse

Dernière révision le 22 mai 2024

Plusieurs événements sont venus perturber les marchés des céréales et des protéines ces dernières semaines. Les prévisions de l'USDA publiées mi-mai estiment la récolte mondiale de blé 2024 en hausse par rapport à la campagne précédente, mais la demande serait légèrement plus importante qu'initialement prévu et les stocks de fin de campagne en blé ont été revus à la baisse.
Côté tourteaux, production et stocks en soja sont rassurants pour les marchés, tandis que la situation est plus tendue en colza avec une récolte mondiale et européenne estimée en baisse.

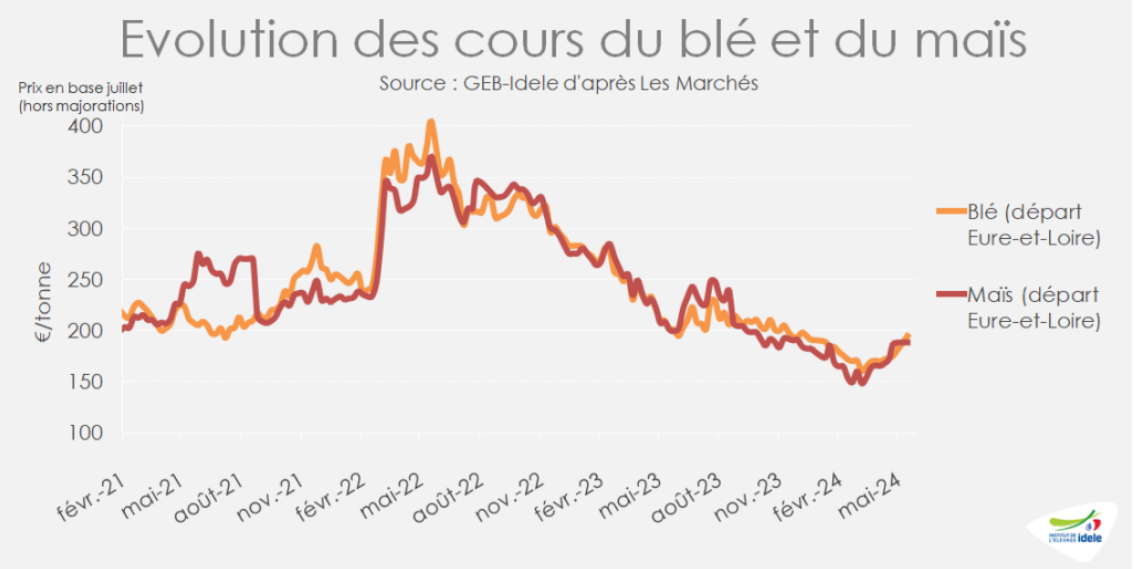
Remontée des cours des céréales sous l'effet d'inquiétudes météorologiques

Les niveaux des cours du maïs et du blé ont remonté ces dernières semaines sous l'effet d'inquiétudes liées aux conditions météorologiques et géopolitiques, amplifiées par des mouvements de marchés.

Selon les projections de l'**USDA**, la **production mondiale de blé** est estimée à un record, 798,2 millions de t (+10 millions de t /2023), mais les **stocks de fin de campagne seraient inférieurs aux prévisions et aux années précédentes**, notamment en Chine et en Russie, ce qui vient tempérer les effets de cette bonne récolte. Parmi les facteurs qui tendent les marchés, une longue période de sécheresse dans le sud de la Russie ainsi que des gelées sur le centre du pays ont réduit les perspectives de récolte russes. La production de blé russe est ainsi attendue à 88 millions de t (91 Mt en 2023). Rappelons que près d'un quart des blés exportés sur la campagne 2023-202 sont russes.

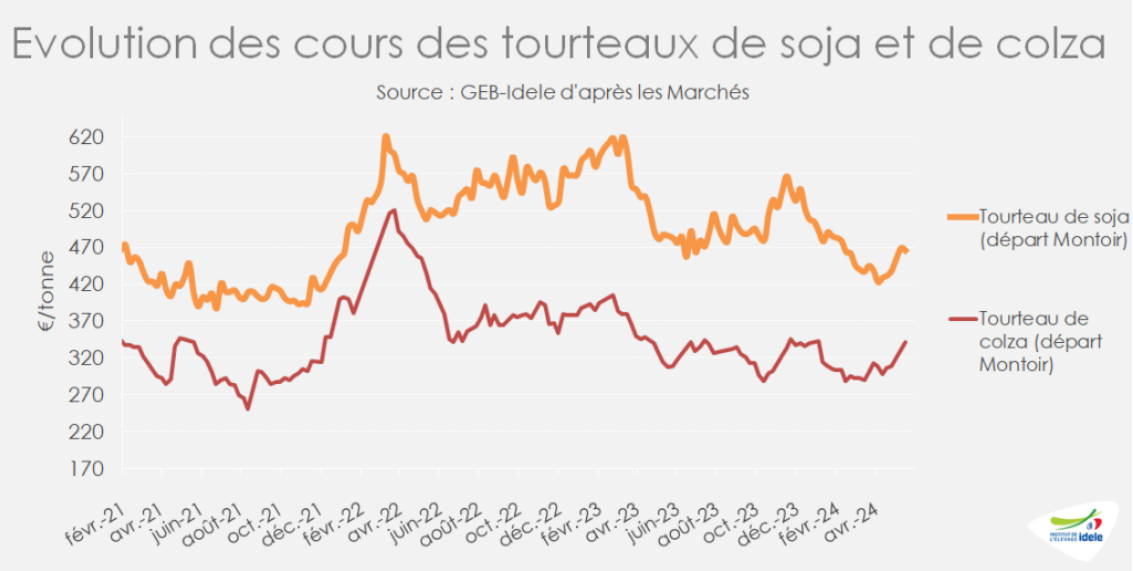
L'abaissement des estimations de **production européenne** par la Commission, à 120 millions de tonnes de blé (-4%/2023), à la suite de mauvaises conditions de semis à l'automne pèse également sur les cours.

En **France**, l'observatoire de FranceAgriMer Céréobs en semaine 19 (du 7 au 13 mai 2024) indiquait que 64% des blés tendres étaient en conditions bonnes et très bonnes, contre 93% la même semaine en 2023. **Le blé BPMF disponible Eure-et-Loir** est ainsi passé de 161 à 195 €/t entre le 7 mars (son point bas des trois dernières années) et le 16 mai (+34 €/t, soit +21%). Sur les marchés à terme, le contrat septembre 2024 a atteint 249,50 €/t le 10 mai (Euronext).



Pour le maïs, la **production mondiale est attendue en légère baisse**, autour de 1 220 millions de t, alors que la demande va se maintenir, aboutissant à des stocks en légère baisse par rapport aux deux campagnes précédentes, ce qui explique la **hausse des cours**. Par ailleurs, le **facteur météo** joue également. Si les conditions de récolte sont favorables sur la *corn belt* aux **États-Unis**, la situation en **Argentine** s'est fortement dégradée en très peu de temps suite à une attaque de cicadelle et la récolte a été revue à la baisse. Le cours du maïs est ainsi passé de son plus bas des derniers mois, 149 €/t début mars, à 189 €/t mi-mai (+40 €/t, soit +27 €/t).

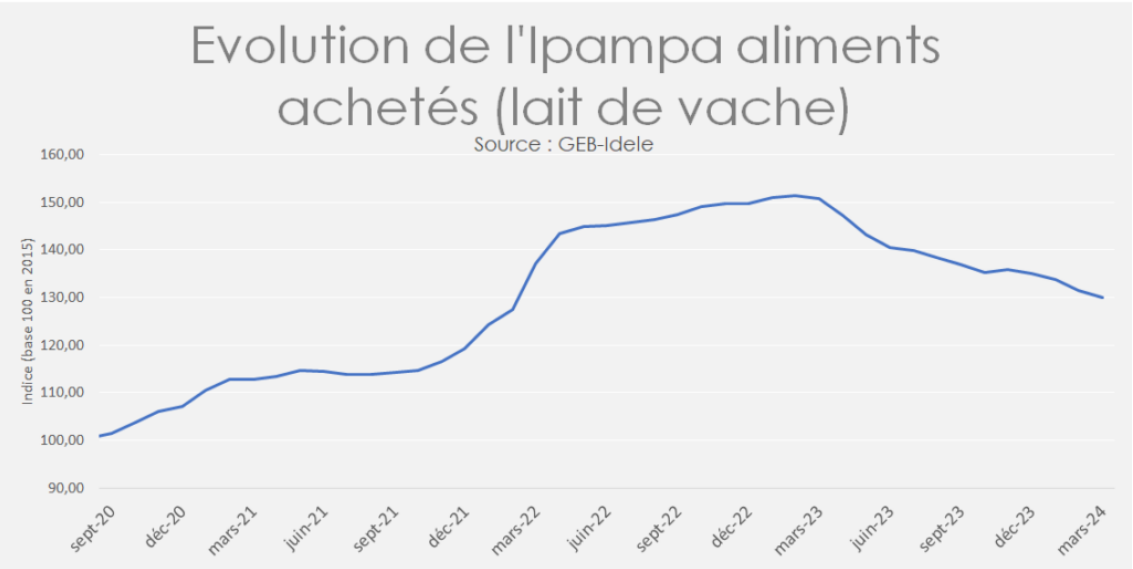
Les tourteaux se maintiennent à un niveau élevé



Les cours des tourteaux de colza et soja sont toujours aussi volatils et se maintiennent à des **niveaux élevés** : 466 €/t pour le tourteau de soja rendu Montoir mi-mai. Sa hausse est plus modérée que celle du colza en lien avec des disponibilités confortables (malgré des pertes suite aux inondations dans le Sud du Brésil). Le tourteau de colza rendu Rouen atteint 329 €/t mi-mai, soit +39€/t que trois mois plus tôt, mi-février. La production européenne a notamment été revue en baisse, les conditions météo n'étant pas très favorables à la production.

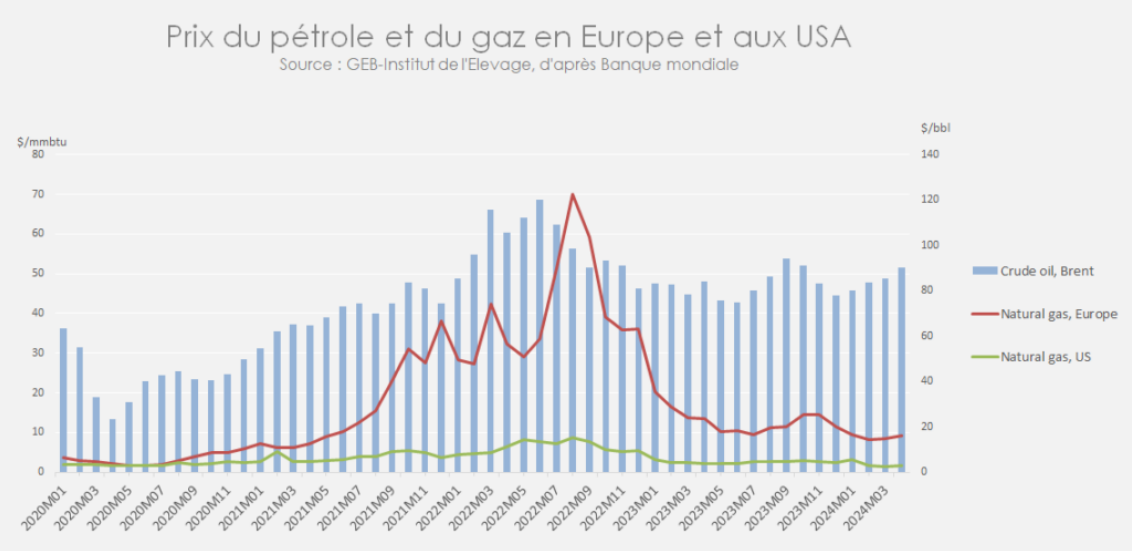
L'Ipampa aliments achetés baisse lentement

La baisse régulière des cours des céréales depuis plusieurs mois s'est traduite progressivement dans l'indicateur aliments achetés de l'**Ipampa**. Les récentes tensions ne sont pas encore visibles sur son évolution.



L'indice aliments achetés lait de vache, par exemple, avait ainsi atteint un pic en février 2023 à 151 (base 100 en 2015), avant d'entamer une lente décrue, et s'élève à 129,9 en mars 2024 (-1,2% sur un mois et -13,9% /mars 2023). Il reste toujours très au-dessus des niveaux 2021, moyenne de 114, et 2020, moyenne à 102. Les cours des tourteaux qui sont restés à des niveaux assez élevés expliquent cette baisse modérée.

Le cours du pétrole reste volatil



Après un creux mi-2023 et en fin d'année, **les cours du pétrole Mer du Nord sont repartis à la hausse depuis le début 2024**, pour atteindre 90,05 $/baril en moyenne en avril, suite aux tensions au Proche-Orient. Ces variations se traduisent par une volatilité du prix du GNR qui reste à un niveau élevé. Le prix du gaz naturel en Europe a bien diminué, même si il reste supérieur à sa valeur de 2020.

